

Les doubles impositions

DANS LES RAPPORTS

entre la France

et son Empire Colonial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 juin 1938, à 14 heures,

PAR

Serge FRAGER

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants : MM. HAMEL, Professeur
SOLUS, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

Les doubles impositions
dans les rapports entre la France
et son Empire Colonial

Les doubles impositions

DANS LES RAPPORTS

entre la France

et son Empire Colonial

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 juin 1938, à 14 heures

PAR

Serge FRAGER

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. ALLIX, Professeur

Suffragants : MM. HAMEL, Professeur
SOLUS, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR

289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

A. — ÉTABLISSEMENT DES IMPÔTS DANS LA FRANCE D'OUTRE-MER

I. — *L'autonomie fiscale des colonies*

Après l'échec, sous l'Ancien Régime, des compagnies coloniales à charte, qui levaient pour leur propre compte l'impôt et avaient à leur charge les dépenses publiques, après l'expérience du système de « l'assujettissement » financier des colonies à la Métropole, qui persista en principe sous la Révolution et l'Empire, fut posé sous la Restauration un principe capital, celui de l'attribution aux colonies de tous les revenus locaux. La première ordonnance où apparaît cette réforme est celle du 26 Janvier 1825, faisant à la Martinique, à la Guadeloupe et à l'Île Bourbon « abandon de leurs revenus quelles qu'en fussent la nature et l'origine ». Cette mesure fut ensuite étendue aux autres colonies.

En ce qui concerne les dépenses, après des variations dans leur répartition entre la Métropole et les colonies, selon leur nature, et leur mode de fixation par le pouvoir central ou les conseils généraux ou coloniaux, il faut attendre la loi de finances du 13 Avril 1900 pour voir fixé définitivement le second principe capital, celui de la mise à la charge des colonies de toutes les dépenses autres que les

dépenses militaires (1). Parmi les dépenses civiles, cette loi n'a fait une exception au principe que pour des dépenses fort restreintes qu'elle énumère, dépenses qui figurent au budget métropolitain (Ministère des Colonies), de telle sorte qu'on peut dire que tous les services civils locaux sont à la charge des budgets coloniaux (budgets généraux, budgets locaux, budgets provinciaux, etc...). Les règles régissant les budgets coloniaux se trouvent dans les articles 56 à 62 du décret du 30 Décembre 1912 sur le régime financier des colonies. Elles sont d'ailleurs semblables à celles des budgets métropolitains. Par contre, l'établissement et l'approbation des budgets varient, selon qu'il existe un conseil général ou colonial, ou d'autres assemblées délibérantes (2).

*
* *

On peut résumer comme suit les différentes façons dont sont décidées les taxes et contributions dans les colonies (3) :

(1) L. 13 Avril 1900. Art. 33, § 1^{er} : « Toutes les dépenses civiles et de la gendarmerie sont supportées en principe par les budgets des colonies. Des subventions peuvent être accordées aux colonies sur le budget de l'Etat. Des contingents peuvent être imposés à chaque colonie jusqu'à concurrence du montant des dépenses militaires qui y sont effectuées. »

(2) Daresté, Traité de Droit Colonial, T. II, p. 20 à 53.

(3) Base : Art. 74 du Décret du 30 Décembre 1912.

	COLONIES A CONSEIL GÉNÉRAL	COLONIES GROUPEES EN GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX	COLONIES NON GROUPEES ET NON POURVUES DE CONSEIL GÉNÉRAL
	MARTINIQUE, GUADELOUPE, RÉUNION, GUYANE NOUVELLE-CALÉDONIE, INDES	COLONIES DE L'A. O. F. ET DE L'A. E. F.	INDOCHINE
			MADAGASCAR, COTE DES SOMALIS (NOUVELLES- HÉBRIDES) (TOGO ET CAMEROUN)
			Océanie, St-Pierre et Miquelon
Mode de Perception et Assiette	Délibérations des Conseils Généraux approuvées par décrets en Conseil d'Etat (approbation implicite pas- sé le délai de 9 mois) (1)	Arrêtés du Gouverneur en Conseil approuvés par Gouver- neur Général en Conseil de Gouvernement (sauf au Sé- négat : déli- bérations du Conseil Colo- nial approu- vées par Gouverneur Gé- néral en Con- seil de Gouver- nement).	Consultations du Conseil Français des Intérêts éco- nomiques et financiers. Arrêtés du Résident Su- périeur ap- prouvés par Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement (sauf en Co- chinchine : délibérations du Conseil Colonial ap- prouvées par Gouv. Général en Con- seil de Gouver- nement).
			Arrêtés du Gouverneur en Conseil approuvés par Ministre des Colonies (ap- probation implicite passé le délai de 6 mois). (A Madagas- car, en plus, consultation des Délégations Econo- miques et Financières).
			Délibérations des Conseils d'Administra- tion approu- vées par Mi- nistre des Colonies
Tarifs	Délibérations des Conseils Généraux exé- cutoires si non annulées par décret dans le délai de 4 mois (colonies de l'Atlantique) ou de 6 mois (autres colo- nies) (1), ou si le Ministre des Colonies les déclare immédiatement exécutoires.	Comme ci-dessus	Comme ci-dessus
			Comme ci-dessus
			Comme ci-dessus

(1) Loi du 29 Juin 1918, art. 55.

IMPOTS INDIRECTS (2)

	Mode de Perception et Assiette	COLONIES A CONSEIL GÉNÉRAL	COLONIES GROUPEES EN GOUVERNEMENTS GÉNÉRAUX		COLONIES NON GROUPEES ET NON POURVUES DE CONSEIL GÉNÉRAL	
		MARTINIQUE, GUADELOUPE, RÉUNION, GUYANE, NOUVELLE-CALÉDONIE, INDES	COLONIES DE L'A. O. F. ET DE L'A. E. F.	INDOCHINE	MADAGASCAR, COTE DES SOMALIS (NOUVELLES-HÉBRIDES) (TOGO ET CAMEROUN)	Océanie, St-Pierre et Miquelon
		Comme pour impôts directs.	Arrêtés du Gouv. Général en Conseil de Gouvernement approuvés par décrets	Délibérations du Grand Conseil des Intérêts Economiques et Financiers. Arrêtés du Gouv. Général en Conseil de Gouvernement approuvés par décrets (approbation implicite passé le délai de 6 mois)	Comme pour impôts directs	Comme pour impôts directs
Tarifs		d°	Arrêtés du Gouverneur Général en Conseil de Gouvernement	Délibérations du Gd Conseil des Intérêts Economiques et Financiers. Arrêtés du Gouverneur Général.	d°	d°

(2) Droits de douane réservés.

II. — *L'autonomie fiscale de l'Algérie*

Jusqu'à 1900, l'Algérie a été assimilée financièrement à la France, les recettes et dépenses algériennes étant inscrites au budget métropolitain.

L'autonomie résulte des articles suivants de la loi du 19 Décembre 1900 :

Art. 1^{er} : « L'Algérie est dotée de la personnalité civile. Elle peut posséder des biens, créer des établissements d'intérêt colonial, concéder des chemins de fer. »

Art. 3 : « A dater de l'exercice 1901, le budget de l'Algérie cessera d'être compris dans le budget de l'Etat. »

La loi du 24 Décembre 1902 a fait une scission administrative entre l'Algérie proprement dite et les Territoires du Sud.

En Algérie proprement dite, les impôts font l'objet de décisions des Délégations Financières, approuvées par le Conseil Supérieur du Gouvernement et homologuées par décrets ; leur perception doit être autorisée annuellement par une loi (Art. 10, L. 19 décembre 1900).

Pour les Territoires du Sud, les impôts sont fixés par décrets en Conseil d'Etat.

III. — *L'autonomie fiscale des protectorats*

En ce qui concerne le Tonkin, le Cambodge, l'Annam, le Laos, les règles d'imposition sont, comme on l'a vu au tableau qui précède, celles des colonies groupées.

En Tunisie, ce sont des décrets beylicaux qui instituent les impôts généraux, après avis des deux sections (française et indigène) du Grand Conseil. Les impôts régionaux et communaux sont réglementés par décrets beylicaux.

Au Maroc, les impôts du protectorat sont établis par dahirs.

IV. — *L'autonomie fiscale des territoires sous mandat*

Le Togo et le Cameroun sont régis, au point de vue fiscal, comme les colonies non groupées et non pourvues de Conseil Général (Art. 5 du décret du 23 Mars 1921).

V. — *L'absence d'unité dans les dispositions fiscales coloniales*

L'extrême diversité des régimes fiscaux des colonies, jusqu'à présent, résulte de ce qu'il a fallu adapter les mesures fiscales nécessitées par les besoins financiers de chaque possession à ses possibilités économiques.

Au début, les impôts ont été peu nombreux et leurs taux modiques. Mais peu à peu, les différentes catégories d'impôts de la Métropole ont fait leur apparition outremer. L'impôt général sur le revenu vient d'être introduit dernièrement dans des colonies qui l'ignoraient encore. Les tarifs, tout en restant relativement modérés, ont été relevés. C'est le résultat des charges sociales nouvelles. On s'achemine ainsi, sans doute, vers plus d'uniformité, ce qui est normal, mais aussi vers une fiscalité plus exigeante et c'est regrettable, car on fait disparaître peu à peu une prime indirecte à la colonisation.

En ce qui concerne la recherche de l'uniformité, une excellente mesure a été prise ces dernières années : la création d'un bureau d'études législatives (4) destiné à assurer

(4) Décret du 30 Octobre 1935, Arrêté du 19 Octobre 1936 (J.O. 21 Octobre 1936), Inst. Minist. du 1^{er} Janvier 1937 (Bulletin Off. du Ministère des Colonies, Janvier 1937, p. 4).

l'unité de vues en matière de législation coloniale par l'examen préalable des textes à appliquer aux colonies, la liaison entre les Ministères et le Parlement pour éviter des actions en ordre dispersé, et la centralisation de la documentation relative tant à la réglementation coloniale française qu'aux réglementations coloniales étrangères (à titre comparatif).

Il est à souhaiter qu'un jour toutes les dispositions fiscales applicables aux colonies soient *semblables*, seuls les tarifs variant d'une colonie à l'autre, pour tenir compte des situations particulières. Un tel système, non seulement écarterait les risques de doubles impositions, mais permettrait de répartir dans chaque colonie les charges fiscales entre les divers assujettis dans les mêmes proportions, c'est-à-dire d'assurer une sorte de péréquation fiscale coloniale. Une dérogation serait, toutefois, admise pour les colonies neuves où la fortune acquise est encore minime : les impôts personnels, frappant directement la masse des habitants, doivent y être modérés, et par contre les impôts concernant les opérations commerciales y être relativement plus importants, selon le principe arrêté par la Conférence des Gouverneurs Généraux de Novembre 1936.

B. — GÉNÉRALITÉS SUR LES DOUBLES IMPOSITIONS

I. — Définition

D'une façon générale, on dit qu'il y a double imposition lorsqu'une personne, physique ou morale, se trouve taxée deux fois, pendant le même laps de temps, pour un même élément de son patrimoine ou un même fait, ou une même situation juridique.

II. — Causes

En *droit interne*, cela se produit, par exemple, quand un Etat veut taxer un bien en raison de deux services différents dont profite son propriétaire, ou trouve opportun d'imposer un même fait de deux points de vue différents, ou désire compléter l'imposition de certaines facultés en leur appliquant, en deuxième lieu, des règles où entrent d'autres considérations (discrimination). Dans ces différents cas la double imposition est connue sinon voulue (5) ; le terme de double imposition est même quelque peu impropre, car il implique une charge involontaire. Il y a plutôt juxtaposition ou superposition d'impôts. Certains auteurs réservent à ces hypothèses l'expression de doubles impositions subjectives.

Dans le *domaine international*, les doubles impositions (objectives) se rencontrent quand deux autorités administratives, n'entretenant aucune relation, exercent toutes deux un prélèvement fiscal à l'égard du même bien, du même fait, ou de la même situation, par suite de conceptions fiscales différentes. Les éléments à prendre en considération dans les mêmes circonstances, ne sont, en effet, pas les mêmes selon les pays, et de plus les Etats, malgré le principe de territorialité de l'impôt, s'efforcent souvent d'atteindre indirectement des biens sis à l'étranger.

Cette dernière tendance est due à ce que les Etats recherchent plus l'efficacité des impositions que la réalisation de la justice par une distribution équitable des charges fiscales.

(5) La méconnaissance d'un passif est également cause de double imposition : par exemple lorsque l'impôt foncier atteint la valeur locative intégrale, sans déduction pour les intérêts des dettes hypothécaires, imposables de leur côté.

Ainsi, en matière d'impôt sur le revenu, il peut y avoir concours du pays où est domicilié le bénéficiaire du revenu, du pays dont il est ressortissant, et du pays où le revenu a sa source (allégeance économique). Il peut y avoir aussi bien concours du pays où circulent les valeurs donnant droit au revenu et du pays où elles ont été émises.

Remarquons à ce propos que deux législations fiscales peuvent être identiques, et néanmoins provoquer des doubles impositions. Tel est le cas des pays qui comme la France taxent le revenu des valeurs mobilières étrangères circulant chez eux conformément au principe de l'équivalence : la fraction du capital correspondant à la quotité imposable est taxée à la fois dans le pays d'émission et dans le pays de circulation.

De plus la notion de *domicile* elle-même varie : pour les uns il s'agit du foyer, du « domus », pour d'autres du siège principal des affaires, pour d'autres encore du principal établissement, pour certains enfin d'un endroit consacré par une longue résidence. En ce qui concerne les sociétés, un certain flottement a existé : des traités internationaux ont pris en considération le siège social, d'autres le centre effectif de direction et de contrôle, d'autres le siège d'exploitation.

En matière de transactions commerciales, la même marchandise peut subir une taxe unique dans le pays où elle est fabriquée et encore une taxe unique (à l'importation) dans le pays où elle est vendue.

En matière de successions, un même bien peut être à la fois imposé dans le pays du dernier domicile du défunt, dans le pays dont le défunt avait la nationalité et dans le pays où il se trouve matériellement au décès. Une complication supplémentaire peut même se produire quand il s'agit de biens incorporels par exemple de créances ou de valeurs mobilières, si le titulaire meurt domicilié dans un autre pays que celui du débiteur.

Cet imbroglio de doubles impositions disparaîtrait si

le concept d'*impôt-faculté* développé par le professeur Seligman était universellement admis. « La solution idéale serait que la faculté totale de l'individu soit imposée, mais qu'elle le soit seulement une fois et qu'elle soit répartie entre les circonscriptions fiscales suivant ses intérêts relatifs dans chacune d'elles » (6). Cette solution se rencontre également dans le rapport des Experts Economiques au Comité financier de la S.D.N. en 1923.

Dans les *rapports intercoloniaux*, les doubles impositions, au sens exact du terme, devraient être très rares, les principes fiscaux suivis étant les mêmes et la situation constitutionnelle de la puissance souveraine vis-à-vis de ses colonies devant permettre de supprimer facilement les infractions injustes ou inopportunes à la règle « Non bis in idem ». Malheureusement, en ce qui concerne la France, le fisc métropolitain et les fiscs coloniaux sont quelquefois en conflit sur des qualifications (ex. : siège social des sociétés) ; malheureusement aussi, certains textes fiscaux par leur rédaction défectueuse laissent la porte ouverte à des doubles impositions (ex. : impôt général sur le revenu). En outre, des territoires, qui en fait se comportent comme des colonies (ex. : Tonkin), mais ne sont juridiquement que des protectorats, sont considérés par l'Administration métropolitaine comme pays étrangers sous certains rapports, ce qui occasionne des doubles impositions, en matière de successions par exemple.

Si l'on envisage enfin les relations de la France et de protectorats comme le Maroc ou la Tunisie, des doubles impositions peuvent résulter non seulement de différences assez tranchées entre les législations fiscales, mais encore de l'indépendance des autorités locales qui arrêtent tous leurs textes fiscaux sans avoir besoin d'approbation de la France.

(6) E.-R. Seligman, *Essai sur l'impôt*.

III. — Remèdes

Dans le domaine *international* on s'efforce par des conventions bilatérales à faire disparaître les doubles impositions dans la mesure où les dispositions à prendre ne favorisent pas les évasions fiscales. Car doubles impositions et évasion fiscale ont des rapports étroits. C'est pour éviter des évasions fiscales, surtout en ce qui concerne les revenus mobiliers, que les Etats n'hésitent pas à promulguer des textes qui occasionnent des doubles impositions. Par exemple, en ne soumettant à l'impôt général sur le revenu que les domiciliés sur son territoire, un Etat risque de ne jamais encaiser d'impôt général sur le revenu des personnes qui se prétendent faussement non-domiciliées et c'est pourquoi les non-domiciliés sont taxés dans certaines conditions.

En développant entre eux l'assistance administrative (7), pour empêcher qu'à la faveur de simplification dans leurs législations fiscales des contribuables ne puissent éluder leurs obligations, les Etats peuvent apporter une justice plus grande dans l'établissement des impôts, mais souvent ils hésitent à appliquer en faveur les uns des autres des contrôles internes trop rigoureux de peur que leurs voisins, moins sévères, ne bénéficient d'un drainage des grands courants de capitaux.

(7) Ex. : Formule d'accord proposée par le Comité Fiscal de la S.D.N. (15-21 Octobre 1936), Recueil d'accords N° C 450 M 266 : « Dans chacun des Etats contractants, des réglementations internes interviendront pour astreindre les personnes ou sociétés faisant profession de payer les revenus de capitaux mobiliers à notifier tout paiement fait à une personne non domiciliée dans l'Etat où ce paiement est opéré. La notification sera faite à cet Etat qui la transmettra à l'Etat où le bénéficiaire du revenu est domicilié... »

Ce que les Etats ne peuvent complètement réaliser entre eux, la *Métropole, les Colonies et les Protectorats* doivent y parvenir. L'assistance fiscale peut être développée dans leurs rapports au maximum et les doubles impositions qui subsistent doivent être supprimées par des dispositions législatives appropriées.

PREMIÈRE PARTIE

DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS MOBILIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LA QUESTION DE LOCALISATION DU SIÈGE SOCIAL DES SOCIÉTÉS COLONIALES (1)

I. — *État de la Jurisprudence*

En ce qui concerne l'impôt du timbre, la taxe de transmission et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, le *tarif applicable* à une société déterminée dépend, selon la solution admise (2), de la législation fiscale en vigueur *au lieu du siège social*. Ce siège est déterminé par les statuts ou les actes modificatifs. Ces derniers ne peuvent, toutefois, le transférer sur un territoire qui n'est ni celui de la direction principale, ni celui de l'exploitation principale de la société. Agir autrement fait naître au préjudice de la société une présomption de fraude ; l'Administration, à l'affût des évasions fiscales, est alors fondée à considérer

(1) Nous entendons par sociétés coloniales les sociétés dont le champ d'activité est dans la France d'Outre-Mer.

(2) Résultant de ce que les trois taxes sont à verser au bureau de l'Enregistrement du lieu du Siège Social ; la faculté pour l'Administration de désigner également le bureau d'enregistrement du siège administratif ou celui du principal établissement (art. 93, C.V.M.) ne vaut qu'à l'intérieur de la métropole.

le siège, ainsi choisi, comme fictif et à exiger le paiement des impôts *au tarif du lieu qu'elle considère comme celui du principal établissement*, où est à ses yeux le siège réel.

C'est ce qui a été jugé pour la Compagnie des Caoutchoucs de Padang, dont les plantations les plus étendues sont situées aux Indes Néerlandaises. Cette société avait décidé en 1925, après avoir acquis une concession en Indochine, de transférer son siège social statutaire de Paris à Saïgon. Le Tribunal de la Seine fit droit le 23 Avril 1932 (3) à la demande de l'Enregistrement, qui considérait ce transfert comme fictif et inopérant, vu que « le transfert du siège social, par voie de modification des statuts n'est possible et opposable aux tiers, en particulier à l'Administration, que s'il est précédé ou accompagné d'un transfert des éléments directeurs de la société ».

Le pourvoi formé par la société fut rejeté par la Chambre des Requêtes le 17 Juillet 1935 (4), motif pris que le transfert du siège n'avait pas été effectif puisque, ainsi que l'avaient constaté les premiers juges, la société ne possédait sur le territoire où elle avait décidé de transférer ledit siège :

- 1° *ni centre principal d'exploitation ;*
- 2° *ni direction principale.*

Selon l'arrêt, la direction principale est là où se trouve la direction juridique, financière, administrative et technique (supérieure), là où se réunissent le conseil d'administration et les assemblées générales, là où est utilisée la comptabilité.

Le lieu du siège social ne peut être, quoiqu'en décide une assemblée générale extraordinaire, celui où l'entreprise « a seulement une exploitation et une direction de *caractère secondaire* ».

(3) Recueil Dareste, Juin-Septembre 1932, 3^e partie, p. 170.

(4) G.P. 1935.2.443.

*
* *

La question du siège social ne se pose pas dans les cas où *direction principale* et *exploitation principale* sont sur le même territoire : c'est là qu'est l'établissement principal et le siège social ne peut être fixé ailleurs.

Mais les difficultés commencent quand exploitation principale et direction principale sont sur des *territoires différents* au point de vue fiscal, ou quand la direction principale, telle que la définit l'arrêt précité, est scindée, c'est-à-dire quand certains de ses organes sont dans un pays, dans la métropole par exemple, et les autres sur un territoire différent, par exemple dans une colonie où se fait l'exploitation principale.

Tout d'abord, quels sont les *organes* qui sont indispensables pour qu'on puisse parler d'une *direction principale* ? A quel critérium doit-on s'arrêter ?

Les organes les plus importants sont sans doute l'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration, mais ils ne sont pas permanents, comme une direction appuyée par des services administratifs et commerciaux.

Des précisions sont fournies à cet égard par un jugement du Tribunal de la Seine du 6 Juillet 1935 (Cie des Phosphates de Constantine) (5) qui, après avoir souligné dans un de ses attendus que le principal établissement « est déterminé par la réunion de divers éléments dont aucun pris isolément ne présente, il est vrai, un caractère décisif ou prédominant », et reconnu dans un autre « que le lieu de réunion du conseil d'administration de la compagnie et celui des assemblées d'actionnaires ne sont pas, à eux seuls, des éléments déterminants quant à la fixation du siège social », s'attache au lieu où se produisent les mani-

(5) G.P. 1935.2.496. 1

festations de la vie juridique, administrative, commerciale, technique et financière de la compagnie.

On peut déduire de ce jugement (6) qu'une direction principale est caractérisée par les éléments suivants :

Haute direction,
Services commerciaux,
Services financiers,
Comptabilité générale,
Dépôt des archives sociales.

Constitue simplement un organisme secondaire un siège administratif où peuvent se réunir de temps en temps (aussi bien qu'au siège social) des conseils d'administration, ainsi que des assemblées générales, et qui, en outre, sert à faciliter les rapports de la société avec ses fournisseurs métropolitains, et la conclusion de certaines négociations. Le fait que la plupart des administrateurs et le président du conseil habitent au lieu d'un tel bureau administratif, que de plus attribution de juridiction pour les contestations entre actionnaires, ou entre actionnaires et la société, est donnée au tribunal de ce lieu, est sans influence.

En ce qui concerne la haute direction, les éléments juridiques, financiers et administratifs prédominent, soit dit en passant, sur la direction technique supérieure (Jugement de Padang).

Cependant, le jugement des Phosphates de Constantine ne nous renseigne que dans le cas où :

1° Centre principal d'exploitation,
2° Direction principale,
sont sur un même territoire (l'Algérie en l'occurrence).

Le principal établissement est alors indiscutablement sis sur ce territoire et le transfert du siège social au lieu

(6) L'Enregistrement a renoncé à se pourvoir en Cassation.

de ce principal établissement est sérieux et opposable à l'Administration de l'Enregistrement.

*
* *

On peut dire que l'arrêt de Padang et le jugement des Phosphates de Constantine visent deux cas extrêmes (celui où le siège est transféré sur un territoire où ne se trouvent ni le centre principal d'exploitation, ni la direction principale, et celui où le siège est transféré sur un territoire où se trouvent à la fois centre principal d'exploitation et direction principale (le lieu de réunion des conseils et des assemblées étant considéré comme secondaire).

*
* *

Le cas *intermédiaire*, celui où *direction principale est sur un territoire et centre d'exploitation sur un autre*, est le plus délicat.

Le Tribunal Civil de la Seine a eu à se prononcer le 1^{er} Mai 1936 (7) sur une espèce assez voisine. La Compagnie des Vignobles de la Méditerranée, dont l'exploitation est située en Algérie, dans la région de Bône, mais dont les conseils d'administration et les assemblées générales se réunissaient à Paris, se trouvait poursuivie par l'Enregistrement, qui considérait le transfert de son siège social de Paris à Mouville, près de Bône, comme fictif. Et cependant l'affaire était dirigée techniquement et commercialement par un administrateur-délégué résidant sur les lieux de l'exploitation !

Le Tribunal a décidé que le siège social était au lieu

(7) Recueil Daresté, Janvier-Février 1937, p. 33.

où se trouvaient réunis les organes de direction et de contrôle de la société, en entendant par là, en la circonstance, le conseil d'administration et l'assemblée générale. Cet argument est en contradiction avec les décisions de jurisprudence admettant que le siège social peut être en un autre lieu que celui des réunions du conseil et des assemblées. Les autres considérants : le fait que le service financier de la société était assuré par une banque de Paris et le fait qu'une des délibérations du conseil portait que le siège administratif resterait à Paris, ont encore moins de valeur.

En l'espèce, la direction principale était scindée entre la France et l'Algérie. Le tribunal, en donnant la prépondérance au conseil d'administration et à l'assemblée générale sur les autres éléments de direction, semble avoir voulu donner raison coûte que coûte à l'Enregistrement ; sa décision, certes fort défavorable pour les sociétés coloniales, mais ne reposant que sur des constatations de fait, n'éclaire pas le problème.

L'hypothèse d'une direction principale entièrement sur un territoire et d'un centre d'exploitation en dehors s'est trouvée réalisée dernièrement dans une affaire, qui a été l'objet d'un arrêt en date du 26 Octobre 1937 (G.P. 22 Décembre 1937), mais où malheureusement l'Enregistrement n'était pas partie (Assurance Franco-Asiatique contre Cie Maritime de Majunga).

Le jugement du Tribunal de Commerce de la Seine, en date du 25 Avril 1936, qui était entrepris dans sa partie visant la compétence « *ratione loci* » et qui a été confirmé, contient sur ce point l'attendu suivant :

« S'il peut être exact que le siège social de la Cie Maritime de Majunga soit officiellement situé à Djibouti par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 24 Avril 1928, il convient d'observer que toutes les assemblées générales se réunissent à Paris,

que le Conseil d'Administration siège à Paris, qui est le domicile de tous les administrateurs ; que la société ne possède, dans la localité où est statutairement situé le siège social, qu'un agent qui transmet à la direction de Paris les affaires qui lui sont soumises et, que c'est à Paris que les décisions sont prises. »

Le jugement constate, en outre, que la direction générale est à Paris et qu'il n'existe au siège social que des agents d'exécution pour la partie commerciale, qu'ainsi le véritable siège administratif de la société est bien à Paris et, qu'en conséquence, cette dernière a été valablement assignée devant le juge de ce lieu.

L'arrêt de la Cour de Paris dans cette affaire est à retenir, car il fait ressortir subsidiairement pour une société coloniale la dualité : Siège Social d'une part, Direction Générale d'autre part.

La Cour considère d'un côté que, d'après sa correspondance la plus récente, la société n'a pas *effectivement* son siège social à Djibouti, malgré la prétendue rectification de ses statuts, que son siège social est toujours établi à Majunga, « que dans cette localité, où s'effectuent ses opérations commerciales d'approvisionnement et de déchargement des navires, elle possède bien un agent d'exécution, mais qui est dépourvu de l'autorité nécessaire pour régler un différend portant sur la somme de 25.000 francs ».

La Cour ajoute, d'un autre côté, que c'est « bien à Paris que fonctionne la direction effective des opérations effectuées en Afrique et que la Compagnie Maritime de Majunga a son siège administratif ».

Ce qui a fixé l'attention des juges, c'est l'existence à Paris d'un bureau avec téléphone, où est centralisée la correspondance pour la France et où vient l'administrateur-délégué qui prend toutes les décisions importantes.

S'il est de jurisprudence constante qu'une société peut être assignée devant le tribunal de son siège adminis-

tratif, les décisions ci-dessus analysées n'en sont pas moins intéressantes, car, en l'espèce, siège social et siège administratif ne sont pas tous deux sur le territoire métropolitain comme dans les cas antérieurs (Dalloz R.P. V° Sociétés, N° 339), mais l'un sur territoire colonial, l'autre sur territoire métropolitain.

Ainsi donc, voilà un siège social dans un centre de l'exploitation (Majunga sinon Djibouti) et une direction générale (siège administratif) sur un autre territoire. On pourrait même dire, qu'en l'espèce, le siège social fictif est à Djibouti (statuts prétendus rectifiés), le siège social réel à Majunga (principal centre l'exploitaion en tant que port d'attache) et le siège administratif à Paris. Toutefois, comme le dispositif de l'arrêt relaté ne porte que sur une question de compétence, ses attendus n'ont qu'une valeur d'appoint.

Il n'en est pas moins vrai que la jurisprudence reconnaît qu'un siège social peut être parfaitement fixé sur le territoire du centre d'exploitation. En particulier, dans l'affaire du Canal de Suez, le Tribunal Civil de la Seine avait déjà déclaré dans son jugement du 1^{er} Avril 1925 (G.P. 1925.1.662) que « s'il est certain qu'aux termes de l'article 3 des statuts, la société a son siège à Alexandrie, le même article fixe à Paris le domicile administratif ; que c'est là que de la façon la plus large est centralisée toute l'administration de la compagnie ; que Paris est le siège du conseil d'administration, du comité de direction, des assemblées d'actionnaires, que les bureaux, la comptabilité, les caisses, tous les organes administratifs y sont réunis, les services d'exploitation seuls se trouvant en Egypte ».

*
* *

Revenant à notre sujet, que doit-on inférer de ce qui précède sinon que le siège social peut être réellement au centre principal d'exploitation ?

Sans doute, lorsqu'une société française exploite aux colonies, ses statuts fixent très souvent le siège social en France au lieu où se trouve la direction générale. Le fisc métropolitain y voit son avantage, puisqu'il peut ainsi percevoir les impôts de timbre, de transmission et sur le revenu ; les finances globales de la France et de son Empire y sont également intéressées, puisque ces impôts étant perçus au tarif métropolitain sont ainsi perçus au tarif le plus élevé.

Mais il ne semble pas irrégulier, si l'on met à part des décisions de jurisprudence fort critiquables (8), pour les sociétés coloniales, de fixer leurs sièges sociaux dans les colonies où elles exploitent.

En bref, à la question :

« Lorsque : 1° centre principal d'exploitation et
2° direction principale

sont sur des territoires différents, où peut être réellement le siège social ? »,

la seule réponse qui nous semble conforme à la jurisprudence de la Cour de Cassation est :

« Soit sur le territoire du central principal d'exploitation, soit sur le territoire de la direction générale. »

Les rédacteurs des statuts, ou les assemblées générales extraordinaires modifiant ces derniers, ont le choix. Ce qu'ils ne peuvent pas faire, c'est situer le siège social sur un troisième territoire.

*
* *

(8) Infra : Affaire des Vignobles de la Méditerranée.

II. — *Les propositions d'interprétation législative*

Il convient de rappeler que les milieux coloniaux s'étaient vivement émus il y a quelques années en voyant l'Enregistrement métropolitain poursuivre la Compagnie des Caoutchoucs de Padang. Ces milieux pensaient que l'action de l'Enregistrement était surtout motivée par le fait que le conseil d'administration et les assemblées générales ordinaires se tenaient à Paris. Ils craignaient, dût le lieu de réunion de ces organes être définitivement reconnu par la jurisprudence comme l'élément prédominant en matière de siège social, de deux choses l'une :

On bien que les capitalistes, vivant à la métropole et ayant mis des fonds dans les affaires coloniales, ne pussent plus, à moins de faire des voyages longs et coûteux, garder le contrôle personnel desdites affaires (les conseils et assemblées étant tenus à la Colonie pour que la société conserve le bénéfice des tarifs coloniaux) ;

Ou bien que les sociétés coloniales, qui courent tant de risques avec les variations considérables des cours mondiaux des matières premières, fussent durement frappées, en étant imposées au même taux que les sociétés métropolitaines, du fait de la réunion des conseils et assemblées en France même.

Dans l'un comme dans l'autre cas, c'eût été détourner des entreprises coloniales les capitaux métropolitains qui ont déjà, depuis la crise de 1930, une certaine répugnance à s'y investir.

Ce mouvement d'opinion eut pour conséquence le dépôt de la proposition de loi suivante en Février 1932 par M. Candace :

Article Unique : « La législation fiscale à laquelle sont soumises les sociétés ayant leur siège et leur exploitation en Algérie, aux colonies, dans les pays de protectorat ou

dans les territoires sous mandat français, demeure applicable à ces sociétés, alors même qu'elles ont leurs organes d'administration et de contrôle dans la métropole. La présente disposition a un caractère interprétatif. »

Cette proposition avait pour but d'empêcher tout conflit entre l'Enregistrement métropolitain et les Enregistrements coloniaux. A ce titre, elle avait son mérite. Mais son texte, qui a été repoussé par la commission des finances, avait le tort de ne pas préciser tout d'abord et nettement à quelle législation fiscale « *sont soumises* les sociétés... ».

En effet, si l'on examine bien la question, il ne semble pas douteux qu'il y a deux éléments primordiaux à prendre en considération pour la fixation des sièges sociaux en matière coloniale : le territoire où se fait l'exploitation principale et le territoire où sont effectivement les bureaux de la Direction Principale (Administrateur-Délégué, Directeur Général, Services Commerciaux, Comptabilité Générale, Archives).

Le siège social est susceptible d'être fixé sur l'un ou l'autre de ces deux territoires, lorsqu'ils ne sont pas confondus.

Dans le cas de la Compagnie de Padang, le tort de cette société était, rapelons-le, d'avoir prétendu transférer son siège social sur un territoire qui n'était ni celui de sa direction principale, ni celui de son exploitation principale, le fait de réunir sur ce territoire l'assemblée générale extraordinaire approuvant le transfert étant sans influence.

L'émotion a été quelque peu apaisée en 1935 par le jugement concernant les Phosphates de Constantine, qui a donné tort à l'Administration.

Toutefois, pour tranquilliser les esprits et prémunir les sociétés coloniales contre les nouvelles offensives de l'Administration de l'Enregistrement, qui a choisi, dans différentes colonies, des victimes à l'encontre lesquelles elle veut faire consacrer sa thèse par la jurisprudence, le

Ministre des Colonies a préparé un projet de loi ainsi conçu (texte Candace modifié légèrement par la Commission Financière de la Conférence Impériale) :

« La législation fiscale en vigueur en Algérie, aux colonies, dans les pays de protectorat ou territoires sous mandat français, est seule applicable aux sociétés y ayant leur siège social statutaire et leur exploitation principale, même si elles tiennent dans la métropole leurs assemblées générales et si elles y ont leurs organes d'administration et de contrôle » (9).

C'est ce projet de loi dont de nombreuses chambres de commerce coloniales et tous les grands groupements économiques coloniaux ont ces dernières années réclamé le dépôt d'urgence, dans leurs vœux. C'est également ce projet qu'en Août 1937 le congrès de la Société de Géographie Commerciale et d'Etudes Coloniales a préconisé dans le vœu qu'il a émis en matière de « Double imposition des Sociétés Coloniales ». C'est ce texte aussi que met en avant le Groupe des Délégués Elus des Colonies Françaises.

Une commission interministérielle, présidée par un Conseiller d'Etat, a été dernièrement constituée (10) pour étudier la solution à proposer.

La nouvelle rédaction est préférable à la proposition de 1932, car elle met bien à part les assemblées générales. Elle fait ressortir que ce ne sont, pas plus que les organes d'administration et de contrôle, des éléments des sièges sociaux. Enfin, elle consacre l'existence de sièges sociaux *statutaires*, indiscutables dès qu'ils sont sur le territoire de l'exploitation principale. On peut lui reprocher, cependant, de n'écarter, dans la fixation du siège social, que la prise en considération des organes d'administration (ce qui com-

(9) Projet signé par le Ministre des Colonies le 7 Mai 1935.

(10) Arrêté du Président du Conseil du 13 Décembre 1937.

prend en premier lieu le conseil d'administration) et des organes de contrôle sans mentionner la prise en considération de la direction principale.

En effet, tel qu'il est rédigé, ce texte ne laisse-t-il pas encore la porte ouverte à des discussions possibles entre l'Enregistrement et les sociétés, l'Administration pouvant prétendre, malgré la tendance de la jurisprudence qu'on vient de dégager, qu'il n'y aura siège social statutaire réel à la colonie que si la direction principale y est fixée (Haute Direction, Services commerciaux et financiers, Comptabilité générale, Archives) ?

De plus, comme on le verra par la suite, il serait préférable que la fixation du domicile des sociétés coloniales — leur siège social — sur un territoire ou sur un autre, ne pût dépendre de la seule volonté des actionnaires.

Pour couper court à des difficultés fiscales encore à craindre, il serait donc souhaitable que la loi tant attendue fut plus qu'interprétative et stipulât qu'à l'avenir *la seule législation fiscale applicable*, aux titres des sociétés françaises ayant leurs exploitations principales dans les territoires de la France d'Outre-Mer est *celle du centre de ces exploitations*, le siège social étant obligatoirement choisi sur le territoire où est ce centre. Il serait précisé que la direction principale peut, par contre, être librement installée dans un autre lieu, et que les conseils d'administration et assemblées générales peuvent être réunis ailleurs qu'au siège social.

Nous allons examiner les arguments juridiques et économiques qui militent en faveur d'une semblable solution.

III. — *Caractère juridique du siège social*

L'indication du Siège Social dans les statuts d'une société a pour principale utilité d'abord de fixer sans ambiguïté le lieu où elle vit juridiquement, où on peut lui écrire, l'assigner, lui signifier des actes, où elle doit remplir certaines formalités fiscales, effectuer les publicités légales, où sont tenus à la disposition des actionnaires les renseignements prévus par la loi, etc., ensuite de déterminer, en l'absence d'autre manifestation de la volonté des fondateurs, la loi nationale dont relève son statut juridique (Règles de constitution, de publicité, de fonctionnement, de validité, etc.).

*
**

En quelque sorte, le siège social est pour les sociétés, ce que le *domicile* est pour les individus (11).

L'analogie est renforcée par cette circonstance que de même que la nationalité d'un individu ne dépend pas de son domicile, de même la nationalité d'une société, semble-t-il d'après les tendances de la jurisprudence la plus récente (12), et contrairement à la jurisprudence et à la doctrine antérieures (13), ne dépend pas du siège social.

Citons, à ce sujet, l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 Mai 1931 (*Remington Typewriters C^o*) (14), qui rattache la nationalité d'une société à son centre d'exploitation.

Confirmant sa jurisprudence antérieure, la cour sou-ligna :

(11) Cf. Planiol et Ripert, *Droit Civil*, I, N^{os} 82 et 144.

(12) L'origine de cette jurisprudence remonte à la guerre (mesures de séquestre de biens ennemis).

(13) *Lyon-Caen et Renâult*, *Droit Commercial*, II, 1167.

(14) *Sirey* 1932.1.57.

« Que la société, bien qu'elle ait son siège social à Paris, est gérée par un conseil d'administration composé exclusivement de membres étrangers, qu'elle n'emploie point ses capitaux en France et qu'elle se borne à y vendre les machines fabriquées en Amérique par la société mère et portant l'indication de cette provenance ; que l'arrêt a pu déduire de ces circonstances souverainement constatées que la société bien qu'opérant en France, n'y avait pas son centre principal d'exploitation et n'était pas une société française au sens de la loi du 30 Juin 1926 (15), modifiée par celle du 22 Avril 1927. »

Le professeur Niboyet, tout en approuvant les résultats de cette jurisprudence, regrette qu'elle se base sur une notion assez confuse du centre d'exploitation. En l'espèce, le centre d'exploitation était aussi bien en France où les machines étaient vendues qu'en Amérique où la maison mère les fabriquait. Cet éminent professeur estime que la nationalité des sociétés devrait relever du pays dont les nationaux *contrôlent* la société, en y ayant la majorité. La jurisprudence vient peu à peu à cette notion de contrôle, dont l'influence transparaît dans ses décisions, mais elle ne s'y réfère pas encore franchement.

*
* *

Quoi qu'il en soit, le siège social reste un domicile, rien de plus. Et tout comme un individu, une société ne peut pas avoir plusieurs domiciles (de la même catégorie) (16), ni transférer, selon son bon plaisir, son domicile sur tel territoire qu'elle avisera sans y transporter effectivement son principal établissement.

(15) Loi sur la propriété commerciale.

(16) Il lui est loisible d'avoir plusieurs établissements (où l'on peut l'assigner selon la théorie dite des gares principales).

La difficulté, en matière de sociétés coloniales, nous l'avons vu, est que souvent le cerveau — la direction principale — se trouve sur un territoire, alors que les travaux techniques ou les opérations commerciales sont effectués sur un autre.

La doctrine a tendance à considérer les organes juridiques d'une société comme étant les éléments les plus importants contribuant au concept de siège social, mais elle a surtout en vue, ce faisant, soit des sociétés qui ont leurs usines, leurs ateliers, leurs mines, etc., dans un lieu situé en France et leurs bureaux dans une grande ville de France, soit des sociétés qui utilisent des capitaux français dans des pays neufs, mais étrangers, sociétés auxquelles il importe de rester soumises sans discussion possible aux lois françaises (17). Tout différent est le cas qui nous occupe.

On peut dire, si l'on prend la définition du domicile dans l'article 102 du Code Civil, que les sociétés coloniales ont deux « habitations », d'une part les bureaux de la direction principale, d'autre part les bâtiments ou domaines d'exploitation.

La détermination du domicile ne peut donc se faire qu'avec la seule aide de la notion de « principal établissement » (18).

Le principal établissement est incontestablement unique, puisque principal. N'est-il pas alors logique — nous approchons du point sensible — de le situer au centre d'exploitation, au centre des opérations matérielles productives, plutôt qu'au lieu où les décisions sont prises ? Le centre d'exploitation, c'est en quelque sorte le front de combat, c'est la ligne où tout l'effort physique doit être fourni,

(17) Cf. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit Commercial*, II, 1167.

(18) Les art. 59 et 69 du Code de Proc. Civile indiquent où les sociétés peuvent être assignées, mais ne donnent pas de critérium du domicile des sociétés, personnes fictives.

tandis que la direction principale c'est le Grand Quartier Général qui se tient loin en arrière, qui peut se déplacer librement, rapidement.

*
* *

Laisser aux fondateurs ou aux actionnaires l'option de choisir le Siège Social, qui est constitutif du domicile social, au lieu de la direction principale ou au centre d'exploitation, choque l'idée *d'unité du domicile*.

Dans l'esprit du projet de loi cité plus haut, le Siège Social peut être fixé à la direction principale ou au centre d'exploitation ; il dépend ainsi d'une simple déclaration des fondateurs ou des actionnaires. Le principe d'unité du domicile serait complètement respecté avec un projet stipulant que le Siège Social des sociétés exploitant dans les possessions d'Outre-Mer ne peut être *établi qu'au centre d'exploitation*.

*
* *

Un tel texte ne saurait gêner les sociétés coloniales qui ont actuellement leur siège social à leur direction principale en France, car le transfert de ce siège au centre d'exploitation par décision des actionnaires, réunis en assemblée extraordinaire, pour se conformer aux nouvelles dispositions, ne modifierait rien à l'organisation de la direction principale, ni à la tenue des assemblées en France. Il en résulterait simplement l'obligation pour les secrétariats de ces sociétés d'envoyer à la colonie les doubles des documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires et d'y faire les publicités et dépôts requis par la loi. En outre, le tribunal du centre d'exploitation deviendrait compétent comme tribunal du siège social, une compétence restant cependant au tribunal de la direction principale, devenue bureau administratif.

Certes, il pourrait déplaire à des sociétés, n'ayant à la colonie que des directeurs techniques, d'être obligées d'y plaider, mais inversement une telle situation permettrait une solution plus rapide de bien des litiges locaux par suite de la suppression des délais de distance.

Au surplus, cette obligation éviterait en cas de faillite ou de liquidation judiciaire tout conflit de compétence entre le tribunal du principal établissement et le tribunal du siège social. Les opérations des syndics ou liquidateurs seraient d'ailleurs simplifiées puisque ces derniers seraient alors obligatoirement désignés sur les lieux d'exploitation (19).

Toutefois, il serait bon d'ajouter dans les statuts modifiés une clause attribuant la connaissance des actions entre associés ou entre la société et les associés au Tribunal du siège administratif (direction principale), pour empêcher qu'une des parties, en soulevant l'incompétence de ce dernier tribunal, n'obligeât l'autre partie à plaider à la colonie.

Par ailleurs, comme certains auteurs (20) sont d'avis qu'une société ne peut transférer son siège en pays de protectorat ou sous mandat sans l'accord unanime des actionnaires, en raison de la dénationalisation en résultant, et que d'autres (21) estiment que l'assemblée des actionnaires peut prendre semblable décision, qu'il existe ainsi des divergences d'opinion, l'obligation pour les sociétés coloniales de se choisir un siège social au centre d'exploitation mettrait fin à la controverse.

(19) Cf. Cass. Civ. 9 Avril 1913 (S. 1913.1.235). Les Charbonnages de la Nouvelle-Calédonie ayant leur Siège Social à Paris, mais leur exploitation en Nouvelle-Calédonie avec un administrateur-directeur sur place, la Cour a décidé « ... qu'en fait le principal établissement de la Société se trouve bien dans cette colonie et qu'il est de l'intérêt bien entendu des créanciers que les opérations de faillite y soient suivies... ».

(20) Houpin et Bosvieux, *Traité des Sociétés*, 2, p. 190.

(21) Thaller et Pic, N° 1359.

En somme une proposition de loi obligeant les sociétés coloniales à avoir leur siège social au centre de leurs exploitations cadrerait avec les principes juridiques.

Nous verrons cependant plus loin à quels obstacles financiers elle se heurterait.

*
* *

IV. — *Les arguments économiques en faveur de la fixation aux colonies des sièges sociaux des sociétés coloniales*

La mise en valeur des colonies nécessite l'apport de capitaux, qui obéissent à la loi du plus grand profit, autrement dit qui s'en vont là où ils trouvent de hauts rendements ou des chances de plus-value. C'est pourquoi il est tout à fait normal que les colonies, usant de l'autonomie financière qui leur a été laissée, attirent les capitaux neufs chez elles en leur offrant de vastes champs d'activité, sans les inquiéter par des impositions trop lourdes.

Peu importe où réside la direction principale. Du moment que des capitaux s'investissent dans une exploitation lointaine, il convient pour les inciter à s'y accumuler que tous les impôts prélevés sur le revenu qu'elle procure soient calculés selon un tarif local de faveur. Sans doute les bénéfices réalisés dans cette exploitation lointaine ne sont frappés que par un tarif local modéré ou ne sont pas taxés. Mais ce n'est pas suffisant. Les impôts sur les valeurs mobilières doivent eux aussi être établis selon le tarif du lieu principal d'exploitation. Le principe, en cette matière, est, comme cela sera développé plus loin, de frapper le revenu que reçoivent les capitalistes. Mais ce n'est pas dans le lieu où ils ont installé leurs dirigeants, pas plus que dans le lieu où ils se réunissent pour discuter de leurs inté-

rêts communs, qu'il convient de saisir une partie de leur revenu, c'est au contraire, comme nous le montrerons, dans le lieu où il s'élabore, se concrétise, au lieu d'exploitation. C'est là que les capitaux courent leurs risques, c'est là que le revenu disponible se forme, c'est là qu'il est normal pour l'Administration d'exiger sa part.

De plus, l'exploitation locale a des rapports constants avec les services du Gouvernement local. C'est ce dernier qui facilite sa tâche par une bonne organisation foncière, l'ouverture de voies ferrées, de canaux, la construction de routes, la création de ports, l'établissement de ponts, etc. ; c'est ce Gouvernement local qui la protège physiquement par des mesures sanitaires, par une organisation policière, juridiquement par une bonne organisation judiciaire, socialement par des réglementations du travail et de l'immigration, économiquement par la préparation d'ententes ou d'accords commerciaux avec les pays voisins, militairement par l'entretien sur place (22) de forces armées ; c'est encore ce Gouvernement local qui lui consent en cas de crise des prêts à longs termes, etc., etc. Il est juste que toutes les charges fiscales de la société exploitante bénéficient au budget local qui supporte la dépense des services rendus. Certes, l'impôt n'est pas le prix d'un service et il ne peut y avoir affectation spéciale d'une recette à une dépense, mais du moment que le budget d'une colonie est indépendant de celui de la Métropole, toutes les dépenses locales doivent être balancées par des recettes locales et aucune recette locale ne doit être affectée directement à un autre budget.

Lorsqu'une société, sous l'empire de la législation actuelle, décide de fixer son siège social au centre d'exploitation (qui est un centre de colonisation), tout en laissant sa direction principale à la métropole (qui est un lieu d'ha-

(22) Contingent militaire.

bitation), et se place ainsi, d'une manière générale, sous la législation fiscale du centre d'exploitation, il est tout à fait anormal que l'administration métropolitaine de l'Enregistrement vienne contester la réalité de ce siège social. Voilà des recettes fiscales qui *appartiennent au budget local* et que le budget métropolitain voudrait revendiquer, parce que les principaux actionnaires vivant en France ont voulu maintenir les organes de haute direction et de contrôle en France !

Semblable prétention de l'Administration métropolitaine, si elle devait continuer à triompher, aboutirait en principe à une *double imposition*. Les administrations *locales* seraient en droit d'exiger des sociétés le paiement des impôts à leur charge, en continuant à *considérer comme réels leurs sièges sociaux à la colonie*, tandis que l'administration *métropolitaine* réclamerait de son côté les mêmes impôts, mais au tarif de France, sous prétexte que les *véritables sièges sont en France*. Et il serait curieux alors de voir un gouvernement colonial faire tierce opposition à un jugement rendu, contre toute attente, en faveur de l'Enregistrement métropolitain (23).

Evidemment, le jour où le siège social ne pourra être indiscutablement fixé qu'au lieu de la principale exploitation, toutes les sociétés coloniales transféreront leur siège statutaire dans les colonies et le budget métropolitain perdra des recettes au profit des budgets coloniaux. Il n'y aura toutefois pas là d'injustice.

Au surplus, le jour où les budgets coloniaux deviendraient trop prospères, la Métropole serait toujours libre d'exiger d'eux des contributions militaires et autres plus importantes et même, faisant revivre l'esprit du Pacte Colonial, de se faire aider budgétairement par ses colonies.

(23) A moins évidemment qu'il ne soit intervenu dans l'instance comme cela a été le cas dans l'affaire des Caoutchoucs de Padang, par exemple.

Mais les budgets coloniaux sont loin d'être prospères ; certains, après un effort de compression énorme, sont encore dans une situation précaire, ce qui est une raison de plus de leur laisser le bénéfice de l'impôt sur les valeurs mobilières pour toutes les sociétés exploitant sur leur territoire.

L'Angleterre respecte le principe de « Self-supporting » de ses possessions. Pourquoi la France mettrait-elle ses colonies dans un état de parents pauvres en leur disputant des produits fiscaux dont elles ont besoin, qui leur reviennent comme part des richesses créées sur leur territoire ? Ne suffit-il donc pas à la Métropole de bénéficier indirectement de ces richesses (qu'elle frappe quand même entre les mains des actionnaires vivant en France), d'abord sous forme d'impôt général sur le revenu, ensuite sous forme d'impôts indirects lorsque ces mêmes revenus sont dépensés ?

*
* *

Il convient d'insister tout particulièrement sur deux très gros *dangers* que présenterait l'intransigeance fiscale de la Métropole : la disparition des entreprises coloniales françaises, l'installation et le développement d'entreprises coloniales étrangères dans nos propres colonies.

Si l'Enregistrement continuait à poursuivre les sociétés coloniales ayant transféré leur siège au centre d'exploitation, en raison de la réunion des conseils et assemblées en France, les épargnants métropolitains découragés souscriraient de moins en moins, soit lors des augmentations de capital, soit lors des constitutions de sociétés nouvelles, puisqu'en compensation des aléas des entreprises lointaines ils ne bénéficieraient plus d'un taux relativement peu élevé d'impôt sur le revenu.

L'essor futur des sociétés coloniales existantes, leur reprise après les longues années de crise, le développement

de la colonisation par la création de nouvelles entreprises serait ainsi sérieusement compromis.

Ce n'est pas tout. Jusqu'à présent, l'Enregistrement ne s'en est pris qu'aux transferts de sièges (24). Les transferts se comprennent aisément si l'on se rappelle que lorsqu'une société coloniale se constitue, il faut grouper des actionnaires dans la Métropole (c'est surtout là qu'on en trouve), faire par suite une déclaration de souscription et de versement chez un notaire métropolitain, réunir une assemblée constitutive sur place. Il est donc normal de fixer à l'origine le siège social, sous l'empire de la législation actuelle, au lieu d'ouverture de la souscription. Par la suite, quand l'exploitation est mise sur pied, on transfère le siège à la colonie. Mais il n'y a pas de différence entre un siège d'origine et un siège qui résulte d'un transfert, et l'Enregistrement peut très bien dans l'avenir, si aucune loi n'est votée, faire une offensive contre les sièges établis depuis l'origine à la colonie. Autrement dit, la grande majorité des sociétés coloniales est susceptible d'être inquiétée. Ne se trouveraient à l'abri de toutes réclamations que les sociétés à siège colonial ayant leur direction, leur conseil d'administration et leurs assemblées à la colonie même. Remarquons tout de suite, à ce propos, qu'il arrive que des sociétés peu importantes à l'origine et répondant à ces dernières caractéristiques aient besoin pour prendre de l'extension de faire appel à des capitaux de la Métropole. Et il se passe ceci : des particuliers ou des groupes de France répondent à cet appel, mais exigent en contre-partie que leur contrôle sur l'affaire soit effectif, autrement dit que les conseils et les assemblées se réunissent désormais en France. Si l'Enregistrement doit profiter de cette circonstance pour exiger le paiement de l'impôt sur le revenu au tarif métropolitain, l'extension de semblables affaires aux

(24) Présumés faits pour frauder le fisc.

colonies se trouvera entravée, les fondateurs coloniaux préférant le *statu quo* à une diminution de leurs revenus *nets*, et les nouveaux capitalistes ne se trouvant pas incités à des investissements aux colonies par un taux réduit d'impôt.

En résumé, le plus clair aboutissement des *exigences* de l'Enregistrement qui s'est attaqué, pour commencer, à des cas isolés dans différentes colonies et qui brandit l'argument brutal de ses pertes de recette, en raison de prétendues fraudes fiscales, serait le *déclin* des sociétés coloniales en général. Les plus solides se cristalliseraient, d'autres disparaîtraient peu à peu, ne trouvant plus de nouveaux actionnaires, d'autres enfin qui n'en sont qu'à la période d'études et de recherches n'iraient pas plus loin. Quant aux sociétés nouvelles, il ne s'en créerait que dans des circonstances exceptionnelles.

Ce danger n'a pas échappé à l'attention d'anciens hauts fonctionnaires de l'Administration de l'Enregistrement elle-même, qui ont formé un groupe juridique de défense sous l'égide du Groupement des Intérêts Coloniaux.

Le second danger de la thèse de l'Enregistrement, c'est *l'installation* et le développement *d'entreprises coloniales étrangères* prenant la place de nos entreprises nationales.

En effet, les sociétés étrangères seraient considérablement favorisées. Vis-à-vis de sociétés françaises ayant un siège social indiscutable à la colonie, elles se trouveraient sur le même pied puisqu'astreintes à l'impôt colonial sur le revenu pour une quotité ; mais vis-à-vis des sociétés françaises dont le siège social réel serait en France, elles auraient l'avantage de n'avoir à payer l'impôt sur le revenu qu'au tarif colonial. Sans doute, certaines sociétés étrangères auraient aussi à payer des impôts nationaux sur le revenu, mais ceux-ci étant souvent plus faibles que la différence entre les tarifs coloniaux et le tarif métropolitain

français, la situation privilégiée des sociétés étrangères ne pourrait être niée. Ce serait un résultat manifestement ahurissant ! Et l'on verrait alors l'actif des sociétés coloniales françaises placées en état d'infériorité, repris par des sociétés étrangères.

Si de plus on songe que l'Allemagne est toute prête à favoriser par des méthodes de dumping les sociétés allemandes qui s'établiront dans nos colonies, on ne peut se défendre de considérer le danger en question comme impressionnant. Voit-on, dans quelques années, nos colonies constituées par les éléments prédominants suivants : fonctionnaires français, indigènes, sociétés étrangères ; les petits colons français et les sociétés françaises survivantes étant reléguées au second plan ?

V. — *Les résultats financiers de la fixation aux colonies des sièges sociaux*

Ce qui a fait échouer en 1936 en grande partie le projet de loi préconisé par la Conférence Impériale, c'est l'*opposition du Ministre des Finances* qui a déclaré à l'époque qu'il en résulterait pour la France une moins-value dans les rentrées budgétaires d'au moins cent millions. Mais que représentent cent millions dans un budget de 54 milliards et surtout pourquoi prendre partie contre toutes explications plutôt que de renoncer à une recette contestable ?

Il serait grave de donner raison à l'Enregistrement qui entend diviser les sociétés ayant leur siège social nominal aux colonies en deux groupes, selon que les conseils d'administration et les assemblées générales se réunissent à la colonie (la majorité des administrateurs résidant à la colonie), ou en France (la majorité des administrateurs résidant en France), et qui prétend que dans le second cas le siège réel est en France. Les budgets coloniaux seraient

alors obligés non seulement de rembourser aux sociétés du deuxième groupe des sommes importantes pour le passé, mais encore de renoncer pour l'avenir à des recettes relativement appréciables. De plus, ces sociétés qui se verraient alors réclamer 5 années d'imposition par le fisc métropolitain, se trouveraient dans une situation extrêmement difficile et beaucoup sombreraient définitivement avant de pouvoir s'acquitter (25).

Il est possible, par ailleurs, que des sociétés ayant une exploitation principale en France et une exploitation réduite aux colonies, cherchent à éviter l'impôt au tarif métropolitain en transférant leur siège social à la colonie. L'Enregistrement ne serait pas, comme il le craint, désarmé contre cette fraude si la loi préconisée était votée, car alors le siège social statutaire n'étant pas au centre principal d'exploitation, serait bel et bien fictif.

Une parenthèse doit être ouverte en ce qui concerne les tantièmes d'administrateurs et les jetons de présence. Si les administrateurs remplissent leurs fonctions et si les actionnaires se réunissent au siège administratif en France, il est logique que l'impôt sur les indemnités touchées pour ces occupations ou dérangements soit perçu au tarif du siège administratif.

Signalons, en passant, que le Ministre des Finances a fait valoir, en outre, lors de son refus d'accueillir favorablement le projet de loi, que les conventions conclues ces dernières années entre la France et divers pays, pour éviter des doubles impositions, ont choisi comme domicile, au point de vue fiscal, les sièges des directions effectives des sociétés. Cet argument de fait ne saurait être retenu, car il n'y a pas d'assimilation possible entre les relations internationales et les relations intercoloniales ! Dans un cas, il s'agit d'impôts qui risquent d'être perçus deux fois au pro-

(25) Sauf transaction avec l'Administration.

fit d'Etats différents ; dans le deuxième, d'impôts que la « France des cinq Parties du Monde » veut encaisser deux fois. Ce n'est pas la même chose.

Dans les conventions internationales, il y a réciprocité : les dispositions qui bénéficient à l'un des pays bénéficient à l'autre *mutatis mutandis*. Si l'impôt sur le revenu des capitaux du pays A employés dans le pays B est perçu, selon la convention internationale, par l'Etat A, inversement l'impôt sur le revenu des capitaux de B employés en A est perçu par B.

Semblable réciprocité ne peut se rencontrer dans les relations entre la France et son Empire. Les sociétés coloniales ont très souvent leur direction effective en France, mais on ne connaît pas de sociétés dont toute l'exploitation soit en France et la direction effective à la colonie ! Les indigènes vivant dans nos possessions ne sont pas encore sur le point de créer des entreprises en France.

Nous avons fait raison de cette allusion du Ministre des Finances aux conventions internationales. Nous pouvons même nous servir de certaine convention internationale pour prouver que des sociétés étrangères ayant des établissements en France sont quelquefois mieux traitées que des sociétés françaises ayant leur siège social en France et leur exploitation aux colonies.

La convention franco-américaine du 27 Avril 1932 (26) contient un article 5 ainsi conçu :

« Les sociétés américaines qui possèdent en France des établissements stables ont, par dérogation à l'article 3 du décret du 6 Décembre 1872, la faculté d'acquitter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur les 3/4 des bénéfices effectivement retirés de ces établissements, les bénéfices industriels et commerciaux étant déterminés en conformité des dispositions de l'article 1^{er}. »

(26) S.D.N., Double imposition et évasion fiscale, Vol. V, C. 618, M. 291.

*
* *

Nous avons envisagé plus haut (27), dans une préoccupation d'uniformité juridique et économique, la fixation *obligatoire* des sièges sociaux sur le territoire du centre principal d'exploitation. Un Ministre des Colonies, M. Moutet, a eu cette pensée. Cette conception est logique. Certaines sociétés coloniales, malgré l'intérêt, évident pour les actionnaires, d'un transfert de siège à la colonie, ont préféré, pour des raisons de prestige, ou dans l'appréhension de difficultés avec le fisc, ou pour éviter que des litiges soient portés contre elles devant les tribunaux coloniaux, maintenir le siège social en France. Si le projet de loi de la Conférence Impériale, qui ne fait que confirmer la faculté de fixer le siège social au centre d'exploitation était voté, il est probable que quelques sociétés conserveraient, par goût personnel, leur siège social en France. Ainsi, certaines recettes devant revenir aux budgets coloniaux, comme nous venons de le rappeler, leur feraient défaut. Au point de vue fiscal colonial, il serait donc opportun que la fixation du siège au centre d'exploitation devînt une *obligation*.

Mais là on se heurte à l'avidité du fisc métropolitain et c'est ce qui a d'ailleurs fait reculer M. Moutet. Le Ministère des Finances, déjà opposé au projet de loi de la Conférence Impériale, serait encore bien plus hostile à un projet qui enlèverait à l'appétit de l'Enregistrement métropolitain quelques grosses sociétés dont il espère bien ne voir jamais transférer le siège social à la colonie.

*
* *

M. Paul Reynaud a déclaré : « Le régime fiscal des sociétés coloniales doit être fixé d'une manière stable. L'incertitude ne peut se prolonger ».

Il importe qu'une solution juste soit apportée le plus tôt possible au conflit qui oppose actuellement le fisc métropolitain aux fisci coloniaux et que la menace qui pèse sur l'avenir des sociétés coloniales soit définitivement écartée.

C'est pourquoi tous les groupes et comités qui se préoccupent de la question s'en tiennent présentement avec raison au projet de la Conférence Impériale qui, ayant l'avantage d'être le moins effrayant aux yeux du Ministre des Finances, a ainsi la possibilité de venir plus facilement devant les Chambres ! L'obligation de fixer le siège social au centre d'exploitation, malgré son intérêt, ne peut être qu'un projet d'avenir.

VI. — *Le palliatif dont useraient les sociétés
si le siège social ne pouvait être fixé qu'au lieu
où se réunissent les conseils d'administration
et les assemblées*

Pour éviter, dans cette hypothèse, d'avoir à payer l'impôt sur le revenu au tarif métropolitain, beaucoup de sociétés ne manqueraient pas de rendre indiscutable leur siège social, statutairement fixé à la colonie, en y réunissant des conseils et des assemblées de pure forme. Les actionnaires habitant en France donneraient pouvoir de les représenter à des personnes résidant à la Colonie. En plus des administrateurs vivant en France, seraient élus en nombre suffisant des administrateurs, pris dans le personnel colonial de la société, c'est-à-dire entièrement dévoués aux administrateurs de France (possédant le contrôle de la Société grâce à leurs paquets d'actions). L'administrateur-

délégué serait choisi parmi les administrateurs vivant en France. La copie de la comptabilité générale tenue en France serait envoyée aux commissaires aux comptes nommés à la colonie. La direction effective resterait donc bien en France, les organes d'administration et de contrôle étant cependant fixés officiellement à la colonie. D'un point de vue moral, on pourrait alors déplorer que l'attitude du Fisc conduisît à un tel *manque de sincérité*.

L'hypothèse envisagée dans la présente section serait cependant moins préjudiciable aux sociétés coloniales que celle d'un siège social réel obligatoirement fixé au lieu où se trouve « la direction juridique, financière et administrative » de la Société. Elle n'aboutirait pratiquement qu'à écarter les épargnants métropolitains du contrôle des sociétés auxquelles ils se seraient intéressés. En effet, ne pouvant assister aux assemblées et ne connaissant que rarement des personnes dévouées à leurs propres intérêts et habitant dans la colonie voulue, ils seraient amenés à remettre des pouvoirs en blanc à la société. Autrement dit, à une époque où le législateur est plein de sollicitude pour l'épargne, les dirigeants des sociétés coloniales en seraient les maîtres absolus !

Même si des groupements d'actionnaires s'organisaient pour avoir des représentants aux colonies, le contrôle serait illusoire, ces représentants étant susceptibles de subir les influences locales.

VII. — *Le choix du siège social entre plusieurs centres d'exploitation*

Quand plusieurs centres d'exploitation, situés dans différentes colonies, sont d'importance à peu près équivalente, il est assez difficile de dire dans quelle colonie doit être fixé le siège social pour que l'on ne puisse le qualifier de fictif.

Il semble que, dans cette hypothèse, on doive s'incliner devant la manifestation de volonté des souscripteurs ou actionnaires. En cas de transfert de siège, il serait sans doute logique que les actionnaires choisissent de préférence pour nouveau siège le centre d'exploitation *le plus ancien*, car on peut dire que c'est en ce dernier lieu qu'aurait dû être installé depuis l'origine ledit siège. Cependant, en pratique, le seul guide des actionnaires est leur intérêt fiscal. Les colonies n'ayant pas de tarifs uniformes en matière d'impôt sur le revenu, certaines même ne taxant pas ce revenu, le fait de fixer le siège social d'une société dans une colonie, plutôt que dans une autre, peut avoir des conséquences fiscales très différentes. D'une part, le montant total d'impôt sur le revenu peut différer considérablement et même être nul selon le choix fait. D'autre part, une colonie peut être favorisée par l'existence sur son territoire du siège de nombreuses sociétés, et d'autres, tout en comptant, comme cette première colonie, des exploitations aussi importantes appartenant aux mêmes sociétés, peuvent déplorer pour leur budget l'absence de tout siège social chez elles.

La solution ne devrait-elle pas alors être cherchée dans la fixation d'un *taux d'impôt moyen avec répartition inter-coloniale* de l'impôt perçu au siège social ? Supposons qu'une société ait deux exploitations d'égale importance à Madagascar et à la Réunion et fixe son siège à Tananarive. L'impôt est de 5 % à Madagascar et de 8 % à la Réunion. Avec le système actuel, la société retient l'impôt sur le coupon à 5 % en faveur du budget de Madagascar seul. Il serait préférable qu'elle fût obligée de calculer l'impôt à 6,50 % (5 % + 8 %)

et que l'administration de l'administration de Madagascar² ristournât 4 % à la Réunion. Certes, si on entre dans cette voie, il faudrait établir des moyennes proportionnelles de taux quand les exploitations dans différentes co-

lonies sont d'inégale importance ; mais cette complication aurait pour contre-partie une meilleure répartition budgétaire de l'impôt.

TABLEAU COMPARATIF
DES TAUX DE L'IMPOT SUR LE REVENU
DES VALEURS MOBILIÈRES LOCALES

	TITRES AU PORTEUR	TITRES NOMINATIFS DEPUIS PLUS DE 6 MOIS (PERSONNES PHYSIQUES)
France	24 %	15 %
Algérie	16 %	10 % (sans conditions de
Indochine	12 %	8 % délai ou d'imma- trication).
A. O. F.	—	
A. E. F.	8 %	
Madagascar	5 %	
Martinique	14,40 %	
Guadeloupe	12 %	
Réunion	8 %	
Guyane	8 %	
Nouv. Calédonie . .	7,20 %	
Etabl. Français de l'Océanie	—	
Côte Française des Somalis	—	
Etabl. Franç. dans l'Inde	—	
Tunisie	10 %	8 %
Maroc	—	

VIII. — *Le rôle exact des assemblées générales et leur influence sur la localisation du siège social*

Il n'est pas sans intérêt d'approfondir ce point :

A l'origine, les actionnaires des sociétés anonymes ont été considérés comme de véritables associés, entre qui manquait seulement l'*intuitus personæ*. C'est pourquoi tous les pouvoirs, même celui de modifier les statuts, ont été conférés à l'assemblée générale.

L'assemblée était souveraine. Le Conseil d'Administration n'était que son émanation ; il constituait une délégation d'associés, chargée d'appliquer ses directives en mettant au point les détails, et de gérer, dans l'intervalle de ses réunions, comme elle l'entendait.

Mais avec le temps, l'importance de l'assemblée générale a décliné. Les prétendus associés, s'ignorant la plupart, ne se retrouvant qu'une fois par an, connaissant mal les conditions techniques de l'exploitation, ne suivant que de loin l'influence sur son activité des conjonctures économiques, prêts à arbitrer leurs actions contre celles d'autres sociétés momentanément plus attrayantes, sont devenus de plus en plus des capitalistes simplement attachés au rendement financier de leur portefeuille et de moins en moins enclins à intervenir dans la marche générale de l'affaire.

Le conseil d'administration, en fait, a supplanté les actionnaires au gouvernail. Formé d'hommes rompus aux affaires, liés par une tâche commune, réunis fréquemment, appelés à prendre constamment les décisions nécessaires, ayant à cœur les intérêts de la société, toujours au courant des derniers résultats obtenus, aiguillonnés par l'émulation, le conseil s'est révélé le véritable cerveau du

groupement. Par son action, par son dynamisme, par sa volonté, par son influence, il est devenu le poste de commandement de l'entreprise.

L'assemblée des actionnaires, par la nature des choses, a été reléguée à un rôle de second plan et une évolution inévitable en a peu à peu modifié le caractère primitif. Composée d'hommes soucieux d'obtenir une bonne rémunération de leurs investissements et désireux d'en surveiller l'utilisation, l'assemblée est devenue surtout un organisme de *contrôle*.

Dernièrement, M. Albert Buisson, ancien président du Tribunal de Commerce de la Seine, constatait :

« Ou bien l'assemblée générale est désertée, ou bien ses débats sont pauvres. On ne voit pas, sauf dans des cas exceptionnels, que l'assemblée intervienne pour fixer ou imposer ses directives quant à l'activité sociale ou à la gestion. Ses résolutions se limitent presque toujours à une manière de contre-seing, donné pour valider les décisions prises par le collège des administrateurs » (28).

Il ne faut pas regretter cette transformation. En 1867, on vivait sous l'illusion que la société anonyme serait un groupement libre d'individus animés de l'esprit d'entreprise et agissant en commun de la même façon qu'un chef d'entreprise ordinaire. Mais, en pratique, les actionnaires n'ont pu être que des capitalistes groupant leurs fonds dans une même exploitation rémunératrice.

Alors ce qu'ils ont perdu en initiative, ils l'ont gagné en contrôle. Depuis plusieurs années, de nombreuses lois ont été votées pour leur donner plus de sécurité. Les décrets-loi de 1935 en particulier ont renforcé considérablement les mesures de protection prises en leur faveur. La création d'un corps de commissaires de société a été décidée dans ce but.

(28) Revue Bleue, N° 24, 18 Décembre 1937.

Par conséquent, quand l'Administration de l'Enregistrement vient dire devant les tribunaux que le lieu de réunion des assemblées générales doit être pris en considération dans la détermination du principal établissement, on ne peut s'empêcher d'être un peu surpris. Est-ce que l'endroit où se réunit, par exemple, la Cour des Comptes a une influence sur le siège du Gouvernement ? Elle pourrait tout aussi bien s'installer à Bordeaux, alors que tous les services des Ministères resteraient à Paris : cela n'aurait aucune importance. Du moment que les assemblées générales ne sont plus que des corps de contrôle et des collèges électoraux ne se réunissant, sauf cas exceptionnels, pas plus d'une fois par an, leur lieu de réunion n'a aucun rapport nécessaire avec celui du principal établissement. Diriger (ou exploiter) est une chose, nommer les dirigeants (ou contrôler) une autre. C'est pourquoi il est tout à fait normal que les propositions de loi sur la législation fiscale applicable aux sociétés coloniales écartent catégoriquement les tenues d'assemblées générales des éléments du siège social.

IX. — *La mobilité des conseils d'administration
et l'importance secondaire de leurs lieux de réunion*

Il n'existe dans les lois sur les sociétés aucune disposition obligeant les sociétés à réunir leurs conseils d'administration au siège social. Les statuts sont absolument libres sur ce point. Quelquefois, ils sont muets sur le lieu où le conseil devra se réunir. Rarement ils stipulent qu'il devra ne se tenir qu'au lieu du siège social ou en tel lieu déterminé à l'avance.

Le plus souvent, au contraire, ils contiennent une clause ainsi libellée : « Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président, de l'administra-

teur-délégué ou de la moitié de ses membres, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, soit au siège social, soit en *tout autre lieu indiqué* dans la lettre de convocation. »

Par suite, la plus grande partie du temps, c'est le conseil lui-même qui décide souverainement de l'endroit où il se réunira : si, d'une façon générale, l'endroit choisi n'est autre couramment qu'une salle spéciale dans les locaux occupés par les services de direction, à l'adresse prise comme siège social, c'est pour des motifs de commodité ou de cohésion avec la direction ou les services administratifs, et non parce qu'il doit y avoir confusion entre le lieu de réunion du conseil et le domicile de la Société.

Ce qui importe pour les membres d'un conseil, c'est de prendre des décisions et non de faire solennellement des actes de présence. Le rôle d'un conseil n'est pas un rôle de parade.

S'il est indispensable de déposer le registre des délibérations au siège social, en fait les délibérations elles-mêmes peuvent être prises en tout autre lieu, à moins que les statuts ne s'y opposent.

D'ailleurs, les conseils ne se réunissent que par intermittence, une ou deux fois par mois, et leurs séances sont courtes. Matériellement donc leurs lieux de réunion, quel qu'ils soient, n'ont qu'une importance secondaire. Comment pourrait-il en être autrement puisque dans la plupart des sociétés le conseil peut être convoqué en tout lieu comme jugé bon par ceux qui le convoquent, qu'il est ainsi mobile, qu'il pourrait même ne jamais être réuni deux fois de suite dans la même localité ? Une telle *mobilité* est incompatible avec la notion de domicile social, qui est fixe et permanent, sauf transfert décidé par une assemblée générale extraordinaire.

La prise en considération du domicile ou de la résidence des administrateurs eux-mêmes ne devrait pas entrer davantage en ligne de compte. Que la nationalité des administrateurs influe sur la nationalité des sociétés, cela

se conçoit, mais quel rapport ont le domicile de la société et le domicile des administrateurs ?

La moitié des administrateurs peut vivre sur un territoire et l'autre moitié sur un autre. Le domicile de la société ne se trouve pas dédoublé pour cela.

D'ailleurs en pratique ce cas existe : tel conseil d'administration se réunit alternativement en deux endroits différents, les administrateurs présents dans chaque endroit assurant le quorum nécessaire pour la validité des réunions.

Qu'en conclure, sinon que lieu de réunion des conseils d'administration et domicile des administrateurs ne doivent pas être pris isolément en considération pour localiser les sièges sociaux réels ?

CHAPITRE II

LE RÔLE QU'ON FAIT JOUER A TORT AU SIÈGE SOCIAL DANS LA DÉTERMINATION DU BUDGET BÉNÉFICIAIRE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

I. — *La nature de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières*

Cette nature est assez complexe. Il s'agit d'un impôt créé, au lendemain de la guerre de 1870, à une époque où l'Etat avait un besoin urgent de ressources nouvelles, et où il a estimé opportun d'imposer les revenus de la fortune mobilière, non plus seulement sous forme de contribution personnelle et mobilière, mais encore en exerçant un prélèvement lors de la distribution des dividendes ou intérêts servis par les sociétés (autres que celles en nom collectif).

La Cour de Cassation a vu là une *sorte* d'impôt direct (3 Avril 1878).

En fait, la nature de cet impôt est *mixte* : il tient des impôts directs, puisqu'un revenu (1) est frappé directement, et il tient des impôts indirects, puisqu'il est réclamé non pas au bénéficiaire (véritable débiteur selon l'article 57 du C.V.M.), mais à la société qui doit le retenir, et que le fait générateur qui le rend exigible est la mise en dis-

(1) Ce revenu s'entendant de tout enrichissement de l'actionnaire, que la société ait fait des bénéfices ou ait simplement distribué la plus-value de certains postes ou des primes d'émission encaissées.

tribution du revenu (2). Cependant, les caractères prédominants de cet impôt sont la *réalité* et l'impersonnalité.

Or, les Experts Techniques, lors de leur rapport à la S.D.N. en 1927, ont reconnu que seul, en principe, l'Etat du lieu où se trouve la *source* d'un revenu est en droit d'exiger l'impôt *réel* ou cédulaire, qu'en conséquence, l'impôt sur le dividende doit être perçu par l'Etat du domicile de la société qui le règle, sous réserve que cet Etat en exemptera les bénéficiaires domiciliés à l'étranger, ou que l'Etat du domicile de ces bénéficiaires ne les imposera pas, en totalité ou en partie.

La Chambre de Commerce Internationale a d'ailleurs toujours admis que l'impôt réel, perçu à la source, doit être réservé au pays d'origine du revenu.

Dans le cas de sociétés continentales, le pays du domicile de la société coïncide généralement avec le pays de la *source* de ses revenus, et c'est parce que le domicile de la société est unique, alors que la source peut être divisée, qu'on le prend pour critérium. Il n'en est pas moins vrai que l'idée essentielle, c'est l'idée de *source*.

En d'autres termes, le système le plus approprié, lorsqu'il s'agit de frapper matériellement un revenu, et que la nationalité ou l'aisance de la personne qui le reçoit n'est pas à prendre en considération, est le *système de l'origine* du revenu (3). L'imposition des sociétés étrangères ayant

(2) Cass., 18 Janvier 1887 ; D.P. 1887.1.501.

(3) Ce principe transparait par exemple dans la Convention entre la Hongrie et la Roumanie du 16 Juin 1932 :

« Art. 8. — L'impôt sur les revenus mobiliers frappant les intérêts, parts bénéficiaires et tout autre revenu du capital, sera perçu par l'Etat où se trouve le débiteur de ces revenus.

« Si l'établissement principal d'une société se trouve dans l'un des Etats et une succursale dans l'autre, la retenue de l'impôt de *ces revenus* qui résultent de l'exploitation afférente à la succursale, ne pourra être faite qu'au profit de l'Etat sur le territoire duquel ladite succursale est située. » (S.D.N., Double imposition et évasion fiscale, Recueil d'accords, T. VI, 1936.)

des biens en France, selon une quotité, en est une application partielle. Ce système est préférable à celui de la résidence, qui convient surtout aux impôts personnels, ou encore à celui dit à double base, qui permet d'imposer à la fois à l'origine du revenu et à la résidence du titulaire du revenu.

Par conséquent, selon les principes naturels, l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, que certains pays appellent l'impôt sur le dividende, devrait toujours être prélevé là où le revenu se constitue, c'est-à-dire au centre d'exploitation, générateur des recettes dégagées par les ventes. C'est l'exploitation qui est productrice, c'est elle la source du revenu, c'est sur elle que doit être prélevé, non seulement l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, c'est-à-dire sur les bénéfices totaux, mais encore l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire l'impôt de superposition qui frappe le bénéfice distribuable, non réinvesti dans l'affaire. Le lieu du siège social n'a pas à entrer en ligne de compte.

II. — *La perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières*

Une certaine illusion est maintenue en France par le fait que le débiteur de l'impôt est l'actionnaire, l'obligataire, etc... L'impôt est, en effet, *avancé*, selon l'article 57 du Code des Valeurs Mobilières, par les sociétés. Il a comme une nuance de personnalité.

Rappelons-en les raisons historiques. En 1872, on aurait voulu introduire un impôt général sur le revenu, mais l'opposition était trop forte. On ne pouvait, par ailleurs, songer à augmenter les charges, déjà relativement lourdes, de la propriété foncière. La puissance économique des sociétés anonymes, qui étaient alors en plein développement, attirait l'attention. Cette puissance avait pour fondement, d'une part, la facilité avec laquelle les sociétés pouvaient

contracter des emprunts ou augmenter leur capital et, d'autre part, l'utilisation qu'elles faisaient, pour accroître leur potentiel, des bénéfices non distribués. La personnalité des sociétés n'étant qu'une fiction, les véritables bénéficiaires de cette *puissance économique* étaient les actionnaires. C'est à eux donc qu'on songea pour alimenter le budget, mais comme on était encore sous l'influence des méthodes indiciaires, on ne s'inquiéta pas de leur degré de fortune respectif. On prit un taux unique, et pour des raisons de commodité technique on décida d'obliger les sociétés à retenue. La grande généralité des sociétés visées ayant leur exploitation et leur siège social en France, et la grande majorité de leurs actionnaires étant domiciliés en France, il ne pouvait à l'époque y avoir de conflits, pour l'attribution du nouvel impôt, entre fisco différents.

Depuis cette époque, le domaine colonial de la France s'est considérablement agrandi, il a été mis activement en valeur, de puissantes sociétés coloniales se sont créées, tandis que de leur côté les actionnaires ont commencé à voyager et à résider dans les colonies ou dans les pays étrangers.

L'élément personnel de l'impôt sur le revenu, que nous avons signalé, s'est estompé, l'indifférence du fisc quant à la nationalité ou au domicile de l'actionnaire y aidant beaucoup.

Mais la perception ayant toujours lieu au siège social, c'est ce dernier qui a conservé fiscalement une certaine importance, bien que la source du revenu se soit déplacée.

Au début, le législateur pouvait hésiter, pour cet impôt, entre le système du domicile de l'actionnaire (personnalité) et le système de la source du revenu (réalité). Puisque le caractère réel de l'impôt s'est franchement accusé en France, c'est ce dernier système qui doit seul subsister.

Nous sommes ainsi amenés à rechercher ce qu'il faut entendre par *source* ou *origine* du revenu. Le processus des opérations d'une société peut se dérouler entièrement

dans une colonie, la production et la vente, par exemple, étant purement locales ; tel est le cas d'une société de distilleries qui achète des riz, les distille et en vend l'alcool aux indigènes ; le revenu de la société a bien alors sa source dans la colonie. Mais le processus des opérations peut intéresser plusieurs territoires, la production, par exemple, ayant lieu dans différentes colonies ; tel est le cas d'une société possédant des plantations de café en Indochine et à Madagascar et vendant toute sa production au Havre ; la source du revenu est divisée : une partie en est due aux plantations d'Indochine, une autre aux plantations de Madagascar ; si, de plus, cette société, au lieu d'expédier sa production à un ou plusieurs commissaires au Havre ou ailleurs, a en France des services commerciaux installés pour la vente, une troisième source de revenu se trouve en France et correspond à l'activité commerciale de la société. De même, si une société d'exportation a des comptoirs de vente dans une colonie et un bureau d'achats à la métropole, la source du revenu est partagée. On pourrait multiplier les exemples. Il est donc assez facile de déterminer le ou les sources du revenu ; mais, ce qui est plus difficile, c'est de répartir le revenu total entre les différentes sources, les unes pouvant d'ailleurs être bénéficiaires, les autres déficitaires. Certes, on tourne la difficulté en ne prenant en considération que le siège social, où les différentes fractions du revenu total sont réunies, mais alors on méconnaît le principe d'imposition à la source.

On conçoit qu'en matière internationale, les Etats ne pouvant contrôler, chez le voisin, l'activité des établissements secondaires de leurs sociétés nationales, les Experts Gouvernementaux, réunis en 1928 pour étudier les moyens d'éviter les doubles impositions et l'évasion fiscale, aient convenu dans leur projet *1a* d'un article 4 ainsi rédigé :

« Les revenus des actions ou parts analogues sont imposables dans l'Etat où se trouve la direction effective de l'entreprise. »

Mais, en matière *intercoloniale*, alors qu'il n'est pas besoin d'établir de conventions entre les différentes parties d'un Empire, comme lorsqu'il s'agit d'Etats étrangers, que la puissance souveraine peut établir des règles d'assistance fiscale, d'entr'aide entre les autorités locales et métropolitaines, on ne voit pas pourquoi les sociétés ne pourraient être autorisées à ventiler leurs revenus selon les sources. Les calculs arbitraires qu'elles pourraient établir en fraude des budgets intéressés pourraient être facilement décelés par les autorités fiscales.

Remarquons que cette ventilation a déjà lieu en matière d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux. Quand une société coloniale de commerce a, par exemple, un bureau d'achats en France, bien qu'on ne puisse aisément déterminer un prix de vente pour les marchandises au moment de leur expédition de France le bureau d'achat est cotisé à la cédule des B.I.C. comme s'il était autonome. Inversement, quand une société coloniale de production a un bureau de vente en France, ce bureau est cotisé comme s'il était un commissionnaire en France de la Société.

Par conséquent, le système d'imposition à la source est parfaitement praticable pour les sociétés coloniales. Il en découle que s'il était effectivement appliqué dans les limites où s'exerce la souveraineté française, les budgets des colonies, où sont les centres d'exploitation, en bénéficieraient. Et ce serait justice.

Ce développement permet de comprendre ce qu'a de factice l'attribution de l'impôt au siège social, quand il n'est, en fait, qu'un lieu de réunion des assemblées et des conseils, ou même quand il n'est que le lieu de la direction principale. En présence de quel système est-on ? Ce n'est pas celui des impôts personnels avec affectation de l'impôt au budget du domicile de l'actionnaire. Ce n'est pas non plus celui des impôts réels avec affectation de l'impôt au budget de la source du revenu. C'est un système intermédiaire, celui du point de contact entre l'actionnaire et

la société. Certains auteurs justifient cette solution. Nous allons examiner leurs arguments.

Le revenu total d'une société comprend des revenus d'origines différentes, les uns proviennent de son activité propre, d'autres de son portefeuille de valeurs diverses, d'autres de ses participations financières, d'autres de plus-values d'actif, etc... Taxer différenciellement ces différents revenus serait un non-sens, disent-ils, l'unique source de revenu pour une société étant son capital d'exploitation (capital proprement dit plus réserves). De plus, ce n'est pas le total des différents revenus annuels qui est distribué, ce n'en est qu'une partie.

L'assemblée générale vote, sur la proposition du conseil, certains amortissements, certaines provisions, puis le dividende. Ce n'est qu'à ce moment précis que naît le revenu de l'actionnaire. Sans doute, cette discrimination entre les bénéfices distribuables et les bénéfices à mettre en réserve est un acte très important, mais il est contestable que ce soit au lieu du siège social que le revenu, ainsi déterminé, soit sensé prendre sa source. Quand l'assemblée générale se réunit au siège, que les mouvements de fonds sont centralisés au siège, la faiblesse de cette proposition n'est pas très apparente : il se produit au siège un acte juridique (résolution de l'assemblée) mettant à la disposition des actionnaires, pris individuellement, une part des bénéfices sociaux, il s'y produit également l'exécution financière de l'acte juridique intervenu (affectation de disponibilités au paiement du coupon) ; l'actionnaire a l'impression que son dividende surgit à ce moment-là. Pourtant, ce n'est qu'une opération de partage. Supposons que l'assemblée se réunisse dans un autre lieu que le siège social, par exemple à Bordeaux, quand le siège est à Paris (direction, conseil d'administration), et que tout le service financier de la société soit effectué par une banque de Bordeaux : est-ce que l'on peut dire que l'origine du dividende est à Paris ? Au surplus, avec une telle conception de la source

du revenu, on en arrive à ce résultat que les actionnaires peuvent déplacer cette source comme bon leur semble. Selon qu'ils transfèrent le siège social (au besoin avec le conseil d'administration et les assemblées générales) de France à une colonie ou de cette colonie en France, la source du revenu sera coloniale ou métropolitaine. On aboutit donc à une notion paradoxale du mot « source ».

L'attribution d'un impôt réel sur le revenu à un budget ou un autre, selon le lieu du siège social, sans considération du centre d'exploitation, est donc condamnable. Elle procède d'une conception purement nominale du siège social, qui n'existerait pas si le siège social devait être obligatoirement, du moins en matière intercoloniale, au centre principal d'exploitation. On mesure les inconvénients théoriques qu'il y a à donner à un siège social, quand il n'est qu'un centre de direction, une importance capitale.

En réalité, lorsqu'une société coloniale met en réserve une partie de ses bénéfices, c'est pour développer ses moyens d'action, soit sous forme d'extension de plantations, soit sous forme d'ouverture de nouveaux comptoirs, soit sous forme de perfectionnement d'outillage, etc., etc. Ces bénéfices réservés sont donc réinvestis sur place. Puisque c'est une délibération de l'assemblée générale qui les affecte à la société même, dira-t-on qu'ils ont leur source en France, si la délibération a été prise à Paris ? Evidemment non. Pratiquement, sur les bénéfices totaux, il est fait deux parts, l'une destinée à rester dans l'entreprise, l'autre à être distribuée. Généralement, c'est cette seconde part seule qui est transférée en France, soit avant, soit après la délibération, pour permettre le paiement du coupon. Le lieu du siège social ne modifie rien à ce processus : qu'il soit à Paris ou dans une colonie, la société peut charger un établissement financier de faire le service du coupon, tant à Paris qu'à la colonie.

III. — *La fiction de personnalité*

Nous allons examiner maintenant, si la société de capitaux commande par sa *seule forme* un traitement fiscal spécial (4), soit, en l'espèce qui nous occupe, une imposition au siège social plutôt qu'une imposition à la source.

Rappelons que les auteurs qui, dans différents pays, ont eu à étudier l'imposition des sociétés, se sont demandés s'il importait de taxer les droits obtenus collectivement, en imposant uniquement la société, ou en imposant uniquement les actionnaires, ou en imposant à la fois la société et les actionnaires.

En imposant uniquement la société la fraude est évitée, tout le revenu distribuable est taxé, mais le public, dit-on, a l'impression que l'actionnaire est exempté d'impôt cédulaire sur le revenu, impression fausse, puisque la société, personne intermédiaire, est taxée.

C'est pourquoi il convient que les textes fiscaux visent les actionnaires. Seulement ceux-ci habitent, les uns dans l'Etat dont dépend la société, les autres dans les Etats étrangers, et sur ces derniers, l'Etat, dont dépend la société, n'a aucun pouvoir de taxation, à moins qu'il ne soit procédé par retenue. Il en résulte dans ce cas, comme l'a écrit très justement M. Lafenburger, que « toutes les fractions du revenu social qui traversent la frontière échappent à l'emprise du pouvoir fiscal avec le résultat, contraire à la justice économique la plus élémentaire, que le pays de résidence des actionnaires recueille les fruits qui ont mûri dans le pays du siège social et du centre d'activité de la société » (5).

(4) Outre la taxation de sa puissance économique.

(5) Lafenburger (H.), *L'impôt sur le revenu et les Sociétés Commerciales*, Strasbourg, 1926, page 114.

La conclusion de tout ceci c'est qu'il faut, dans le système fiscal actuel, taxer à la fois les actionnaires et les sociétés, en *combinant* les deux impôts pour ne pas aboutir à une charge trop lourde, autrement dit en les considérant comme complémentaires l'un de l'autre.

C'était, par exemple, la solution adoptée jusqu'en 1918 par les différents Etats allemands.

Le système français revient d'ailleurs au même avec, d'une part, l'impôt cédulaire sur le revenu et, d'autre part, l'impôt sur les B.I.C.

Mais cette sorte de *répartition* de l'impôt sur les bénéfices des sociétés — entre actionnaires et sociétés — ne permet pas, en toute logique, de poser en principe que l'impôt doit revenir au seul territoire du siège social, le centre d'activité de la société étant passé sous silence. La personnalité des sociétés est une fiction qui n'exige nullement pour elle un traitement fiscal analogue à celui des citoyens qui sont les membres constitutifs de la Nation. Les individus sont imposés à leur domicile, car c'est par leur domicile qu'ils se placent sous la protection générale de l'Etat. Les sociétés n'ont qu'une allégeance économique : la fiction de personnalité n'entraîne pas pour elles une allégeance politique, déterminée par leur siège social ; ce siège social peut fixer leurs règles de fonctionnement, il ne crée pas pour elles des devoirs spéciaux, il ne saurait avoir plus d'importance au point de vue des impôts, en toute équité, que le centre d'activité.

Et c'est bien ce qui se passe en France pour l'impôt sur les B.I.C. qui est dû au budget métropolitain, en raison des seuls gains faits en France.

Ainsi, la fiction de personnalité ne produit aucun effet spécial en faveur du siège social en matière d'impôts dus par la société : elle ne saurait en avoir davantage en ma-

tière d'impôts dus par les actionnaires, c'est-à-dire en matière d'impôts sur le revenu. Le budget du lieu du siège social n'a aucune vocation théorique à l'encaissement de ces derniers.

APPENDICE

L'IMPÔT SUR LES RÉSERVES DES SOCIÉTÉS COLONIALES

Les sociétés coloniales ayant un bureau, un comptoir, etc., réalisant des affaires en France sont passibles de l'impôt sur les réserves créé par la loi du 31 Décembre 1936. Or les sociétés coloniales, exposées à beaucoup d'aléas et susceptibles de se développer, ont besoin de mettre des bénéfices en réserve pour les employer éventuellement dans les colonies. Un régime spécial d'exemption aurait dû être instauré pour ces réserves qui ont une *affectation* purement *coloniale* et qui se trouvent maintenant taxées en France (6).

(6) La taxe porte sur la différence entre le montant des bénéfices nets réalisés en France et la partie du revenu distribué qui correspond proportionnellement aux bénéfices de France par rapport aux bénéfices totaux (art. 22, loi du 31 Décembre 1936).

CHAPITRE III

LE CONFLIT FISCAL ENTRE LA MÉTROPOLE ET LES COLONIES ET SES RÉPERCUSSIONS SUR L'ESSOR COLONIAL

I. — *L'absentéisme des sociétés coloniales*

On a quelquefois soutenu que les sociétés qui ont toute leur exploitation et tous leurs intérêts dans une colonie devraient y avoir leur siège social réel et leur direction principale, de façon que toutes les décisions importantes fussent prises au contact intime des réalités coloniales, dans l'ambiance même du pays, en considération des contingences ou des conjonctures locales qui sont plus sensibles sur place qu'à des milliers de kilomètres de distance. On a ajouté que l'imposition du revenu au tarif fort de la métropole était en quelque sorte une pénalisation pour l'absentéisme des sociétés dont la direction principale n'était pas sur les lieux d'exploitation.

En fait, les sociétés coloniales importantes préfèrent, pour différentes raisons, subir cette espèce de pénalisation, plutôt que d'avoir un siège avec direction principale à la colonie même ; ces raisons sont des raisons de prestige, de facilité de crédit, de situation commerciale, de relations d'affaires, de standing général, de rapports avec les autorités administratives métropolitaines. Elles ne sont certes pas négligeables, et comme elles sont conformes à l'intérêt général, qui est fonction de la prospérité des sociétés et des individus, il ne servirait à rien de pénaliser

cette préférence. L'existence des sièges sociaux et des directions principales à la Métropole n'a nullement empêché le développement économique des exploitations sises à la Colonie.

Nous avons vu plus haut que les sièges sociaux des sociétés coloniales devraient se trouver toujours au centre d'exploitation, étant précisé que les organes d'administration n'ont pas besoin d'être réunis à la colonie même. De la sorte, les sociétés qui, pour les raisons de standing indiquées plus haut, veulent avoir un siège à la Métropole, pourraient maintenir, sans crainte de pénalisation, un *siège administratif* aussi bien qu'une direction principale à la Métropole. L'existence de ce siège administratif, par exemple à Paris, et du siège social à la colonie, répondrait à la fois au désir et aux intérêts fiscaux desdites sociétés.

II. — *La plainte des colonies*

Les autorités chargées d'établir les budgets dans les colonies ne voient pas sans regret des sociétés tirer toute leur prospérité et leur raison d'existence du sol colonial et, malgré cela, verser la plus grosse partie des impôts qu'elles payent, au budget de la Métropole, où elles ont leur siège social. Cette anomalie est d'autant plus frappante que dans les colonies l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux n'a pas encore été introduit (1).

Le Gouverneur de la Guadeloupe l'a signalé fort justement à l'ouverture de la deuxième session de 1937 du Conseil Général de cette colonie :

« Le pays offre un aspect très particulier du point de vue de la circulation des capitaux. La majeure partie des

(1) Martinique exceptée.

grösses entreprises, si elles travaillent ici, envoient une notable partie de leurs *fonds à l'extérieur*. A quelques exceptions près, les usines sont la propriété de sociétés métropolitaines. En ce qui concerne le sucre produit par la Guadeloupe, 9,50 % des bénéfices restent dans le pays. En ce qui concerne le rhum, 10 % des bénéfices vont aux usines à capitaux guadeloupéens. On peut affirmer sans exagération que le pays ne profite que dans une mesure insuffisante des fruits de son activité sucrière et rhumière...

...Notre budget doit supporter toutes les dépenses considérables qu'entraîne une activité industrielle, agricole et commerciale fonctionnant à plein rendement. Il doit faire face à une mise en état d'un entretien extrêmement lourd, et en contre-partie il ne perçoit rien sur les impôts payés au titre des bénéfices réalisés » (2).

Le Gouverneur de la Martinique, de son côté, pour atténuer cette situation paradoxale, a dû se résoudre à faire voter dans cette colonie des impôts cédulaires qu'elle ne connaissait pas encore. Voici d'ailleurs les paroles qu'il a prononcées à l'ouverture de la première session du Conseil Général de 1937 :

« D'autre part, le vote des cédules aurait pour conséquence d'établir, devant l'impôt, l'égalité de tous les citoyens. Cette mesure de justice fiscale ferait cesser l'immunité particulière dont bénéficient ceux qui résident hors de la colonie, mais tirent néanmoins du pays des ressources importantes. A l'obligation de résidence, conséquence de la personnalité de l'impôt général, viendrait s'ajouter la territorialité, principe spécial de la cédule. Celle-ci ne tient pas compte de la nationalité, elle frappe indistinctement les Français et les Etrangers (personnes ou sociétés).

(2) Journal Officiel de la Guadeloupe, 10 Juin 1937, p. 451-452.

Bon nombre de sociétés étrangères, de banques, d'assurances, de navigation aérienne ou maritime, de commerce de chaussures, de gazoline, ou autres, qui ont à la Martinique des bureaux, agences, représentants et succursales ne paient pas l'impôt sur les importantes affaires réalisées dans la colonie. Il en est de même pour les compagnies et sociétés françaises métropolitaines et martiniquaises, de banques, d'assurances, de navigation maritime, de câbles télégraphiques, d'installation et fournitures électriques, etc... » (3).

Et c'est ainsi que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (6 %) a dû être voté à la Martinique (4), le rendement de la taxe sur le revenu des valeurs étant insuffisant.

Qui plus est, le Conseil Général d'une colonie (en l'occurrence le Sénégal) n'avait pas hésité, il y a un certain nombre d'années, à frapper d'un impôt local sur le revenu des valeurs mobilières les sociétés ayant leur siège en France et supportant déjà cet impôt dans la Métropole. Sa délibération fut annulée par décret du 4 Août 1921 (5). Il n'en est pas moins vrai qu'il y avait dans cette délibération une preuve des aspirations fiscales locales, d'autant plus vives qu'une délibération antérieure du Conseil Général introduisant l'impôt général sur le revenu avait été rejetée par décret du 3 Septembre 1918 (6). Le Ministre reconnut d'ailleurs dans son rapport « qu'il y aurait intérêt à ce qu'une dérogation à la loi du 29 juin 1872 fût admise en faveur des colonies et qu'à l'instar de ce qui se passe pour

(3) Journal Officiel de la Martinique, 15 Mai 1937, page 329.

(4) Impôts sur les B.I.C., les bénéfices agricoles, les professions libérales, les traitements, pensions et rentes viagères : délibérations du Conseil Général des 29 Mai 1937 et 23 Novembre 1937, approuvées par le Gouverneur en Conseil le 22 Juin 1937 et le 26 Novembre 1937.

(5) Rec. Dareste, 1922.1.37.

(6) Rec. Dareste, 1918, p. 544.

l'enregistrement et le timbre, elle pussent percevoir à leur profit l'impôt sur les valeurs mobilières, la Métropole ne bénéficiant plus alors que de la différence entre les deux taxes ».

Dans le même ordre d'idées, le Conseil Général de la Guadeloupe avait établi un impôt spécial sur les sociétés ayant leur siège social *hors* de la colonie. Un décret du 18 Avril 1918 (7) refusa d'ailleurs de l'approuver.

III. — *L'effet des surcharges fiscales des entreprises coloniales sur l'économie impériale*

L'impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières étant en principe à la charge du bénéficiaire du revenu, on est tenté à première vue de considérer que ce dernier en subit seul et définitivement l'incidence directe, que c'est une amputation de son revenu personnel qui influe sans doute sur sa politique de placements, mais qui ne peut donner lieu à incidence indirecte. C'est là une vue un peu étroite du problème.

En effet, le capitaliste compare son revenu net au capital investi. Il lui faut un revenu net, supérieur à la moyenne du revenu des placements dits de père de famille, pour engager une partie de son avoir dans des entreprises permettant de grandes espérances, mais présentant des risques.

Nous avons vu plus haut que les tarifs de faveur des colonies — quoique non prévus par le législateur — permettent de compenser le prix du risque, autrement dit de donner au capitaliste pour ses placements coloniaux un dividende net supérieur à celui qu'il aurait touché d'entreprises métropolitaines pour un dividende brut égal.

(7) Rec. Dareste, 1919, p. 644.

Si, en raison des contestations de l'Enregistrement sur la réalité de son siège social à la colonie, une société coloniale doit retenir l'impôt au tarif métropolitain, il sera nécessaire, — pour que le capitaliste ne se désintéresse pas de ses actions, que les cours ne s'effondrent pas, que les augmentations de capital ne soient pas compromises, que son standing boursier ne soit pas affecté, — qu'elle fasse un gros effort de rendement, qu'elle réalise des bénéfices supérieurs.

Sera-ce là un stimulant pour l'entreprise ? C'est douteux. Le désir d'accroître les bénéfices est un stimulant continu, qui pousse à la recherche de l'amélioration des méthodes, du perfectionnement de l'outillage, de la taylorisation du travail, de l'accroissement des débouchés. C'est un stimulant de tout temps. Il ne sera pas accru par une augmentation d'impôts. D'ailleurs, si une telle augmentation pouvait avoir une influence quelconque, il faudrait admettre que la prospérité des entreprises est liée à leur accablement fiscal, ce qui est insoutenable !

Aussi donc, la société, pour réaliser des bénéfices supérieurs, sera fatalement tentée de ne vendre qu'à des prix majorés.

En somme, l'augmentation d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières — impôt qui a fortement le caractère d'impôt réel — retombera, en partie du moins, par un phénomène d'incidence indirecte, sur la clientèle. Nous disons « en partie », car les producteurs de matières premières, par exemple, peuvent difficilement augmenter leurs exigences sans réduire leurs chiffres d'affaires, s'il n'y a pas en même temps augmentation de la demande de produits.

Or, cette tendance à l'augmentation des prix de vente est néfaste pour l'économie impériale. Pour que celle-ci conservât au moins sa place dans le cadre des échanges internationaux ou intercoloniaux, il faudrait plutôt un abaissement des prix de vente permis par l'abaissement des prix

de revient. Avec une augmentation des prix de vente consécutive à une augmentation d'impôts, ce sont non seulement les exportations de nos colonies vers l'étranger, mais aussi leurs exportations vers la mère-patrie qui se trouvent mises en état d'infériorité. La France se plaint de sa balance commerciale terriblement défavorable. Elle a la possibilité de remplacer dans une certaine mesure ses importations étrangères par des importations de produits de ses territoires d'outre-mer. Mais rien n'est fait pour donner le coup de fouet nécessaire à ces dernières. Par défaut de plan d'ensemble, ce sont au contraire des brimades qui sont exercées par certaine administration vis-à-vis de nos sociétés coloniales, comme pour les décourager d'être coloniales.

*
* *

La mise en valeur même de certains territoires est mis en échec par une telle attitude. Un cas assez caractéristique a été cité à une réunion du Comité Parlementaire Français du Commerce (8). L'avenir du Sud Tunisien et du Sud Algérien dépendent de recherches d'eau qui sont coûteuses et aléatoires. Des capitaux y sont risqués, si l'on a l'espoir d'en être récompensé, mais non si l'on doit subir une double imposition.

*
* *

Une preuve de l'influence de l'impôt cédulaire sur le revenu est fournie par l'essor des sociétés marocaines qui ignorent cet impôt, et par l'existence dans ce protectorat de nombreuses sociétés étrangères.

(8) Séance du 10 Février 1938, Paroles de M. Darnis.

*
* *

Il faut ajouter que la prospérité coloniale ne peut être indifférente à la Métropole. Si des sociétés se développent dans les territoires d'Outre-Mer, si elles accroissent leur matériel, si elles recrutent beaucoup de personnel, ce sont en définitive des exportations plus amples de la Métropole vers ces territoires. Ainsi, non seulement des importations étrangères sont remplacées par des importations des colonies, mais encore les exportations françaises augmentent.

La répercussion de la prospérité coloniale sur la prospérité métropolitaine a d'ailleurs servi de base à l'établissement du Fonds Colonial inspiré du Colonial Fund britannique : la participation de la Métropole (sous forme de dotation annuelle) aux charges des emprunts coloniaux, en raison des avantages directs tirés par la Métropole des commandes passées à ses industries lors des grands travaux, causes de ces emprunts.

CHAPITRE IV

ÉTATS ÉTRANGERS ET SOCIÉTÉS ÉTABLIES DANS LEURS POSSESSIONS

I. — *La Belgique et les sociétés congolaises*

L'équivalent en Belgique de notre impôt cédulaire sur le revenu des valeurs mobilières s'appelle taxe mobilière. Le taux de cette taxe n'est pas le même pour les bénéfices réalisés à l'étranger que pour les bénéfices réalisés en Belgique même : il est pour les dividendes sur les actions de 24,2 % dans le premier cas, de 6,6 % dans le second. De même pour les obligations, le taux est de 16,5 % ou de 15,5 % selon que le produit de l'emprunt est utilisé en Belgique ou à l'étranger.

Les *Sociétés coloniales belges*, par contre, même celles qui ont leur siège social ou leur principal établissement administratif en Belgique même, bénéficient d'un *tarif de faveur* sans distinction quant à l'origine — belge ou coloniale — du revenu imposable — le tarif est de 17 % pour les actions et de 13 % pour les obligations. Il y a ainsi une différence de 7 % environ en faveur des actions de sociétés ayant simplement leur exploitation au Congo.

Signalons également certaines particularités fiscales concernant les sociétés coloniales belges. Les bénéfices versés à la réserve légale (de même que ceux correspondant au 1/20 du bénéfice annuel net pour les sociétés congolaises à responsabilité limitée) sont soumis à la taxe mobilière de 17 % et non à la taxe professionnelle (équivalent

de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux). Quant à cette taxe professionnelle, elle est bien perçue sur le surplus des bénéfices, mais à l'exception de la partie de ces bénéfices qui est investie à la colonie dans un délai de 5 ans.

Sans doute, dans la plupart des colonies françaises, l'impôt sur les B.I.C. n'existe pas, mais il y a partout une patente dont le tarif proportionnel n'est pas négligeable et pour laquelle on ne fait pas de distinction selon que les bénéfices sont ou non réinvestis dans la colonie, ce qui est à regretter.

II. — Le Royaume Uni et les sociétés des Dominions

En Angleterre, l'« income tax » (ainsi que la « super-tax » à partir d'un certain revenu) est dû par les contribuables sur l'ensemble de leur revenu. Les montants « stoppés à la source » au titre de l'income tax par les sociétés distribuant les revenus sont déduits par les contribuables de l'income tax total qu'ils doivent verser.

À l'origine, l'income tax n'était établi qu'en Angleterre, mais en 1860 les Indes eurent leur income tax, et vers 1893 les divers Dominions commencèrent à l'établir. Il en résulta des doubles impositions qui firent beaucoup de bruit, mais le Royaume Uni ne voulut pas toutefois renoncer complètement à l'income tax qu'il percevait. On trouve la raison de la perception de l'income tax au lieu du domicile du contribuable dans le rapport de Sir R. A. Blackett (1) :

« Un pays qui dispose de grandes richesses naturelles, telles que l'Australie, favorisera probablement le principe

(1) Sir R. A. Blackett, Memorandum ou double taxation, 1921, S.D.N., Section financière, E.F.S. 16 A. 16.

de l'impôt sur le revenu dans le pays d'origine du revenu ; un pays qui, comme la Grande-Bretagne, par exemple, est un grand centre financier, ne peut renoncer à la taxation résultant du fait du lieu de domicile de la personne imposable. »

Ce principe vaut pour les relations internationales. Il ne se justifie pas dans les relations entre les diverses parties de l'Empire Britannique. Sir R. A. Blackett (2) l'a clairement expliqué :

« Mais dans le cas de doubles impositions causées par l'application des lois sur le revenu du Royaume-Uni et des autres parties des Dominions Britanniques, alors que l'homogénéité de l'Empire est un fait avoué, — l'injustice d'exiger qu'un contribuable paie deux contributions à l'impôt sur le revenu dans deux buts qui, jusqu'à un certain point, peuvent se concevoir comme un seul et même but, c'est-à-dire l'intérêt de l'Empire Britannique, et le désir d'encourager le commerce de l'Empire ainsi que le développement des ressources des Dominions, — produisit une vive sensation de grief, parce que la double imposition à l'intérieur de l'Empire Britannique était envisagée comme distincte des doubles impositions sur le revenu entre l'Empire Britannique et les pays étrangers. »

En pratique, le Royaume-Uni a pris une demi mesure : un remboursement est accordé au contribuable qui a supporté à la fois la taxe d'un Dominion et l'income tax anglais : ce remboursement est égal à la moitié de l'income tax anglais à moins que la taxe du Dominion soit plus faible ; dans ce cas, il est égal à cette dernière taxe.

En ce qui concerne l'excédent du total de la taxe anglaise et de la taxe du Dominion, diminué du remboursement opéré par le Royaume-Uni, sur l'income tax anglais

(2) Op. cit.

ordinaire, le Royaume-Uni a laissé le soin aux Dominions de prendre les mesures législatives nécessaires pour rembourser de leur côté cet excédent d'imposition.

Signalons que les Sociétés anglaises doivent faire la retenue de l'income tax au profit du budget de leur « résidence ». Par « résidence » il faut entendre le lieu où sont installés la direction centrale et le contrôle central des opérations, quelque soit le lieu où la société a été créée, quelque soit le lieu du siège social, quelque soit le lieu de réunion des Assemblées (3).

*
* *

Il semble à première vue qu'on puisse tirer de ce système des arguments allant à l'encontre de l'idée que nous avons défendue (imposition sur le revenu au centre d'exploitation). Il n'en est rien.

L'income tax est un impôt sans doute divisé en cédules selon la nature des revenus, mais à part la supertax (renforcement de l'income tax pour les gros revenus) aucun autre impôt ne lui est superposé. On peut donc dire que pour un Anglais c'est un impôt personnel faisant le pendant de l'impôt général sur le revenu français, avec cette différence qu'il est en partie stoppé à la source par cédules. Il n'y a pas en Angleterre un impôt spécial, comme notre impôt sur le revenu des valeurs mobilières, qui ne soit pas déductible de l'impôt général sur le revenu dû par le contribuable. Le système fiscal anglais et le système fiscal français ne sont donc pas comparables.

Les placements des contribuables anglais dans les Do-

(3) C'est ce qui a été jugé dans l'affaire de Beers Consolidated V/Howe. Le siège social de la de Beers étant au Cap, les assemblées se réunissant au Cap, la majorité des actionnaires habitant la colonie, il a été néanmoins décidé que la société « résidait » à Londres et ce parce que les administrateurs étaient à Londres.

minions ne sont sans doute pas favorisés, mais en tout cas le lieu de réunion des assemblées et des conseils des sociétés n'a aucune répercussion sur le taux de l'impôt.

III. — *Les Etats-Unis et les revenus tirés des possessions américaines*

Aux Etats-Unis, les individus sont soumis à l'income tax et à la « surtax » (à partir d'un certain montant) sur tout leur revenu, les sociétés (Corporations) à une taxe sur tous profits et à une surtaxe sur les bénéfices non distribués. Mais les citoyens des Etats-Unis et les Sociétés locales peuvent demander une déduction égale au montant des impôts sur le revenu payés par eux à des Etats étrangers ou à *des possessions des Etats-Unis* (4). Par ailleurs, les citoyens et les sociétés locales ayant tiré pendant 3 années consécutives 80 % au moins de leur revenu de sources dans des possessions des Etats-Unis, dont 50 % provenant d'une activité lucrative dans ces possessions, ont droit à des déductions.

De ces façons, les doubles impositions sont évitées. Il est à remarquer que la Métropole renonce de bonne grâce à imposer les revenus de sources extérieures (5).

(4) Revenue act.

(5) Note sur les revenus du commerce avec la Chine : Sont exclus du revenu imposable les dividendes distribués, par des sociétés organisées conformément au « China Trade Act de 1922 », à des personnes résidant en Chine au moment de la distribution.

CHAPITRE V

FILIALES COLONIALES DE SOCIÉTÉS FRANÇAISES

Il résulte de l'article 27 de la loi du 31 Juillet 1920, modifié et devenu l'article 153 du Code des Valeurs Mobilières, que les sociétés françaises (par actions ou à responsabilité limitée), ayant des filiales (par actions ou à responsabilité limitée) avec siège social aux colonies ou en pays de protectorat, n'ont pas d'impôt à retenir sur la partie du revenu distribué par elles correspondant au revenu que leur procurent leurs filiales, et ce sous certaines conditions (6).

Cette exonération a lieu quel que soit le taux des impôts coloniaux payés par les filiales (7), même si ce taux est nul par suite d'inexistence d'impôt colonial sur le revenu, en vertu de la règle « Exemption vaut paiement ». Elle porte sur le produit net reçu de la filiale (8).

Une telle disposition met les omniums de sociétés ayant leur siège à la colonie dans une situation fiscale équitable. Les filiales versent l'impôt sur le revenu aux budgets locaux et l'omnium n'a pas à payer d'impôt (du moins à concurrence du revenu net des filiales), au taux métropolitain, sur les produits distribués par celles-ci. En somme, l'imposition à la source du revenu se trouve réalisée de la sorte.

(6) Art. 153 C.V.M. — Possession depuis l'origine de 50 % au moins du capital en actions d'apport ou de numéraire nominatives (ou de parts d'intérêts).

(7) R.E. 8842.

(8) Cassation, 29 Décembre 1932 (R.E. 9880).

Ce qui précède peut servir d'argument en faveur des sociétés dont le siège social à la colonie est targué de fictivité par l'Enregistrement. Prenons, par exemple, une société qui a des comptoirs dans toutes les colonies africaines et dont le siège social est à Paris. Une telle société paie l'impôt sur le revenu au taux de 24 %. Mais si à la place existait un omnium de sociétés ayant leurs sièges dans les colonies, chaque société filiale étant formée de tous les comptoirs ouverts dans une même colonie, l'omnium ne paierait l'impôt de 24 % que sur le revenu ayant sa source en France, les filiales supportant de leur côté les impôts au tarif bien inférieur de leurs colonies respectives ou n'en ayant pas à subir, si cet impôt n'y existe pas (9). Une fois les frais de constitution des filiales exposés, l'omnium se trouverait donc, chaque exercice, à bénéfices égaux, à même de distribuer un dividende net très supérieur à celui de la société à comptoirs multiples !

Sans doute, il faudrait autant de conseils d'administration que de filiales, mais l'omnium ayant la majorité dans chaque filiale, ce n'en serait pas moins le conseil d'administration de l'omnium qui conserverait la haute main sur le groupe tout entier, les administrateurs des filiales se trouvant, en quelque sorte, dépendre de ce conseil.

L'omnium est donc au point de vue fiscal dans une meilleure position que la société à comptoirs multiples. Dans ces conditions, cette dernière peut désirer transférer son siège social dans un centre principal d'exploitation colonial pour se placer sous un régime fiscal analogue, ou presque, à celui de l'omnium, tout en maintenant son conseil d'administration et ses assemblées en France comme l'omnium.

Est-il normal d'incriminer ce transfert de siège qui aboutit à des résultats fiscaux à peu près équivalents à ceux

(9) Par exemple, au Sénégal, en Côte d'Ivoire.

d'une transformation en omnium, avec cette différence que dans le cas de l'omnium, les impôts sur les revenus se trouvent plus équitablement répartis entre les budgets coloniaux ? Prendre des dispositions pour bénéficier d'un régime fiscal plus favorable ne constitue pas une évasion fiscale, ni une fraude.

En résumé, l'avantage qu'une société coloniale pourrait obtenir en se transformant en omnium ne devrait pas lui être contesté quand elle ne fait que transférer son siège à un centre d'exploitation, sans déplacer son conseil et ses assemblées.

CHAPITRE VI

LA QUESTION DE LA FIXATION A LA COLONIE DES SIÈGES SOCIAUX DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES DONT L'EXPLOITATION PRINCIPALE EST A L'ÉTRANGER

I. — *Les considérations d'ordre national*

Nous avons à examiner maintenant le cas où la direction principale est en France, le centre principal d'exploitation à l'étranger et le siège social dans une colonie. A première vue, il semble que de telles circonstances procèdent non seulement d'un désir de fraude fiscale, qui vicie tout, mais aussi d'un mépris certain des réalités : une société qui n'a aucune attache ou qu'une attache secondaire avec une colonie, n'a aucun titre à y choisir son siège social. Cependant, d'un point de vue national, nous allons voir qu'il ne convient pas de désapprouver complètement les sociétés qui agissent ainsi, mais au contraire de les inciter à donner à leur prétendu siège à la colonie une base matérielle.

Rappelons que les tribunaux français, qui jusqu'à la guerre considéraient invariablement le lieu du siège social comme attributif de nationalité, ont toujours estimé que les sociétés constituées avec des capitaux français et administrées par des Français, mais exploitant des chemins de fer, des mines, etc., à l'étranger, doivent avoir leur siège social en France au lieu de concentration de leurs organes juridiques, plutôt qu'aux centres d'exploitation : il y a à cela une raison nationale ; pour que ces sociétés puissent revendiquer le drapeau français, quand la législation du

centre d'exploitation leur attribue une nationalité selon le lieu de leur siège social, il faut donner la préférence à l'établissement juridique sur l'établissement technique dans la détermination du siège social.

Remarquons en passant que si en droit français et pour les besoins du commerce, il est attribué à une personne morale une nationalité déterminée par le lieu du siège social, cette attribution ne peut autoriser cette personne morale à revendiquer vis-à-vis de l'Etat tous les privilèges attachés à la qualité de Français (Cass. Civ., 26 Mai 1937 ; Gaz. Trib., 18 Novembre 1937).

II. — *Le truchement colonial*

S'il importe en pratique qu'une société de capitaux français, qui exploite à l'étranger, soit française de par la situation de son siège social, il n'est toutefois pas nécessaire que son siège social soit sur le territoire métropolitain. S'il est situé sur un territoire colonial, la société, tout en restant française, bénéficie, sans doute, d'un tarif fiscal plus favorable. Mais cette recherche d'un tarif fiscal moindre, en fixant le siège sur le territoire colonial le plus proche du pays étranger où a lieu l'exploitation, n'est pas critiquable en soi. Le droit fiscal doit être appliqué strictement et il est parfaitement régulier de se placer dans des conditions qui permettent de payer moins d'impôts (1), à condition toutefois de bien se mettre *matériellement* dans ces conditions. Une société qui veut bénéficier du tarif d'une colonie doit donc logiquement, si elle n'a pas d'exploitation principale dans cette colonie, y transférer sa direction principale ! Nous allons voir ce qu'il faut en penser.

(1) Cf. Wahl, *Traité de droit fiscal*, T. II, N° 519.

III. — *La jurisprudence*

Un des reproches qui ont été faits à la Compagnie des Caoutchoucs de Padang, c'est de ne pas avoir eu de direction principale à Saïgon, ville où elle prétendait avoir fixé son siège social, alors que sa principale activité était à Sumatra.

M. le professeur Solus a fait à juste titre remarquer que la compagnie ayant une exploitation secondaire en Cochinchine, exploitation appelée d'ailleurs à se développer, le caractère sérieux et effectif de ce siège, sis au centre de ses exploitations d'Extrême-Orient, était indiscutable (2), qu'il y avait bien, selon la formule de MM. Lyon-Caen, Renault et Amiaud, un lien sérieux entre la société et le lieu du siège social.

Les tribunaux en se montrant trop exigeants sur ce lieu, lorsque l'exploitation principale est à l'étranger, risquent de pousser des sociétés de capitaux français, dont la direction principale ne peut être transportée à la colonie auprès de l'exploitation secondaire, à installer leur siège social au lieu de l'exploitation principale en pays étranger, ce qui n'est pas souhaitable pour les finances nationales, la fraude sur les revenus touchés à l'étranger étant fréquente, puisque l'impôt français n'est pas alors déduit par les sociétés.

Citons un autre cas, assez récent, celui de la Société Immobilière d'Extrême-Orient dont la majeure partie des immeubles sociaux est en Chine, mais qui en possède aussi en Cochinchine, et dont le siège social, d'abord à Paris, fut transféré à Saïgon en 1926. Le Tribunal de la Seine a déclaré, le 27 Février 1936, à la demande de l'Enregistrement,

(2) Sirey 1933.2.49.

que ce transfert était fictif, attendu que « les organes directeurs » de la Société étaient demeurés à Paris, que le conseil d'administration avait continué à se réunir à Paris, que les pièces comptables avaient toujours été centralisées à Paris pour permettre au Conseil de dresser les états semestriels et les inventaires annuels et à l'un des commissaires de faire son rapport, que son Contentieux était resté assuré par une banque de Paris et que la réunion des assemblées générales à Saïgon avait eu lieu 5 ans après le transfert seulement, donc pour servir d'argument à la Société.

Certes, il était difficile au Tribunal de se prononcer autrement, car il n'y avait pas centre principal d'exploitation en Cochinchine, mais une semblable solution est-elle heureuse? Voilà une société ayant en Chine des immeubles, et dont la majorité des actions est entre les mains d'une banque dont le siège et la haute direction sont à Paris. Il est normal que les conseils se réunissent à Paris et que tous les renseignements comptables soient envoyés à Paris. Etant imposée au tarif métropolitain, cette société se trouve désavantagée par rapport aux sociétés étrangères dont le siège est en Chine !

IV. — *Conséquence possible de l'attitude de la jurisprudence*

Ne peut-on pas craindre, d'une façon générale, étant donné les prétentions de l'Enregistrement, que les sociétés françaises devant travailler en Chine, ou aux Indes Néerlandaises, etc., dans l'impossibilité d'avoir leur siège en Indochine décident de le fixer en Chine même, aux Indes Néerlandaises, et ce en continuant à réunir leurs conseils et leurs assemblées en France, tout comme la Compagnie du Canal de Suez qui n'en a pas moins son siège social à Alexandrie ?

Le résultat serait que non seulement la Métropole ne pourrait prélever aucune taxe sur les coupons, mais encore qu'il en serait de même pour notre grande colonie d'Extrême-Orient.

L'Enregistrement objecterait peut-être alors que le cas de Suez est spécial et que les sociétés ayant soi-disant leur siège social en Chine ou ailleurs, l'ont en réalité en France où sont réunis les conseils et assemblées.

Mais ce serait inciter les sociétés en question à réunir les conseils et assemblées en Belgique, au Luxembourg, en Suisse, les frais de déplacement des administrateurs et des gros actionnaires ne pouvant qu'être fort inférieurs à la taxation ainsi éludée. Il serait navrant que des sociétés françaises respectables en fussent réduites à de tels expédients.

V. — *Mesures législatives désirables*

C'est pourquoi il ne serait pas indifférent qu'un texte de loi vint régler la question en permettant aux sociétés, ayant une exploitation principale à l'étranger et une exploitation secondaire dans une colonie, de se choisir un siège social dans ladite colonie, sauf bien entendu quand la nation étrangère exige que les sociétés ayant une exploitation sur son territoire y fixent leur siège.

CHAPITRE VII

CIRCULATION (1) DES VALEURS COLONIALES EN FRANCE ET AUX COLONIES

I. — *Timbres des valeurs des colonies*

Les valeurs de sociétés ayant leur siège à la colonie, et régulièrement timbrées selon le tarif colonial, circulent en France sans droit de timbre complémentaire. Il en est de même réciproquement pour les valeurs de sociétés ayant leur siège en France et qui circulent à la colonie. La double imposition est ainsi évitée en vertu des principes généraux en matière de timbre.

II. — *Taxe de transmission*

On a vu que les sociétés payent la taxe de transmission au tarif du lieu où elles ont leur siège social réel. Peu importe l'endroit où les mutations sont matériellement effectuées.

III. — *Impôt sur le revenu*

En dehors des contestations sur la réalité du siège social d'une société coloniale, il ne peut y avoir de doubles impositions sur le revenu des valeurs mobilières. Les dou-

(1) Négociation ou énonciation dans un acte.

tes qui subsistaient dans le cas où le siège social est sur un territoire, et où le coupon est touché sur un autre, ont été levés par deux réponses du Ministère des Finances à des questions de M. Roux Freissineng en 1921 (2). Les dividendes n'ont à supporter l'impôt cédulaire qu'au tarif du lieu du siège social, même s'ils sont touchés sur un territoire où le taux de l'impôt est différent ; l'établissement qui les paye ou les recueille doit, lorsqu'il les envoie à l'encaissement, les couvrir du bordereau de négociation prévu, pour éviter une seconde imposition.

(En ce qui concerne la Concession Française de Shanghai, le Ministre des Finances a reconnu par décision du 5 Janvier 1904 qu'aucune taxe n'était due à raison de l'émission et de la circulation en France de ses emprunts).

(2) Journal Officiel du 2 Août 1921, page 3491.

CHAPITRE VIII

IMPÔTS SUR LES INTÉRÊTS DES PRÊTS CONSENTIS AUX SOCIÉTÉS PAR LES ADMINISTRATIONS COLONIALES

I. — *Prêts consentis par les gouvernements coloniaux aux sociétés ayant leur siège à la colonie*

Il est de règle constante que l'Etat n'exige pas d'impôt de l'Etat (1).

C'est par application de cette règle que les sociétés qui contractent aux colonies des emprunts auprès des Gouvernements locaux n'ont pas à verser d'impôt cédulaire sur les intérêts qu'elles ont à régler, lorsque cet impôt existe à la colonie et qu'il n'est pas prévu dans le contrat d'emprunt qu'il doit rester à la charge des sociétés emprunteuses. En effet, si les sociétés devaient avancer cet impôt sur les intérêts, elles auraient un recours (la loi du 1872 ayant servi de modèle aux colonies) contre les prêteurs, c'est-à-dire contre les Gouvernements locaux, ce qui serait contraire à la règle citée au début.

En fait, il n'y a jamais eu de difficulté à ce sujet entre Sociétés ayant leur siège à la colonie et Gouvernements locaux.

(1) Exception faite de l'impôt foncier pour les immeubles domaniaux dans certains cas (art. 103, loi du 3 Frimaire An VII).

II. — *Prêts consentis par les gouvernements coloniaux aux sociétés coloniales ayant leur siège en France*

Par contre, dans le cas de sociétés coloniales ayant leur siège à Paris, il est arrivé que l'Enregistrement métropolitain a émis la prétention de percevoir l'impôt cédulaire sur le montant des intérêts réglés à un gouvernement colonial, en l'occurrence au Gouvernement Général de l'Indochine.

Une telle prétention, si elle était reconnue fondée, aboutirait à une anomalie. En effet, on peut dire qu'il doit se produire confusion entre la dette d'impôt d'une société vis-à-vis du budget métropolitain et sa créance sur le Gouvernement colonial (recours contre le prêteur). En décider autrement serait mettre à la charge d'un budget colonial un impôt bénéficiant au budget métropolitain, comme si la dualité des budgets s'opposait à la confusion, bien qu'en fin de compte derrière ces budgets ce soit toujours l'Etat Français pris dans un sens large qui existe. Qui plus est, dans le cas où le budget colonial refuserait le remboursement de cet impôt, la société emprunteuse se trouverait, par suite de l'existence de son siège social en France, soumise à une charge qu'elle n'aurait pas subie si le prêteur avait été l'administration de la métropole.

Cela serait d'autant plus surprenant qu'un décret-loi du 8 Août 1935 exempté de l'impôt sur le revenu en France les intérêts des prêts consentis par le Crédit Colonial à des entreprises coloniales françaises.

CHAPITRE IX

IMPOT SUR LE REVENU DES VALEURS ÉTRANGÈRES ET DES VALEURS DE PROTECTORATS

I. — *Coupons de fonds d'Etats étrangers et de valeurs mobilières étrangères non abonnées encaissés dans les Colonies*

Rappelons que les personnes domiciliées en France qui encaissent au cours d'une année des coupons, dividendes, etc..., à l'étranger doivent acquitter l'impôt cédulaire sur ces coupons, dividendes, etc..., par voie de déclaration à l'enregistrement dans les trois premiers mois de l'année suivante (loi du 29 Mars 1914, art. 35 à 37 — art. 65 à 67 du Code des Valeurs Mobilières).

Rien n'est prévu dans la loi pour les personnes domiciliées en France qui encaissent des coupons aux colonies.

En fait, se basant à la lettre sur cette loi du 29 Mars 1914, des contribuables s'étaient aperçus qu'en touchant leurs coupons de valeurs étrangères *aux colonies*, il ne leur était retenu que l'impôt aux tarifs des colonies, c'est-à-dire à des tarifs beaucoup plus favorables.

Et en effet, par une solution du 30 Janvier 1917, l'Administration admit à l'époque que les coupons ayant subi l'impôt colonial et accompagnés d'un bordereau de négociation ne seraient pas soumis à l'impôt lors de leur négociation en France (1). Par la suite, désireux de barrer cette

(1) Voir également réponse du Ministre des Finances à M. Roux-Freissineng (J.O., 2 Août 1921, p. 3491).

échappatoire à l'impôt sur le revenu, l'Administration, par une solution du 9 Mai 1930, prétendit que l'impôt français restait exigible lorsque les coupons étaient encaissés aux colonies ou en Algérie, parce que le mot « étranger » de l'art. 37 de la loi de 1914 signifiait tous pays hors de la métropole. Un jugement du tribunal de la Seine du 1^{er} Décembre 1934 (Sté Cusenier) (R.E. 10816), rendu à la requête de l'Enregistrement, a décidé que l'expression « l'étranger » contenue à l'art. 37 doit s'entendre des pays qui n'ont aucun lien avec la France et où se trouve le siège des collectivités émettrices des titres dont les revenus sont soumis à l'impôt. Par contre, le jugement précise qu'il n'est pas prévu que l'intermédiaire « doive lui-même résider à l'étranger et qu'il suffit, dans l'économie de la loi, qu'il ne tombe pas sous l'application des art. 34 et 35 ; que cette condition est remplie quand l'intermédiaire est un banquier établi en Algérie ». Peu importe donc que les coupons soient encaissés chez un intermédiaire domicilié dans la France d'Outre-Mer. Quelque soit le circuit employé pour toucher des coupons étrangers, comme en fin de compte le paiement a lieu à l'étranger, l'impôt applicable, selon cette jurisprudence, est celui en vigueur au domicile de la personne titulaire du revenu étranger.

Dans l'espèce soumise au tribunal, l'impôt sur les coupons étrangers ayant été payé au tarif algérien, l'administration de l'Enregistrement métropolitain a déclaré dans un esprit d'équité réduire sa réclamation à la différence entre tarif métropolitain et tarif algérien. Le tribunal, en estimant que la perception de l'impôt algérien est insuffisante pour désintéresser le Trésor métropolitain, a voulu empêcher que l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères ne fût éludé par un détour.

Sur le terrain de l'équité, il a eu raison. Les placements à l'étranger n'ont aucun titre à des faveurs spéciales. Ils devraient même être également imposés, que le capitaliste demeurât à Dakar ou à Paris.

Cependant en droit strict il y a une *fissure*. En effet l'art. 37 de la loi du 29 Mars 1914 vise nommément les personnes qui *encaissent* ou *font encaisser* leurs coupons à l'étranger. Il ne vise pas uniquement la présentation pour paiement à la collectivité émettrice. Si on lui donnait ce sens (contrairement au texte), il faudrait aussi admettre que les personnes qui touchent leurs coupons étrangers chez des intermédiaires en France, les font, par-là même, *encaisser* à l'étranger. On tombe dans l'absurde. Il existe donc bien un cas, qui n'est pas prévu par les textes fiscaux métropolitains, celui des personnes domiciliées en France qui encaissent leurs coupons étrangers en Algérie ou dans les colonies. On peut donc soutenir que le tribunal de la Seine a faussement interprété la loi. C'est pourquoi l'affaire doit venir devant la Cour de Cassation.

Voyons quelles sont les *conséquences* possibles de ce jugement aux colonies. Prenons l'Indochine : si le titulaire des revenus y est domicilié, et encaisse des coupons, etc... à l'étranger, il est tenu annuellement d'apposer sur chaque titre un timbre fiscal d'une valeur égale au montant de la taxe sur le revenu, ou bien d'acquitter la taxe sur le montant de tous les coupons, etc... qu'il a ainsi encaissés à l'étranger par voie de déclaration à l'Enregistrement (Arrêté du 6 Novembre 1929, art. 119).

Que signifie « l'étranger » dans ce texte ? L'administration de l'Enregistrement d'Indochine a toujours entendu par là tout ce qui est en dehors de la métropole et de ses colonies ; et c'est normal. Mais maintenant, se basant sur le jugement de Cusenier, ne pourrait-elle pas prétendre que la taxe indochinoise sur le revenu doit être acquittée même pour les coupons de valeurs mobilières étrangères non abonnées ou de fonds d'Etats étrangers, encaissés dans la métropole, puisqu'à la fin du processus ils sont réglés à l'étranger !

Voilà une *menace de double imposition* risquant de constituer une charge particulièrement lourde pour les colo-

niaux. En effet, ceux-ci laissant généralement leurs valeurs étrangères en dépôt en France, se verraient tous, du fait de leur domicile en Indochine, obligés de payer la taxe indochinoise (15 %), alors que leurs banques dans la métropole ne les créditent que sous déduction de l'impôt de 30 %. Cependant, l'Enregistrement indochinois devrait par esprit d'équité, comme dans l'affaire Cusenier, déduire l'impôt métropolitain de l'impôt indochinois, et comme le premier est plus fort que le second, renoncer à cette taxation. En somme, il n'y aurait peut-être rien de changé. Cependant l'Administration Indochinoise, si ce jugement était maintenu contre toute attente, conserverait l'impression qu'une taxe lui échappe.

Envisageons le problème dans son ensemble, et tenons compte de ce que l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères non seulement diffère dans les colonies, mais encore n'est pas établi dans toutes : est-il juste ou opportun que les coloniaux paient plus ou moins d'impôt sur le revenu de leurs valeurs étrangères, selon qu'ils utilisent un moyen ou un autre de toucher leurs coupons étrangers ? Prenons un exemple : voici quatre Français domiciliés à Saïgon. L'un, descendant de colons de la Réunion, a conservé des attaches à Saint-Denis ; il y a un dépôt de valeurs mauriciennes à la Banque de la Réunion. L'autre, descendant de colons de la Martinique, a conservé des attaches à Fort-de-France ; il y a un dépôt de valeurs cubaines. Le troisième, Parisien de naissance, a un dépôt de Royal Dutch chez un agent de change. Le quatrième, ayant débuté au Maroc, y a laissé des Royal Dutch dans une banque de Casablanca. Dans tous les cas, le détachement des coupons est fait par l'établissement dépositaire. La première de ces personnes se voit retenir sur les dividendes de ses valeurs mauriciennes un impôt de 8 % (2) ; la seconde, sur les dividendes de ses valeurs cubaines, un impôt de 14,40 % (2) ;

(2) Même taux que pour les valeurs locales.

la troisième, sur ses Royal Dutch, un impôt de 30 % ; la quatrième ne subit aucune retenue (3).

Si l'Administration indochinoise, se basant sur le jugement de Cusenier, exigeait de toutes ces personnes le paiement de l'impôt de 15 % par voie de déclaration, en déduisant par équité l'impôt déjà payé, la première aurait à payer en Indochine 7 %, la seconde 0,60 %, la troisième rien, la quatrième devant dans tous les cas 15 %. Au total, chacune aurait à subir un impôt de 15 %, sauf la troisième (pour laquelle le prélèvement serait de 30 %).

Avec les errements actuels, les impôts subis par les personnes en question sont respectivement de 8 %, 14,40 %, 30 %, et 15 % (tarif indochinois, le Maroc étant protectorat).

Or, il s'agit dans tous les cas de valeurs étrangères non abonnées, appartenant toutes à des Français domiciliés dans la même colonie. Les différences de taux d'impôts se justifieraient si la France voulait décourager les placements de ses nationaux dans certains pays étrangers et les favoriser dans d'autres, ou bien si la France tenait compte de la situation personnelle de chaque bénéficiaire de revenus. Or, il n'en est rien ; les différences résultent simplement de ce que les titres sont matériellement déposés dans des endroits différents ; les titulaires de tels dépôts n'ayant, en dehors du fait du dépôt, aucun lien, même indirect, avec les administrations locales et n'ayant ainsi, en quelque sorte, aucune dette fiscale vis-à-vis des budgets coloniaux respectifs, mais jouissant, en ce qui concerne la sécurité de ces dépôts, de la « paix impériale française », devraient subir un égal prélèvement sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées (4). Ce prélèvement, de plus, devrait

(3) Il n'y a pas encore d'impôt sur le revenu au Maroc.

(4) Pour les valeurs étrangères abonnées dans la Métropole, la retenue étant faite au tarif ordinaire de la Métropole (actuellement 24 %), l'impôt est le même quel que soit le lieu de détachement des coupons.

être effectué pour compte de la mère-patrie, productrice de sécurité militaire et protectrice diplomatique éventuelle des intérêts de ses nationaux vis-à-vis des Etats Etrangers.

II. — *Coupons d'emprunts de pays de protectorat*

Les protectorats étant, au point de vue de l'impôt sur le revenu, considérés comme pays étrangers, les intérêts des emprunts émis par les gouvernements locaux avant le 1^{er} Janvier 1930 (5) sont passibles du même impôt que les valeurs étrangères non abonnées quand ils sont touchés en France (ou dans les colonies où l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières existe).

Un cas assez curieux est celui de l'emprunt Annam-Tonkin 2 1/2 % 1896. Les paiements de coupons étant centralisés dans un établissement assurant le service à Paris, l'impôt est retenu, même si le porteur est domicilié en Annam ou au Tonkin, au même taux que pour les valeurs étrangères non abonnées (actuellement 30 %). Ainsi, voilà un emprunt, qui est pour ainsi dire un emprunt français, l'Annam et le Tonkin, qui en ont bénéficié, ayant une organisation administrative très voisine de celle d'une colonie, et qui est frappé par l'impôt comme un emprunt d'Etat étranger ! Cette anomalie n'a pas échappé au Ministre des Finances et il est probable qu'une solution interviendra prochainement, solution consistant à assimiler à des colonies, au point de vue fiscal métropolitain, tous les pays de l'Union Indochinoise (autres que la colonie de la Cochinchine) (6).

(5) Cf. art. 130 C.V.M. L'exonération d'impôt prévue par cet article n'est pas applicable aux emprunts des villes et provinces des protectorats (Sol. 25 Mars 1931).

En Tunisie, les emprunts du protectorat sont soumis au régime fiscal des valeurs mobilières tunisiennes ; mais ces mêmes emprunts, lorsque leur coupon est touché en France ou en Algérie, ou par des personnes qui y sont domiciliées, sont exempts, depuis la loi du 20 Juillet 1932 (7) et la décision du 13 Juin 1933 homologuée par décret du 22 Décembre 1933 (8), de l'impôt français ou algérien sur le revenu.

Au Maroc, la question de double imposition ne se pose pas, l'impôt sur le revenu n'existant pas encore.

III. — *Paiement en France des dividendes, tantièmes, etc. de sociétés dont le siège social est en pays de protectorat*

Les dividendes de ces sociétés, lorsqu'ils sont touchés en France ou par des personnes domiciliées en France, sont passibles de l'impôt de 30 % comme des valeurs étrangères non abonnées, puisque les protectorats sont assimilés à des pays étrangers.

Il en résulte que les actionnaires — domiciliés en France ou touchant leurs revenus en France — de sociétés dont le siège social est dans un des pays de *l'Union Indochinoise* autre que la Cochinchine (et même le Laos) et en dehors des villes de Hanoï, Haïphong, Tourane, qui sont territoires français (9), et des territoires de Battambang,

(6) Les porteurs de cet emprunt s'il devient purement et simplement emprunt colonial n'auront plus à subir la retenue de l'impôt qu'au taux de 24 % comme pour les emprunts coloniaux émis avant le 1^{er} Janvier 1930 (art. 130 Code des Valeurs Mobilières).

(7) Art. 162 C.V.M.

(8) J.O., 3 Janvier 1934.

(9) Ordonnance du Roi d'Annam du 1^{er} Octobre 1888 (Abor, Conventions et traités de droit international intéressant l'Indochine, Hanoï, 1929).

(Siemréap et Sisophon regardés comme tels (10), devraient subir l'impôt français de 30 % (par voie de retenue ou de déclaration, selon le cas), en plus de l'impôt indochinois (11). Une telle double imposition est manifestement choquante et sa menace peut empêcher la création de sociétés dans les protectorats en question. L'assimilation fiscale de ces protectorats à des colonies ferait disparaître cette anomalie.

Les dividendes des sociétés *tunisiennes* sont exemptés des impôts français ou algériens (loi du 20 Juillet 1932 (12) et décision du 13 juin 1933). Il est toutefois fait exception pour les sociétés qui ont pour objet des biens situés en France ou en Algérie.

Mentionnons la double imposition des tantièmes d'administrateurs de sociétés tunisiennes résidant en France : l'impôt tunisien sur le revenu, soit actuellement 10 %, est retenu à la source ; mais les administrateurs en France ont à y supporter l'impôt de 30 % sur les tantièmes bruts, comme s'il s'agissait de tantièmes étrangers. Cela fait en tout 40 %. Un projet de loi a été heureusement préparé pour faire disparaître une telle anomalie. La Chambre l'a voté dans sa séance du 25 Mars 1938.

Signalons également que les sociétés françaises qui ont des biens en Tunisie, y sont taxées pour une quotité imposable, ce qui aboutit à une double imposition puisqu'elles doivent retenir l'impôt métropolitain sur le total du revenu distribué. Le projet de loi dont nous venons de parler impute l'impôt tunisien sur l'impôt exigible en France.

En ce qui concerne le *Maroc*, aucune loi n'a été votée comme pour la Tunisie, en raison de ce que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières n'y existe pas. Les divi-

(10) Cession du Siam à la France, Traité du 23 Mars 1907.

(11) Sauf déduction de cet impôt en France par équité.

(12) Art. 162 du Code des V.M.

dendes de sociétés dont le siège est au Maroc, quand ils sont touchés en France ou par des personnes domiciliées en France, subissent donc l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères.

IV. — *Timbre des valeurs de protectorats*

Rappelons que la négociation ou l'énonciation dans un acte ou écrit, public ou privé, de titres étrangers non abonnés, ne peuvent avoir lieu en France, tant que ces titres n'ont pas acquitté le droit de timbre au comptant (loi du 28 Décembre 1895, art. 5 ; loi du 29 Mars 1914, art. 45).

Le fait par une société (ou un particulier) de vendre directement, ou par intermédiaire professionnel, des valeurs étrangères non abonnées à des acheteurs à l'étranger, donne ouverture à l'impôt du timbre dès que la convention définitive s'est formée en France (tel est le cas de négociations verbales en France, confirmées par lettres) (Seine, 12 Novembre 1936, R.E. 1937, 10894).

Les valeurs tunisiennes, en vertu de la loi du 20 Juillet 1932 et d'une décision homologuée par décret du 22 Décembre 1933 (13), ne sont pas frappées du droit de timbre français quand elles circulent en France ou en Algérie.

Réciproquement, les valeurs françaises ou algériennes n'ont pas de droit de timbre à supporter quand elles circulent en Tunisie.

En ce qui concerne les valeurs marocaines (qui sont soumises à un droit de timbre), la loi du 14 Avril 1933 (14) a mis fin à la double imposition de celles circulant en France, en dispensant du droit de timbre français « les titres d'actions et d'obligations des sociétés, compagnies et per-

(13) J.O., 3 Janvier 1934.

(14) Art. 160 Code des Valeurs Mobilières.

sonnes publiques marocaines », cette expression englobant, d'une manière générale, tous les titres négociables émis par les collectivités publiques et privées chérifiennes, sauf si ces dernières n'ont pas leur siège dans la zone française de l'Empire Chérifien.

La réciprocité a été assurée aux valeurs françaises circulant au Maroc par un dahir du 23 Octobre 1932 (15).

Une mesure analogue a été prise en Algérie par décision du 20 Juin 1934, homologuée par décret du 28 Décembre 1934 (16), la réciprocité étant assurée aux valeurs algériennes par un dahir du 19 Février 1935 (17).

Quant aux valeurs des protectorats de l'Union Indochinoise, elles ne peuvent circuler en France que timbrées comme les valeurs étrangères. Sont en dehors les titres de sociétés ayant leur siège dans les concessions.

V. — *Paiement en Algérie, aux colonies et en protectorats de dividendes de sociétés dont le siège est en pays de protectorat*

En principe, dans de tels cas, il y a perception de l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères, sauf si des dispositions législatives ont été prises pour éviter que cet impôt ne se superpose à celui retenu au siège social (en protectorat).

Pour l'Algérie, une décision des délégations, homologuée par décret du 22 Décembre 1933 (18), a pris vis-à-vis des *valeurs tunisiennes* des mesures analogues à celles de la loi du 20 Juillet 1932 (France-Tunisie) et la réciprocité

(15) Bulletin Officiel du Protectorat, 31 Mars 1933.

(16) J.O., 9 Janvier 1935.

(17) Il n'a été pris aucune disposition pour éviter un double droit de timbre sur les titres dans les relations Tunisie-Maroc.

(18) J.O., 3 Janvier 1934.

a été accordée par un décret beylical du 14 Février 1934, de telle sorte que les coupons de valeurs tunisiennes peuvent être touchés en Algérie et les coupons algériens en Tunisie, sans qu'il y ait double imposition.

Malheureusement, aucun texte n'ayant été voté dans le cas des coupons *tunisiens* touchés dans les *colonies* ou dans le cas de coupons coloniaux touchés en Tunisie, des doubles impositions subsistent.

En ce qui concerne le *Maroc*, du fait que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières n'y existe pas, il ne peut être question de double imposition quand des coupons de valeurs marocaines sont encaissés dans une autre partie de la France d'Outre-Mer ou réciproquement.

CHAPITRE X

IMPOT SUR LES CRÉANCES DÉPOTS ET CAUTIONNEMENTS

Cet impôt est exigible en France ou en Algérie, quand le créancier y a son domicile ou sa résidence habituelle ou un établissement dont dépend la créance.

Si la créance dépend d'une succursale de l'établissement créancier sise hors de France, l'impôt métropolitain n'est pas dû (1). Une règle analogue existe en Algérie (2).

Signalons que cet impôt est encore inconnu dans les colonies. L'Union Indochinoise l'ignore. Il existe en Tunisie avec des variantes.

L'Administration a reconnu qu'une personne, domiciliée en Algérie et bénéficiaire d'une créance contre une personne domiciliée en France, doit l'impôt au tarif algérien, et qu'une personne domiciliée en Cochinchine (où l'impôt n'est pas établi) ne doit pas l'impôt cédulaire en France si elle n'y a pas de résidence habituelle (3). Ainsi, lorsque les créanciers sont domiciliés aux colonies, aucun impôt n'est dû.

En Tunisie, comme les créances hypothécaires et rentes d'enzel garanties par des immeubles situés dans le protectorat donnaient lieu à perception de l'impôt en Tunisie,

(1) Art. 152 C.V.M.

(2) Cf. déc. des Délég. Fin., 24 Octobre 1932, homologuée par décret du 26 Décembre 1932.

(3) Rép. Ministre des Fin. à M. Mallarmé. J.O., 23 Février 1934, Déb. parl. p. 666.

il y avait double imposition quand le créancier était domicilié ou résidait habituellement en France. La loi du 20 Juillet 1932 (art. 2) (4) a fait cesser cette superposition d'impôts. En Algérie, la décision du 13 Juin 1933 a introduit une réforme analogue.

On peut donc dire qu'actuellement l'impôt sur les créances ne donne pas lieu à doubles impositions dans les rapports intercoloniaux.

(4) Art. 164 C.V.M.

DEUXIÈME PARTIE

DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPOTS DIRECTS

CHAPITRE PREMIER

IMPOT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

I. — *Lieu d'imposition des personnes physiques*

Nous éviterons l'expression domicile fiscal qui, bien que souvent employée (1), est quelque peu choquante ; on conçoit mal qu'en plus du domicile juridique — qui est unique — il puisse en exister un autre, seul pris en considération par les lois fiscales.

Le fisc français, en matière d'impôt personnel, saisit le contribuable français à sa *résidence habituelle* et le contribuable étranger à sa résidence ou à son domicile.

Si le contribuable français a son principal établissement (art. 102 C. C.) au même lieu que sa résidence habituelle, il se trouve en fait imposé à son domicile juridique : aucune double imposition n'est possible.

(1) Par les commentateurs et certains traités internationaux et non par l'Administration des Contributions directes (Cf. : Instruction générale du 31 Janvier 1928 sur les impôts sur le revenu N° 315) : « ... Pour l'application des dispositions dont il vient d'être question, le domicile doit s'entendre, du domicile réel ou de fait, constitué par l'établissement principal, abstraction faite de la nationalité des intéressés ».

S'il n'a pas son principal établissement en France, mais y possède une résidence (art. 114 Code des Impôts Directs), il doit l'impôt général sur le quintuple de la valeur locative de sa résidence (2) et une double imposition est possible s'il a réellement à l'étranger un domicile le rendant imposable sur tout son revenu sans distinction d'origine ; s'il n'a à l'étranger qu'un domicile fictif, il ne subit pas de double imposition. Le texte de l'article 114 sert simplement dans cette dernière hypothèse à empêcher une évasion fiscale.

Quant au contribuable étranger, s'il possède, à l'étranger, un domicile ou une résidence le rendant imposable sur tout son revenu, une double imposition est possible.

C'est dans ces différents cas que des conventions internationales sont nécessaires.

En ce qui concerne les personnes françaises ou étrangères ayant d'une part un domicile réel dans une colonie et d'autre part une résidence en France ou vice-versa, il ne devrait jamais y avoir de doubles impositions, semble-t-il, la puissance souveraine étant la même et les conceptions de domicile au point de vue fiscal ne pouvant différer entre métropole et colonies.

Effectivement, comme nous le verrons plus loin, certains textes fiscaux coloniaux exemptent de l'impôt global sur le revenu les personnes déjà imposées à ce titre à la métropole, et la métropole applique la *réciprocité* pour les colonies en question.

Par suite, les personnes qui résident habituellement dans des colonies, où existe l'impôt général sans clause d'exemption, ou dans des protectorats, sont taxées forfaitairement sur le quintuple de la valeur locative de leur résidence secondaire en France.

Cette conséquence est rigoureuse, car souvent des co-

(2) Ou sur le revenu ayant sa source en France s'il est supérieur.

loniaux, fonctionnaires, commerçants, planteurs, etc..., doivent laisser plus ou moins longtemps leurs femmes, leurs enfants en France, pour des raisons de santé ou d'études ; il leur est donc nécessaire d'avoir en France un appartement pour leur famille. Ils sont ainsi sensés conserver une résidence secondaire en France. Comme de plus ils sont, de par leurs fonctions coloniales — sauf exceptions — domiciliés à la colonie, ils se trouvent cotisés deux fois à l'impôt général. Nous avons cité le cas des femmes et enfants de coloniaux demeurant en France. Il faut ajouter celui des coloniaux qui, pour garder des meubles, des souvenirs de famille, se réserver un logis tout prêt pour les mois de congé, tiennent à maintenir à leur nom, sans le louer, un appartement, ou une propriété en France. Quoique n'habitant ni eux, ni les leurs, les locaux ainsi réservés, ils sont considérés comme ayant une résidence en France. Ils se trouvent aussi bien cotisés deux fois à l'impôt général.

II. — Résidences secondaires des coloniaux

Ces résidences, pour entraîner l'imposition forfaitaire, doivent avoir un certain caractère de permanence, aussi bien que la résidence définie par le code des impôts directs sous le nom de résidence *habituelle*. Elles s'opposent au domicile (principal établissement à la colonie) où est la résidence principale.

Il faut donc que le colonial ait en France une habitation à sa seule disposition à titre de propriétaire, d'usufruitier ou de locataire (dans ce cas le ou les locations successives doivent s'étendre sur plus d'un an).

Par contre, « l'impôt n'atteindra pas les personnes qui périodiquement passent en France plusieurs semaines ou plusieurs mois sans conserver la disposition d'une habitation dans l'intervalle de leurs séjours, si d'ailleurs elles

n'ont pas coutume de faire de notre pays le lieu principal de leur existence. Les personnes qui n'ont pas en France de résidence habituelle, au sens des dispositions légales, encore bien qu'y possédant des propriétés ou exploitations productives de revenus, ne sont pas davantage passibles de l'impôt » (3).

Ajoutons que le Conseil d'Etat, le 19 Juillet 1933, a fait la distinction suivante :

si le propriétaire ou le locataire d'un appartement abandonne la jouissance à un tiers, c'est ce dernier qui est imposable ;

si l'intéressé en concède la jouissance à des membres de sa famille qui, fiscalement, n'ont pas une personnalité distincte de la sienne, c'est lui qui est passible de l'impôt, bien qu'il n'occupe pas lui-même le logement.

Il convient de bien remarquer que le bénéficiaire de l'imposition forfaitaire en France, en raison d'une résidence secondaire, est soumis à la condition que le domicile réel hors de France soit indiscutable (4). Par exemple, une personne qui a des intérêts agricoles dans une colonie, mais des intérêts plus importants en France et qui passe moitié de son temps en France et moitié de son temps à la colonie, a son domicile réel (principal établissement) en France et y est imposable sur le montant total effectif de tout son revenu (métropolitain et colonial). Par exemple également, une personne dont la moitié des revenus est d'origine coloniale et l'autre moitié d'origine métropolitaine mais qui séjourne principalement en France y est imposable sur tout son revenu.

(3) Instruction générale des contributions directes du 31 Janvier 1928 sur les impôts sur le revenu, art. N° 274 (Conditions de résidence habituelle).

(4) Le Conseil d'Etat a déclaré le 25 Juillet 1936 qu'un contribuable résidant en France mais ayant ses affaires et tirant tous ses revenus de propriétés à l'étranger ne saurait être considéré comme domicilié en fait en France.

Signalons en passant que le séjour principal en France (qui est visé par le fisc comme une résidence habituelle mais suppose l'absence d'un domicile réel hors de France) peut résulter de la vie en hôtel ou en meublé, comme en appartement non meublé, et qu'au surplus l'absence de France au 1^{er} Janvier, en raison d'un voyage, ne fait pas échec à la notion de séjour principal.

III. — *Dispositions fiscales prises pour éviter les doubles impositions*

Il y a plusieurs années, la charge des doubles impositions dont nous avons parlé n'était pas considérable. En effet, les coloniaux n'étaient généralement astreints à la colonie même qu'au paiement d'un impôt personnel relativement faible (par exemple, en Indochine, le maximum de cet impôt était de cent cinquante piastres) ; quand ils conservaient à leur disposition un appartement en France, ils avaient en plus à payer en France l'impôt sur cinq fois la valeur locative de leur résidence. Récemment, l'impôt général sur le revenu a été introduit à peu près dans toutes les colonies, et son tarif, qui est proportionnel et progressif, est de quelques pour cent pour des revenus moyens.

En Algérie, l'impôt général dit « impôt complémentaire » a été introduit peu d'années après sa création en France (5).

Le texte algérien (6) impose non seulement les personnes domiciliées en Algérie, mais aussi celles en tirant des revenus. Il prévoit toutefois l'exonération des contribu-

(5) Décision des délégations financières du 21 juin 1918 homologuée par décret du 30 Novembre 1918.

(6) Refondu par décision des Délégations financières algériennes du 17 Novembre 1934 homologuée par décret du 21 Décembre 1934.

bles domiciliés en France ou dans les colonies sous condition de réciprocité. En France, l'article 114 du Code des impôts directs (*in fine*) exempte les contribuables domiciliés en Algérie. Une circulaire des Contributions Directes en date du 14 Février 1925 a bien recommandé de ne pas assujettir les contribuables habitant l'Algérie à l'impôt général sur le revenu français, quand ils désirent être imposés en Algérie pour l'ensemble de leurs revenus. Les doubles impositions sont ainsi évitées.

En ce qui concerne les colonies, l'article 114 du Code des impôts directs exempte de l'impôt métropolitain les contribuables domiciliés dans les colonies où est perçu un *impôt global*, mais ce sous *condition de réciprocité*. Autrement dit, l'exemption n'est accordée pour les résidences secondaires en France que si :

1° Un impôt général sur le revenu existe à la colonie.

2° Cette colonie exonère de son impôt général les personnes résidant habituellement en France et n'ayant qu'une résidence secondaire dans la dite colonie.

Pour l'application de cet article 114, l'Administration des Contributions Directes considère comme colonies, toutes les possessions (mêmes protectorats ou territoires sous mandat) qui relèvent du Ministère des Colonies (ex. Tonkin, Annam, Cambodge, Laos, Togo, Cameroun).

En Cochinchine, l'impôt général sur le revenu vient seulement d'être introduit (7). Le texte n'emploie pas le mot « domicile » mais il aboutit à taxer le contribuable à son domicile civil, puisqu'au cas de plusieurs résidences il vise le lieu du principal établissement, et qu'à défaut de résidence habituelle il s'attaque au centre d'exploitation.

(7) Délibération du Conseil Colonial du 12 Novembre 1937 approuvée par arrêté du Gouverneur Général du 28 Décembre 1937 (J.O. J.F., 8 Janvier 1938).

Il est prévu que l'imposition générale dans la métropole, ou dans un pays relevant de la souveraineté française, dispense de l'imposition générale en Cochinchine. Grâce à cette clause, les personnes cotisées en Cochinchine seront dispensées de l'impôt forfaitaire pour leurs résidences secondaires en France.

Au *Cambodge*, l'impôt général sur le revenu a fait également son apparition (8). Mais le texte étant le même qu'en Cochinchine, la conclusion est la même.

Au *Tonkin* vient d'être institué un impôt sur rôles nominatifs pour les traitements, salaires et autres sources de revenus des Européens et assimilés (9). Cet impôt ne se calcule pas par pourcentage ; il varie de \$ 3,- à \$ 1.000,- selon le revenu annuel d'après un barème. C'est la résidence effective au Tonkin qui rend imposable, mais il est précisé (art. 15) que les contribuables arrivant au Tonkin et justifiant avoir payé un impôt similaire dans un autre pays de l'Union Indochinoise ou dans la métropole pour l'année entière, ne sont inscrits au rôle que l'année suivante.

Toutefois, il n'est rien prévu pour les personnes habitant au Tonkin et ayant conservé une résidence en France.

Cet impôt peut être considéré comme équivalent à un impôt général.

Mais la clause de réciprocité manque. Par conséquent les personnes résidant au Tonkin et conservant une résidence secondaire en France resteront soumises à la taxation forfaitaire de l'art. 114.

En *Annam* et au *Laos*, l'impôt général sur le revenu n'existe pas encore.

(8) Arrêté du Résident Supérieur au Cambodge du 27 Novembre 1937 (J.O.I.F., 12 Janvier 1938).

(9) Arrêté du Résident Supérieur au Tonkin du 23 Décembre 1937 (J.O.I.F., 12 Janvier 1938).

En A.O.F. (Sénégal et Mauritanie (10), Dahomey, Soudan, Niger, Haute-Volga, Guinée, Côte d'Ivoire (11)), la résidence habituelle entraîne l'imposition proportionnelle et progressive sur le montant total du revenu. De plus, des clauses de réciprocité figurent dans les textes. Par suite, les personnes cötisées en A.O.F. sont exemptées de l'impôt forfaitaire pour leurs résidences secondaires en France (12).

Les colonies du groupe de l'A.E.F. (Gabon, Moyen-Congo, Oubanghi-Chari, Tchad) ont un impôt progressif sur le montant total du revenu (tarif par catégories) frappant les personnes y ayant leur résidence habituelle. Elles n'ont pas prévu dès l'origine d'exonération pour les personnes domiciliées en France et ayant en A.E.F. une résidence secondaire. Elles ont toutefois rapidement réparé cette lacune (13), ce qui permet à la métropole d'accorder l'exemption par réciprocité aux personnes domiciliées en A.E.F. et ayant en France une résidence secondaire (14).

A Madagascar, les résidents français, étrangers et indigènes ont à acquitter :

(10) Délibération du Conseil Colonial, 15 Décembre 1932.

(11) Arrêtés du 23 Décembre 1932 approuvés le 31 Décembre 1932.

(12) Circulaire N° 2080 du 28 Décembre 1934 de l'Administration des Contributions Directes :

« Par ailleurs, en vue d'éviter des doubles impositions, il est prévu que les contribuables domiciliés en Algérie ou dans l'une des colonies où est perçu un impôt sur le revenu global peuvent, sous condition de réciprocité, être exonérés de l'impôt général dans la métropole à raison des résidences secondaires qu'ils y possèdent.

« On rappellera à cet égard qu'en vertu de décisions antérieures l'exemption d'impôt général est déjà admise en ce qui concerne les contribuables domiciliés en Algérie, à la Martinique, à Madagascar, ainsi que dans les colonies de l'A.O.F. (Cf. Instruction Générale, art. 315, B.O.C.D. Juillet 1930, p. 97 et 98, et Avril 1934, p. 56).

« La même solution est applicable aux contribuables domiciliés à la Guyane, et à partir de 1935, à ceux qui sont domiciliés au Togo. »

(13) Arrêté du 1^{er} Mars 1935 complétant celui du 15 Novembre 1934.

(14) Circulaire N° 2095 du 29 Janvier 1936 de l'Administration des Contributions Directes.

1° une taxe fixe graduée ;

2° une taxe additionnelle proportionnelle et progressive calculée sur les tranches du revenu total taxable (15).

Une clause d'exonération ayant été introduite en 1929 pour les personnes domiciliées ou résidant habituellement en France et ayant une résidence secondaire à Madagascar (16), la Métropole accorde l'exemption dans le cas inverse (17).

A la *Martinique* existe un impôt général sur le revenu analogue à celui de la métropole (18). Les autorités martiniquaises ayant décidé, sous condition de réciprocité, de ne pas taxer les personnes domiciliées en France et possédant dans la colonie une résidence secondaire, la métropole exempte de son côté les personnes se trouvant dans le cas inverse (19).

A la *Guadeloupe* existe également un impôt général sur le revenu analogue à l'impôt métropolitain, mais les personnes domiciliées en France n'étant pas exonérées complètement de l'impôt forfaitaire guadeloupéen en raison de leurs résidences secondaires dans cette colonie (20), la métropole n'a pas accordé l'exemption pour le cas inverse.

A la *Réunion* est bien perçu un impôt personnel sur le revenu, mais il n'y a pas d'exemption réciproque.

(15) Arrêté du 24 Février 1927 modifié par arrêtés subséquents et en dernier lieu par arrêté du 28 Octobre 1937.

(16) Arrêté du 3 Janvier 1929.

(17) Circulaire N° 2080 du 28 Décembre 1934 de l'Administration des Contributions Directes.

(18) Délibération du Conseil Général du 23 Avril 1926.

(19) Circulaire 2080 du 28 Décembre 1934 des C.D.

(20) Il est simplement prévu que « Les contribuables possédant à titre permanent une habitation en France et acquittant déjà dans la métropole l'impôt général à raison de cette habitation bénéficieront sur leur cote telle qu'elle résultera de l'application des règlements locaux d'une réduction égale au montant de l'impôt qu'ils auront versé en France » (art. 12).

A la *Guyane*, la résidence habituelle entraîne la perception d'un impôt proportionnel et progressif sur le montant total du revenu net. Une clause d'exonération pour les personnes domiciliées en France ou dans les colonies étant en vigueur (21), la métropole accorde l'exemption dans le cas contraire.

En *Nouvelle-Calédonie*, l'impôt général sur le revenu n'a pas encore été introduit, le Conseil Général y étant hostile et l'importance des droits sur les sorties de minerais équilibrant suffisamment le budget.

Dans les *Etablissements de l'Océanie*, dans les *Etablissements français de l'Inde*, à *Saint-Pierre-et-Miquelon*, il n'y a pas d'impôt sur le revenu.

Le *Togo* et le *Cameroun*, bien que pays sous mandats, sont considérés comme des colonies par l'Administration des Contributions Directes du fait qu'ils relèvent du Ministère des Colonies.

Au *Togo*, la résidence habituelle est frappée d'une taxe fixe et d'une taxe additionnelle progressive en raison du montant total du revenu (22). Les personnes domiciliées en France étant exonérées, la Métropole accorde réciproquement l'exemption aux contribuables domiciliés au Togo et ayant une résidence secondaire en France (23).

Signalons, en passant, que dans certaines colonies les clauses d'exonération sous condition de réciprocité s'appliquent aux personnes domiciliées en France seulement (et ayant une résidence secondaire à la colonie) et que dans d'autres ces clauses s'appliquent aux personnes tant domiciliées en France qu'aux colonies. Ces divergences de tex-

(21) Délibération du Conseil Général de la Guyane, 9 Décembre 1929.

(22) Arrêté du 31 Mai 1934.

(23) Circulaire N° 2080 du 28 Décembre 1934 de l'Administration des Contributions Directes.

tes laissent possibles des doubles impositions dans le cas d'ailleurs rare de personnes domiciliées dans une colonie et ayant une résidence secondaire dans une autre.

Constatons toutefois qu'une amélioration semble se dessiner : en Côte d'Ivoire, par exemple, l'arrêté du 23 Août 1937 (24) approuvé par le Gouverneur Général contient dans son art. 1^{er} *in fine* une disposition ainsi conçue :

« Toute personne ayant *en France ou dans un territoire français administré ou protégé par la France*, son domicile ou sa résidence habituelle et justifiant y être imposé sur l'ensemble de ses revenus, ne sera pas assujettie dans la colonie à l'impôt sur le revenu, au cas où elle y posséderait une ou plusieurs résidences secondaires. »

Une telle formule, écartant formellement les risques de double imposition pour *tous les territoires soumis à l'influence française*, est excellente (25).

IV. — *Cas des personnes domiciliées en Tunisie ou au Maroc et ayant une résidence secondaire en France et réciproquement*

L'art. 114 du Code des Impôts Directs ne prévoit d'exemption qu'en faveur de l'Algérie ou des colonies prenant des dispositions réciproques. Il n'y est pas fait mention des protectorats. Nous avons vu que ceux qui relèvent du Ministère des Colonies sont assimilés dans le cas qui nous occupe à des colonies. En ce qui concerne le Maroc et la Tunisie, l'impôt général sur le revenu n'y existant

(24) Journal Officiel de la Côte d'Ivoire du 15 Décembre 1937.

(25) Voir aussi : Sénégal, Délibération du Conseil Colonial du 22 Juillet 1937, Journal Officiel du Sénégal du 9 Décembre 1937.

pas encore, la question ne se pose pas. S'ils venaient à y être introduits des conventions entre la France et ces Protectorats ou des dispositions législatives prises de part et d'autre simultanément se révèleraient nécessaires pour éviter des doubles impositions.

CHAPITRE II

IMPOT SUR LES BÉNÉFICES INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

Les personnes ou sociétés qui possèdent à la fois des exploitations en France et hors de France, notamment aux colonies, ne sont assujetties à l'impôt métropolitain que pour les *opérations effectuées en territoire français* (1).

Les entreprises coloniales qui n'ont ni exploitation, ni bureau quelconque en France, mais qui y font des opérations commerciales, n'en sont pas moins taxées à la cédula des B.I.C. sur les profits qu'elles réalisent en France. Elles ne sauraient y échapper par le fait qu'elles n'ont en France aucune installation matérielle. Il suffit que les bénéfices soient réalisés dans la métropole.

Le Conseil d'Etat a eu, le 8 Juin 1937, à examiner une espèce voisine (G.P. 1937.2.566). Il s'agissait d'une maison étrangère qui, sans être installée en France, y achetait et revendait des marchandises. Il a été jugé que ses bénéfices en France étaient taxables.

Par ailleurs, une entreprise qui n'a que son siège social en France et dont le seul objet est l'exploitation d'établissements sis dans les colonies ou protectorats, n'est pas assujettie à l'impôt sur les B.I.C.

Le Conseil d'Etat a jugé, le 31 Mai 1937 (G.P. 1937.2, 1398), qu'une société, dont toutes les exploitations sont au Maroc et qui ne fait que *gérer* au siège en France un *portefeuille* de valeurs mobilières, n'est pas imposable en

(1) Rép. Min. des Finances à M. Lesaché, J.O. du 10 Février 1921, Déb. Parlem., p. 434.

France du chef des bénéfices retirés de cette gestion. La raison en est qu'une telle gestion est liée aux exploitations extérieures.

Une question controversée est celle des *bureaux d'achats* de sociétés coloniales. Ces bureaux, installés en France, ne constituent pas des exploitations, ils ne réalisent aucun bénéfice. Théoriquement, ils ne devraient pas être taxés à la cédule des B.I.C. Ce qui permet de tirer les bénéfices, c'est la revente seule. Cependant le Ministre des Finances a décidé qu'une maison qui a en France un bureau d'achat, avec la seule mission d'envoyer à la maison principale les marchandises achetées, est soumise à l'impôt « à raison des profits afférents à la partie de leurs opérations exécutées en France. Ces profits correspondent aux bénéfices que réaliseraient les maisons d'achat si elles vendaient, dans les conditions pratiquées dans le commerce d'exportation, les marchandises dont elles assurent l'exportation » (2).

Les bureaux d'achats ont donc à payer l'impôt, comme s'ils étaient des commissionnaires en marchandises indépendants. Cette doctrine de l'administration a été suivie par le Conseil d'Etat en matière d'impôts sur les bénéfices de guerre.

D'une façon générale, quand une société coloniale a en France une organisation d'achat de produits d'exportation et de vente de produits d'importation, une partie des bénéfices totaux qu'elle réalise doit être attribuée à ladite organisation.

Le problème de *ventilation des bénéfices* n'est toutefois pas aisé. Lorsqu'il s'agit de vente en Europe de produits de plantations ou de produits miniers, il est déjà difficile de distinguer un bénéfice à la production et un bénéfice à la vente. Lorsqu'il s'agit de ventes à la colonie de

(2) Rép. Ministre des Finances à M. Lerolle, J.O. du 28 Juin 1918, Débats Parlem., p. 1823.

marchandises achetées en France, ou inversement, le problème est encore plus ardu. Seule la vente permet de dégager un bénéfice, et ce bénéfice est un en matière d'import ou d'export. Ce n'est pas comme lorsqu'une même maison réalise des ventes dans différents pays : il est alors facile de ressortir un bénéfice dans chaque pays. Signalons à ce propos que la Commission Supérieure pour les bénéfices de guerre a décidé que la répartition entre deux pays, suivant le chiffre d'affaires, est plus juste que la répartition selon les capitaux employés (3). Mais l'une et l'autre méthode ne sont d'aucune aide en matière d'importation et d'exportation avec les colonies : quel chiffre d'affaires prendre, puisque le montant de tous les achats ou ventes passant par le bureau métropolitain est généralement compris dans le montant de toutes les ventes et achats des comptoirs coloniaux, qu'ainsi il n'y a pas de chiffres d'affaires distincts ?

Comme l'impôt sur les B.I.C. n'existe dans presque aucune colonie (4), il ne peut y avoir de conflits entre fisc colonial et fisc métropolitain sur la répartition des bénéfices entre la colonie et la métropole. Néanmoins, il serait préférable qu'un texte législatif fixât des pourcentages de ventilation pour éviter toute taxation arbitraire.

Les *frais généraux* ne peuvent pas être supportés seulement par le siège social métropolitain des sociétés coloniales ; une partie doit en être ventilée entre les diverses agences ou exploitations coloniales dans la mesure où ces dernières bénéficient indirectement de l'engagement de ces frais (5).

En ce qui concerne la *navigation maritime*, une règle spéciale est observée pour les compagnies ayant leur siège

(3) Com. Sup., 3 Juillet 1924. Rev. imp. 1925, p. 374.

(4) Il vient d'être introduit à la Martinique, délib. du Conseil Général approuvée par arrêté du 26 Novembre 1937.

(5) Cf. Conseil d'Etat, 7 Décembre 1927 (G.P. 1927.2.983).

en France, dont les bénéfices à l'étranger sont exonérés de l'impôt étranger en vertu d'accords diplomatiques assurant la réciprocité. Les bénéfices ainsi exonérés doivent être compris dans les bénéfices assujettis à l'impôt en France (6).

Comme il ne peut y avoir de réciprocité entre la France et ses possessions lointaines, non seulement puisque les compagnies de navigation intéressées ont leur principal établissement en France, mais qu'en outre les colonies ne connaissent pas l'impôt sur les B.I.C. (sauf exception récente), l'impôt sur les B.I.C. n'est dû par ces compagnies que pour la partie de leurs bénéfices rattachée au territoire français (7).

Somme toute, en matière de cédule sur les B.I.C., aucune double imposition ne se produit.

Appendice

Patentes. Mentionnons, en terminant, des doubles impositions, sans doute assez peu fréquentes, mais inévitables en l'état des textes, dans les rapports France-Tunisie et France-Algérie, en matière de *marchés de fournitures et d'entreprises* de travaux publics : d'une part l'impôt est dû dans la commune française où les travaux ou la fourniture sont faits ; d'autre part si le siège de l'entreprise est en Tunisie (où existe un impôt des patentes calculé sur les bénéfices), ou en Algérie (où des centimes additionnels au principal de l'impôt sur les B.I.C. ont pris la place de la patente) une seconde imposition a lieu dans ces territoires.

(6) Art. 5 Code des Impôts Directs.

(7) Règle différente pour l'Algérie et la Tunisie. Cf. Rép. Ministre des Finances à M. Ad. Artaud (J.O. 17 Juin 1922, Débats Parl., p.1874). Cette manière de voir a été portée à la connaissance des autorités algériennes et tunisiennes pour éviter des doubles impositions.

CHAPITRE III

IMPOT SUR LES TRAITEMENTS, PENSIONS, RENTES VIAGÈRES, ETC.

Les articles 74 à 76 du Code des Impôts Directs posent le principe d'imposition à la source pour les traitements, salaires, etc., réglés à des personnes domiciliées *hors de France*.

L'imposition des traitements, salaires, etc., se faisant en *Algérie* par voie de déclaration comme en France, il y aurait eu des doubles impositions si un décret n'était venu supprimer l'imposition à la source dans le cas des personnes domiciliées en Algérie et touchant un traitement, salaire, etc., de France (1).

En Algérie, l'imposition des traitements, pensions, etc., par retenue à la source n'a lieu que si les bénéficiaires sont domiciliés non seulement hors d'Algérie, mais aussi hors de France (2).

L'impôt cédulaire sur les traitements et salaires n'existant pas dans la plupart des *colonies*, il n'y a pas encore de double imposition pour les personnes y domiciliées et recevant de France une pension, ou une rente viagère, par exemple (cas qui pratiquement peut se présenter).

Cependant, cet impôt cédulaire va être probablement introduit dans toutes les colonies évoluées (il a déjà été introduit à la Martinique, vieille colonie) et il sera indispensable que le législateur prévienne les doubles impositions possibles par des dispositions expresses.

(1) Décret du 21 Décembre 1934 (art. 3) modifié par art. 1^{er} du décret du 27 Avril 1935 (J.O. 2 Mai 1935, p. 4756).

(2) Déc. des délég. fin. Algér. du 17 Novembre 1934 homologuée par décret du 21 Décembre 1934 (refondant les textes antérieurs).

TROISIÈME PARTIE

DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE

CHAPITRE PREMIER

ENREGISTREMENT D'ACTES

I. — *Utilisation en France d'actes enregistrés aux colonies*

Comme conséquence de l'article 58 de la loi du 28 Avril 1816, l'usage en France d'un acte passé dans une colonie et déjà enregistré, portant l'obligation de sommes, quittances, ouvertures de crédit, donne lieu au paiement d'un *complément de droit*.

Les actes *translatifs d'immeubles* sis aux colonies ne sont passibles, s'ils sont enregistrés en France, que du *droit fixe* des actes innommés (Cassation Civ., 21 Janvier 1901). La raison en est que le droit proportionnel de mutation immobilière doit être perçu sur le territoire où sont situés les immeubles (1).

En ce qui concerne les actes *translatifs de meubles* sis aux colonies autres que des fonds de commerce, la doctrine estime que de tels actes ne doivent être soumis en France, lorsqu'ils sont enregistrés, qu'au droit fixe des ac-

(1) Si l'enregistrement n'est pas établi à la colonie (cas de Saint-Pierre-et-Miquelon), il est dû en France un droit proportionnel de 1,50 %.

tes innommés. L'administration, par contre, considère que ces actes sont passibles, en cas d'usage en France, du tarif plein s'ils n'ont pas encore été enregistrés, ou d'un complément de droits dans le cas contraire.

On ne peut dire qu'il y ait double imposition. L'enregistrement en France d'un acte, passé à la colonie, présente pour le bénéficiaire de l'acte une utilité pour laquelle il est normal qu'il ait à payer les mêmes droits d'enregistrement que s'il s'agissait d'un acte passé en France.

En ce qui concerne les jugements rendus en Algérie ou dans les colonies, le complément de droit au tarif métropolitain est exigible lorsqu'ils sont signifiés en France (Cass. Civ., 15 Mai 1905, R.E. 3866).

Les pourvois en cassation, ou en Conseil d'Etat, de décisions coloniales ne constituent pas, par contre, un usage en France d'actes judiciaires et par suite le complément de droit au tarif métropolitain n'est pas exigible.

II. — *Utilisation en France d'actes enregistrés dans les pays de protectorat*

Pour les actes ou jugements passés ou rendus dans les pays de l'Union Indochinoise, autre que la Cochinchine, on considère qu'il y a simplement compléments de droits à payer, comme dans le cas d'actes ou jugements enregistrés aux colonies, l'Enregistrement y étant organisé à peu près comme en France.

En ce qui concerne les actes passés au Maroc et en Tunisie, l'art. 12 de la loi du 30 Juin 1924 (2), remplaçant les dispositions antérieures, précise que les actes ou jugements passés ou rendus au Maroc et en Tunisie, sont, au point de vue de la perception des droits de timbre et d'enregistrement en France, assimilés à ceux passés ou rendus dans les colonies où ces impôts sont établis.

(2) Art. 102 du Code de l'Enregistrement.

III. — *Utilisation dans les colonies ou protectorats d'actes enregistrés dans d'autres colonies ou protectorats*

Les droits d'enregistrement payés dans une colonie sont imputés sur les droits dus dans les colonies où l'acte est utilisé.

Il y a également imputation réciproque de droits entre le Maroc et les territoires suivants : Algérie (décret du 13 Novembre 1918), Sénégal (décret du 9 Avril 1919), Afrique Equatoriale (décret du 6 Février 1919), Martinique (décret du 4 Février 1919), Guadeloupe (décret du 4 Février 1919), Guyane (décret du 4 Juillet 1919), Indochine (décret du 1^{er} Mars 1919), Etablissements de l'Inde (décret du 22 Juillet 1919) (3), Tunisie (décret beylical du 29 Janvier 1919).

Il y a de même imputation réciproque de droits pour les actes passés et enregistrés en Tunisie dont il est fait usage en Algérie (décret du 28 Décembre 1913), en Indochine (décret du 16 Janvier 1914), au Sénégal (décret du 7 Mai 1914), dans l'Inde (décret du 25 Juillet 1915), à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane (décrets du 2 Juillet 1915) (3).

IV. — *Utilisation dans les colonies d'actes enregistrés en France*

On considère d'une façon générale que les actes enregistrés en France utilisés dans une colonie quelconque ne sont soumis qu'au droit fixe, sauf si le tarif colonial est supérieur au tarif métropolitain, ce qui entraîne un droit complémentaire (4).

(3) Tous ces décrets sont des décrets d'approbation de décisions ou arrêtés.

(4) Des dispositions législatives n'ont été prises que pour : la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane (ordonnance du 31 Décembre 1828, art. 15), la Réunion (ordonnance du 19 Juillet 1829), la Nouvelle-Calédonie (décret du 2 Juillet 1915).

V. — *Utilisation dans les protectorats d'actes enregistrés en France*

En ce qui concerne l'Annam, le Tonkin, le Laos et le Cambodge, les droits d'enregistrement payés en France étant supérieurs aux droits indochinois, il n'est dû qu'un droit fixe. Si l'inverse avait lieu dans des cas isolés, il n'est guère douteux que l'administration indochinoise exigerait le versement d'un complément de droit.

En ce qui concerne la Tunisie, un décret beylical du 19 Avril 1912 prévoit (art. 2) l'imputation en Tunisie des droits d'enregistrement perçus en France et dans les colonies françaises assurant la réciprocité. Si la perception faite est égale ou supérieure au droit tunisien, le droit fixe est perçu. Dans le cas contraire, il y a lieu à complément de droit.

Au Maroc, les droits déjà perçus sur les actes et jugements passés ou rendus en France, dans les colonies françaises, en Tunisie sont imputées sur les droits dus au Maroc, (dahir du 29 Août 1925).

*
* *

Si des doubles impositions sont évitées par des imputations réciproques, il est regrettable que ces dernières résultent de textes épars au lieu d'avoir fait l'objet de dispositions générales.

CHAPITRE II

DROITS DE MUTATION PAR DÉCÈS

I. — *Rappel des principes*

Dans le système métropolitain, selon l'article 16 de la loi du 25 Février 1901, c'est au lieu du domicile du défunt que doit être faite la déclaration de succession. Elle doit porter sur les *biens corporels ou incorporels* composant l'hérédité dont l'assiette est en France (1). Peu importe la nationalité du défunt. Si ce dernier est décédé en France sans y avoir de domicile, la déclaration doit être faite au bureau du décès et comprendre tous les biens (corporels ou incorporels) dont l'assiette est en France (2).

En outre, si des biens corporels ou incorporels ont été laissés en France par une personne décédée à l'étranger et n'ayant pas de domicile en France, les droits sont dus sur cet actif sis en France.

(1) Lorsqu'une succession comprend à la fois des biens en France et en Algérie, le bureau qui reçoit la déclaration unique, selon l'art. 17 de la loi du 29 Décembre 1919, procède à une double liquidation au tarif métropolitain pour les biens sis en France et au tarif algérien pour les biens sis en Algérie. Ainsi tous les biens sont taxés, mais aucun ne l'est deux fois.

Si une succession comprend des biens situés en France et en même temps des biens situés dans une colonie, une déclaration doit être faite en France pour les biens de France et une autre à la colonie pour les biens à la colonie (Inst. 3058, p. 28).

(2) Les immeubles et les meubles meublants, même appartenant à des Français, mais situés aux colonies ne sont pas atteints par les droits de mutation, la loi fiscale étant territoriale.

Deux questions difficiles existent : celle de la détermination du domicile et celle de l'assiette des valeurs incorporelles.

La détermination du *domicile* doit être faite selon les principes du Code Civil (art. 102 et suivants) : ce sont les héritiers qui l'indiquent et l'Administration contrôle. Certains actes consacrent le domicile : c'est d'abord l'ordonnance d'envoi en possession (qui doit être rendue au lieu d'ouverture de la succession), c'est ensuite la première réunion du conseil de famille (qui doit se tenir à la justice de paix du domicile de droit des enfants mineurs).

En fait, le séjour dans une colonie, où, par exemple, l'on exerce sa profession, alors que l'on n'a en France aucun intérêt important, constitue indiscutablement un domicile à la colonie.

Il peut y avoir des doutes pour les personnes retraitées qui vivent en France et tirent tous leurs revenus d'une colonie : si ces personnes vont de temps en temps surveiller leurs intérêts à la colonie, et y payent l'impôt global sur le revenu, leur domicile est bien à la colonie ; si elles ont quitté la colonie sans esprit de retour et payent l'impôt général sur le revenu en France, leur domicile est en France ; mais les cas intermédiaires sont délicats : ce sont des questions d'espèce.

L'assiette des valeurs incorporelles varie selon les domiciles respectifs du débiteur et du créancier.

Depuis l'An VII, l'Administration ne pouvant la fixer comme pour les autres biens au « situs » matériel, a rattaché ces valeurs au domicile du créancier lorsqu'il a son domicile en France au moment de son décès, et au domicile du débiteur lorsque ce dernier est domicilié en France au moment où le créancier, ayant son domicile à l'étranger, décède. Dans ce dernier cas, aux pays étrangers sont assimilées les colonies françaises où l'enregistrement n'est pas établi. Le désir de l'Administration a été d'assurer au Trésor le paiement des droits dans tous les cas lorsqu'il s'agit de va-

leurs qui bénéficient, en quelque sorte, de la protection de la loi française (du fait de la situation du domicile du créancier ou du débiteur) (Cf.: Civ. 24 Fév. 1869. D. P. 1869.1.425).

II. — *Successions ouvertes dans les colonies*

Un arrêt de cassation du 10 Novembre 1823 (3) avait consacré une théorie de l'administration qui assimilait les successions ouvertes dans les colonies aux successions ouvertes à l'étranger. Mais la Cour est revenue sur la question dans un arrêt du 12 Août 1857 (4), et a décidé, dans l'espèce qui lui était soumise, que « les colonies font partie intégrante de l'Empire Français ; qu'il existe dans la colonie de la Martinique des bureaux d'enregistrement ; ... »

Ainsi donc, lorsque des valeurs de sociétés ayant leur siège en France, des fonds d'Etat français, etc., sont trouvés dans une succession ouverte en Algérie (5) ou aux colonies (à moins que l'Enregistrement n'y soit pas installé, comme à Saint-Pierre et Miquelon), les *droits* sont *dus au lieu d'ouverture* de la succession et non en France. Si dans une colonie, où l'enregistrement est établi, il n'existe pas de droits de mutation par décès (6), les valeurs précitées, dépendant des successions qui s'y ouvrent, sont exemptées des droits de mutation.

III. — *Successions ouvertes en France et comprenant des valeurs incorporelles dont les débiteurs sont aux colonies*

Dans ces cas, les droits de mutation sont réglés en

(3) J.E. (7639-7797).

(4) D.P. 1857.1.341.

(5) En vertu d'une ordonnance du 19 Octobre 1841, il n'y avait autrefois pas de droits de mutation par décès en Algérie. Des décisions des délégations financières, homologuées par décrets du 29 Décembre 1919, y ont introduit ces droits.

(6) Ex. : Indes Françaises, Nouvelles-Hébrides.

France, qu'il s'agisse de valeurs de sociétés dont le siège est à la colonie, de créances sur débiteurs résidant à la colonie, etc... C'est l'application de la règle précitée sur l'assiette des valeurs incorporelles.

IV. — *Successions ouvertes dans les pays de protectorat et comprenant des valeurs incorporelles dont les débiteurs sont en France et réciproquement*

La Tunisie étant un protectorat, les valeurs incorporelles dont les débiteurs sont en France et qui dépendent de successions ouvertes en Tunisie, ou inversement, devraient encore subir une double imposition, si n'avaient été votées des *dispositions les exemptant* respectivement des droits de mutation métropolitains ou tunisiens (7). Des mesures analogues pour éviter des doubles impositions en matière de successions dans les rapports Algérie-Tunisie ont également été prises dans ces deux territoires (8).

Il n'en est malheureusement pas de même pour les rapports Tunisie-Colonies Françaises. Une succession ouverte en Cochinchine et comprenant des valeurs nominatives de sociétés tunisiennes, par exemple, aurait donc à payer les droits de mutation à la fois en Cochinchine et en Tunisie.

(7) Loi du 20 Juillet 1932, art. 3 : « Les créances sur débiteurs domiciliés en France et les titres de valeurs mobilières françaises dépendant de la succession d'une personne domiciliée en Tunisie sont dispensés de la taxe successorale et des droits de mutation par décès ». Ces exonérations ont été introduites par réciprocité en Tunisie par le décret beylical du 26 Juillet 1932 (J.O.T., 30 Juillet 1932).

(8) Décision du 13 Juin 1933, homologuée par décret du 22 Décembre 1933, art. 2 : « Les créances sur débiteurs domiciliés en Algérie et les titres des valeurs mobilières émises par des collectivités dont le siège est en Algérie et dépendant de la succession d'une personne domiciliée en Tunisie sont dispensés des droits de mutation par décès. » La réciprocité a été accordée par décret beylical.

Dans les rapports avec le *Maroc*, comme il n'y a pas de droits de succession, les doubles impositions ne sont pas à craindre.

Si l'on passe maintenant au *Cambodge*, au *Tonkin*, à l'*Annam* et au *Laos*, on constate une situation paradoxale. L'Enregistrement est établi dans toute l'Union Indochinoise. Les droits sont perçus au profit du budget général. Les tarifs sont les mêmes qu'il s'agisse, d'une part, de la Cochinchine et, d'autre part, du Tonkin, du Cambodge, de l'Annam et du Laos. Cependant, les successions qui s'ouvrent dans ces quatre derniers pays, sauf sur les territoires concédés (9), sont considérées en France comme successions étrangères et les valeurs incorporelles, avec débiteur domicilié en France, en dépendant, sont sensées avoir leur assiette en France : autrement dit, les valeurs des sociétés dont le siège est en France, les fonds d'Etat français, les créances sur France, etc., faisant partie de l'actif desdites successions, donnent lieu à paiement des droits de mutation en France. Comme, par ailleurs, en Indochine, ces mêmes valeurs sont rattachées au domicile du porteur ou créancier défunt, elles donnent également lieu au paiement des droits en Indochine. Et c'est ainsi que, par exemple, les héritiers de fonctionnaires français décédés à leur poste au Cambodge, sont obligés de payer deux fois les droits de mutation sur les rentes de leurs auteurs dont l'existence est révélée à l'administration métropolitaine, une fois en Indochine et une seconde fois en France.

En pratique, de tels cas sont fréquents et les héritiers ne comprennent rien à la rigueur dont ils sont victimes.

De telles doubles impositions, profondément iniques, sont absolument condamnables. S'il est juste que l'Etat frappe la richesse acquise sous sa protection d'une sorte

(9) Hanoï, Haïphong, Tourane ; Battambang, Siemreap, Sisophon.

d'impôt sur le capital au moment de sa transmission par décès, il n'y a aucune raison pour qu'il prélève deux fois cet impôt dont le taux simple est très élevé. La juxtaposition de textes élaborés distinctement, la généralisation de principes construits pour des cas spéciaux, le sens confus de certaines qualifications aboutissent à des expropriations dont l'Administration de l'Enregistrement elle-même, appliquant fidèlement la loi, reconnaît l'iniquité, aussi impuissante devant le désastre que l'apprenti sorcier.

L'arrêté du 6 Novembre 1929 concernant les droits d'enregistrement en Indochine reproduit presque textuellement de nombreuses dispositions métropolitaines ; il n'est pas douteux que si le législateur avait revu ces dernières dispositions au moment où l'arrêté a été approuvé, il aurait formellement exempté des droits métropolitains les valeurs incorporelles dont les débiteurs sont en France et qui dépendent de successions indochinoises.

Assimiler la régence de Tunis ou le Maroc à des pays étrangers se conçoit à la rigueur : les textes législatifs sont des décrets beylicaux ou des dahirs rendus exécutoires par les résidents généraux (qui relèvent du Ministre des Affaires Etrangères), sans approbation du Ministre des Colonies ou du Chef de l'Etat. Les budgets généraux sont homologués par le Ministre des Affaires Etrangères.

Tout autre est le régime des *pays protégés d'Indochine*. Ces pays sont tous groupés sous une direction générale commune, celle du Gouverneur Général qui a seul des pouvoirs de promulgation pour toute l'Indochine. Les lois et décrets applicables en Indochine visent l'Indochine toute entière sans différenciation. Le budget général est approuvé par décret. Le Tonkin, de plus, n'est que théoriquement une province de l'Annam et les pouvoirs de l'Empereur d'Annam y sont exercés par le Résident Supérieur. Quant au Laos, il n'y a pas de souverain protégé : il est plutôt à considérer comme une colonie.

En bref, la qualification de protectorat va très mal

aux différentes parties de l'Union Indochinoise (autres que la Cochinchine). Il serait beaucoup plus logique d'assimiler ces pays aux autres colonies que de les considérer fiscalement comme Etats étrangers.

Il est à souhaiter que l'état de choses actuel qui aboutit à des conséquences paradoxales disparaisse rapidement. Le Ministre des Finances s'est bien rendu compte que cette situation ne pourrait se prolonger et il est probable que l'assimilation des protectorats indochinois aux colonies, actuellement proposée pour faire cesser l'anomalie relevée pour l'emprunt Annam-Tonkin 2 1/2 % 1896, aura pour résultat de supprimer automatiquement les doubles impositions en matière de succession.

CHAPITRE III

TIMBRE

Aucun droit de timbre n'est perçu en France sur les actes passés dans une colonie et régulièrement timbrés au tarif colonial (ou non timbrés en cas d'exemption du tarif colonial). Il n'y a d'exception que pour Saint-Pierre-et-Miquelon où l'enregistrement n'est pas établi.

Ce principe a sa source dans l'art. 13 de la *loi du 13 Brumaire An VII* (devenu l'art. 19 du code du timbre), d'après lequel tout acte fait dans les colonies françaises où le timbre n'est pas établi doit être revêtu de cette formalité, avant qu'il puisse en être fait aucun usage en France. Il s'ensuit que les actes passés aux colonies et régulièrement timbrés ne sont soumis à aucun droit complémentaire de timbre en cas d'usage en France. Par une décision du 29 Avril 1846, le Ministre des Finances a d'ailleurs précisé que pour les actes et effets non timbrés venant d'Algérie ou de l'Ile Bourbon, présentés au timbre ou au visa pour timbre en France, les droits et amendes devaient être perçus aux tarifs en vigueur dans ces territoires (1).

De plus, selon une décision ministérielle du 7 Juin 1861, les actes passés dans les colonies et qui ont échappé au droit de timbre, soit pour en avoir été expressément affranchis, soit pour n'avoir pas été spécialement tarifés, n'ont à supporter aucun droit de timbre en France.

(1) D.P. 1846.3.141.

En Algérie et dans les colonies, le principe est le même.

En Tunisie, il peut être fait usage sans paiement du droit de timbre tunisien de tous actes régulièrement revêtus des timbres français, algériens ou marocains (2), et réciproquement (3).

Au Maroc, la règle est la même vis-à-vis des actes timbrés en France, en Algérie, en Tunisie et dans les colonies françaises (4), la réciprocité existant expressément en ce qui concerne la France, l'Algérie et la Tunisie (3).

Rien n'est prévu pour les rapports Tunisie-Colonies Françaises, ni pour les actes timbrés au Maroc utilisés dans lesdites colonies ; toutefois, les colonies étant sous la souveraineté directe de la France, il convient, malgré l'absence de texte exprès, de les assimiler dans lesdits rapports à la France.

Le principe ci-dessus exposé s'applique aux effets de commerce (Cf. : art. 81 Code du Timbre), et aux chèques. En particulier les traites ou chèques émis dans une colonie, où le timbre existe mais où ils n'y sont pas soumis (ex. : Océanie), n'ont pas à être timbrés en France.

(2) Décret beylical, 12 Avril 1926.

(3) Loi du 30 Juin 1924, décision du 16 Juin 1925 homologuée par décret du 27 Novembre 1925, dahir du 9 Décembre 1917.

(4) Dahir, 29 Août 1925.

CHAPITRE IV

TAXE A LA PRODUCTION

Le système des taxes à la production a été introduit en Algérie à partir du 1^{er} Février 1937 (1), les taux à l'origine étant les mêmes qu'en France. Comme la loi du 31 Décembre 1936 prévoyait dans son art. 3 que l'Algérie serait assimilée à un département métropolitain s'il y était appliqué un système de taxes uniques semblable à celui institué en France, il en est résulté que France et Algérie ont alors constitué un même territoire au point de vue des taxes uniques. Les expéditions de France vers l'Algérie ou d'Algérie vers France n'étaient taxées qu'une fois chez le producteur métropolitain ou chez le producteur algérien, ou avaient lieu en suspension de taxe dans les rapports des producteurs algériens et métropolitains.

Mais cette *unité de territoire* a cessé lorsque le décret-loi du 8 Juillet 1937 a porté la taxe française à 8 % sans que la taxe algérienne fût de son côté augmentée d'autant. La France et l'Algérie sont redevenues, au point de vue des importations, deux pays étrangers l'un par rapport à l'autre. Les délégations financières n'ont pas voulu porter la taxe unique au niveau métropolitain pour ne pas grever les opérations purement locales.

Signalons à ce propos que les exportations de France sur Algérie sont surtout constituées par des objets manufacturés qui acquittent généralement la taxe en France et

(1) Loi de finances algériennes du 31 Décembre 1936, art. 17, décret du 29 Janvier 1937.

que les exportations d'Algérie sur France comprennent surtout des produits agricoles exonérés de la taxe, en sorte que le système de taxes uniques est tout à l'avantage du budget métropolitain. C'est là encore, soit dit en passant, un cas d'accaparement fiscal par la métropole au détriment des budgets de ses possessions qui ne peut être pallié que par des ristournes.

Le rapport déposé par M. J. Taurines le 31 Décembre 1937 lors du vote de la dernière loi de finances algérienne contient une énumération des doubles impositions résultant de la dualité de territoires dans les rapports commerciaux France-Algérie.

Par exemple, le matériel acheté par l'Etat lui-même et expédié en Algérie, après avoir été grevé de la taxe de 8 % en France, doit encore acquitter la taxe algérienne de 6 % (l'Administration a dû décider que la taxe de 8 % serait remboursée aux ministères intéressés).

Autre exemple : les marchandises expédiées en Algérie par des revendeurs et qui ont déjà acquitté la taxe de 8 % en France subissent encore la taxe de 6 % en Algérie. Ces revendeurs hésitent d'ailleurs à prendre la position de producteurs en France, la charge de la taxe de 8 % étant alors plus lourde pour les ventes en France puisque calculée sur ces prix de vente.

Cet état de choses a rendu nécessaire l'autorisation donnée au Gouvernement par l'art. 31 de la loi du 31 Décembre 1937 de prendre par décrets les mesures propres à éviter les doubles impositions (2). Une décision des délégations financières algériennes, d'autre part, charge le Gouverneur Général de prendre les arrêtés indispensables. Une difficulté toutefois subsiste du fait que les produits en

(2) Un décret du 31 Mars 1938 a exonéré de la taxe à l'importation en Algérie les objets usagés (taxés en France lors de la vente à l'état neuf) et les viandes (ayant supporté en France la taxe à l'abatage).

provenance de certains pays ne peuvent, aux termes de conventions passées, être plus taxées en France que les produits coloniaux de même espèce.

On ne peut obliger l'Algérie à avoir le même taux de taxe unique que la métropole. Ce qu'il faudrait, c'est qu'une loi assimilât l'Algérie au territoire français en matière de taxe unique.

Les Colonies ne connaissent pas la taxe à la production, mais les produits qui en proviennent sont taxés à l'importation en France. Il en résulte indirectement un droit de douane sur des produits d'origine coloniale française qui, en vertu de la loi du 13 Avril 1928, sur le régime douanier colonial, peuvent entrer en franchise (3). M. Candace, fin 1936, a proposé d'exonérer de la taxe unique les produits de la France d'Outre-Mer. Cependant, pour éviter des protestations de producteurs métropolitains, le texte finalement voté (amendement Tournan) (loi du 31 Décembre 1936, art. 7) n'exonère que les produits agricoles originaires des colonies françaises, des pays de protectorat et des territoires sous mandat, figurant sur une liste fixée par décret.

(3) Sauf certains produits non exemptés des colonies non assimilées.

CONCLUSIONS

Après avoir recherché quels sont, avec les systèmes d'impôts actuels, les divers cas de doubles impositions qui se produisent à l'intérieur de notre empire colonial, ainsi que les solutions qui y ont été apportées, et celles qui sont encore attendues, on constate que la question la plus importante reste indiscutablement celle du taux de l'impôt sur le revenu des valeurs coloniales.

Les doubles impositions en matière d'impôt général sur le revenu, d'impôt sur les traitements, sont dues à un manque de coordination dans les textes fiscaux et les anomalies relevées sont appelées à disparaître assez rapidement.

En matière d'enregistrement, on peut reprocher à l'organisation actuelle de ne pas comporter de règles générales uniformes pour toutes les colonies et les protectorats, et d'avoir laissé les rapports de chaque colonie avec chaque protectorat régis séparément.

L'injustice criante des doubles impositions pour les valeurs métropolitaines dépendant des successions ouvertes dans les protectorats d'Indochine en dehors des territoires cédés, et pour les valeurs émises dans ces mêmes protectorats cessera sans doute prochainement par suite de l'assimilation fiscale de ces protectorats aux colonies.

En ce qui concerne la taxe à la production, il est regrettable que les dispositions prises aboutissent à un rétablissement de barrières douanières entre des territoires soumis à une même puissance souveraine, barrières qui protègent certains intérêts particuliers mais sont une en-

trave au développement des échanges entre la France et ses possessions.

Nous avons vu également que l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères devrait être le même quel que soit l'endroit (métropole, colonies, protectorats, étranger) où le revenu est touché, quel que soit le circuit utilisé pour l'encaissement, et ce sans qu'il puisse y avoir conflit entre plusieurs autorités fiscales. Un remaniement de la législation à cet égard est souhaitable, et nous avons suggéré d'affecter le produit de cet impôt au seul budget métropolitain.

Le problème qui retient le plus l'attention est donc celui du conflit qui met aux prises les sociétés ayant leurs sièges aux colonies, l'Enregistrement métropolitain et les administrations coloniales. Toute la difficulté provient de ce que le champ d'exploitation des sociétés coloniales est outre-mer, tandis que les principaux leviers de commande sont en France.

Comme le taux de l'impôt dépend d'une donnée qui dans ces circonstances n'est plus rigoureusement définie — le lieu du siège social réel — la discussion est largement ouverte. Seul un texte législatif peut y mettre un terme. Lorsque la loi du 24 Juillet 1867 a été votée, on ne pouvait songer qu'un jour l'absence d'une définition très précise du siège social serait fort gênante. Les tribunaux en sont réduits maintenant à examiner les principaux éléments qui concourent à l'existence du siège social. De ces éléments — centre principal d'exploitation, direction principale, conseil d'administration, assemblée générale — il n'y en a que deux qui ont un caractère relatif de permanence et de fixité, le centre principal l'exploitation et la direction principale. Mais de ces deux-là, il n'y en a qu'un dont la localisation est commandée par l'objet de la société, le centre d'exploitation, l'autre dépend de facteurs divers financiers, techniques, administratifs, sociaux. En d'autres termes, quand une entreprise a pour but de pro-

duire du caoutchouc, son centre d'exploitation est obligatoirement là où elle a mis en valeur un domaine principal. Quant aux capitaux dont elle a besoin, elle peut les trouver en divers lieux ; quant aux dirigeants compétents qui lui sont nécessaires, il lui est loisible de les laisser se réunir dans la ville où leur rencontre est la plus commode ; quant aux services administratifs qui lui sont indispensables, elle est libre de les installer où elle le préfère. Le centre d'exploitation est donc bien le seul élément qui soit franchement localisé en raison de l'objet de la société.

Par ailleurs, nous avons montré que l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en France a un caractère d'impôt réel très accentué, qu'en matière d'impôt réel la logique conduit à un système d'imposition à la source, qu'en conséquence c'est au centre d'exploitation qu'il est réellement normal de prélever un impôt qui ne tient aucun compte de la situation personnelle du bénéficiaire.

Quand l'impôt est prélevé à la source, l'autorité ou les assemblées locales qui sont témoins de la marche générale de la production, qui sont appelées à prendre des mesures en sa faveur, et dont un des rôles est d'aider à la prospérité générale, sont plus à même que la Métropole de déterminer sur place le taux d'impôt qu'il est opportun d'appliquer aux revenus jaillis sur le territoire qu'ils régissent. De plus, comme ce sont les budgets locaux qui doivent supporter toutes les charges locales, il serait juste de les laisser toujours prélever eux-mêmes l'impôt sur les richesses produites localement, c'est-à-dire l'impôt sur le revenu des valeurs de sociétés à exploitation locale. On calculerait au besoin un taux moyen quand les exploitations sont réparties dans plusieurs colonies. Du point de vue purement économique, l'intervention de la Métropole qui cherche à tirer vers elle le plus d'impôts possible aboutit dans le domaine colonial à enlever à la mise en valeur des colonies beaucoup d'attrait pour les capitaux susceptibles

de s'y aventurer. L'essor des colonies s'en trouve compromis.

M. Paul Baudouin disait dernièrement (1) d'une façon générale que « les profits rongés par les impôts, soumis aux chocs brutaux des lois sociales activement appliquées, deviennent de plus en plus minces » et que « les quelques capitaux nouveaux qui parviennent à se former hésitent de plus en plus à s'employer car les rémunérations des industries vont s'affaiblissant ».

Est-ce le moment, quand les capitaux hésitent, de leur enlever jusqu'à l'avantage qui pouvait les inciter à courir des risques lointains dans un Empire Colonial dont le développement n'est pas encore celui qu'il mérite et qui de plus est absolument nécessaire à la France ?

Vu : Le Doyen,
E. ALLIX.

Vu : Le Président,
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

(1) P. Baudouin, *Revue de Paris*, 1^{er} Février 1938, Données du Problème Français.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux Officiels des Colonies et Protectorats.

S.D.N. — Recueil des accords internationaux et des dispositions de droit interne tendant à éviter la double imposition et l'évasion fiscale.

U.S.A. — Revenue Acts.

Bulletins des congrès des Sociétés de Géographie Commerciale et d'Etudes Coloniales.

Périodiques

Revue de l'Enregistrement.

Recueil Dareste.

Recueil Penant.

Revue Française d'Outre-Mer.

Semaine Coloniale.

Chronique Coloniale.

Bulletin Fiduciaire d'Indochine.

Bulletin Officiel du Ministère des Colonies.

Bulletin Mensuel de l'Agence Economique de l'A.O.F.

Revue de Madagascar.

Études

QUALID (W.). — Les Solutions internationales du problème des doubles impositions (Revue Sc. et L. Fin.) (1927).

BLACKETT (R.A.). — Mémoire sur la double taxation (1921). S.D.N., Section financière (E.F.S. 16 A 16).

CARROL (M.B.). — Double taxation relief, Washington (1927).

- ROSIER (Camille). — Problèmes de droit fiscal international, Revue critique de droit international (T. 30) (1935).
- LEVEN (Maurice). — La question de la nationalité des sociétés au regard du droit français, Revue de D.I.P. (T. 27) (1932).
- UNION COLONIALE. — Le Régime fiscal des Sociétés ayant leur siège et leur exploitation aux colonies. — (Mémoire — Mai 1934).

Ouvrages

- SELIGMAN (E.R.A.). — Essais sur l'impôt.
- ALLIX et LECERCLÉ. — Les impôts français, l'Impôt sur le Revenu, Paris (1926).
- ROLLAND, LAMPUÉ, etc. — Législation et Finances coloniales, Sirey (1936).
- DARESTE. — Traité de droit colonial.
- SOL et HARANGER. — Recueil Général et Methodique de la législation et de la réglementation des colonies françaises.
- NIBOYET (J.P.). — Les doubles impositions au point de vue juridique, Paris, Sirey (1931).
- LAUFENBURGER (H.). — L'impôt sur le revenu et les Sociétés Commerciales, Strasbourg (1926).
- LANDY (W.). — L'impôt sur les bénéfices et les Sociétés en Angleterre Paris (1929).
- LAMOUCHE (M.). — Essai sur la territorialité de l'impôt, Alger (1927).
- POUJOL (G.). — De la superposition d'impôts cédulaires en matière de revenu des cap. mobiliers en France.
- WIART (J.). — L'assiette de l'impôt sur le revenu des val. mobilières, Paris (1937).
- RÔTE (H.). — L'impôt sur le revenu en Grande-Bretagne, Paris (1937).
- BERNARD (A.). — Income tax in Great Britain, Washington (1928).
- MAGUÉRO, TASSAIN et MOLAS. — Traité alphabétique de l'Enregistrement.
- CARROW. — Quelques aspects du commerce impérial de la France, Paris (1935).

Thèses

HERNDON (J.G.). — The development of international reciprocity for the prevention of double income taxation, Philadelphie (1932).

BOYER (Rémy). — La condition juridique et le régime fiscal des sociétés coloniales, Paris (1929).

RAMZI (Osman). — De l'organisation politique et de l'évolution des colonies anglaises vers le self-government, Paris (1926).

IGIER. — Les Sociétés de commerce françaises qui ont leur siège social à la colonie, Paris (1936).

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

A. — L'établissement des impôts dans la France d'outre-mer ...	7
B. — Généralités sur les doubles impositions	13

PREMIÈRE PARTIE

<i>Doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu des valeurs mobilières</i>	19
CHAPITRE PREMIER. — La question de localisation du siège social des sociétés coloniales	19
CHAPITRE II. — Le rôle qu'on fait jouer à tort au siège social dans la détermination du budget bénéficiaire de l'impôt sur le revenu	57
APPENDICE. — L'impôt sur les réserves des sociétés coloniales	67
CHAPITRE III. — Le conflit fiscal entre la métropole et les colonies et ses répercussions sur l'essor colonial	69
CHAPITRE IV. — Etats étrangers et sociétés établies dans leurs possessions	77
CHAPITRE V. — Filiales coloniales de sociétés françaises	83
CHAPITRE VI. — La question de la fixation à la colonie des sièges sociaux des sociétés françaises dont l'exploitation principale est à l'étranger	87
CHAPITRE VII. — Circulation des valeurs coloniales en France et aux colonies	93
CHAPITRE VIII. — Impôts sur les intérêts des prêts consentis aux sociétés par les administrations coloniales	95

CHAPITRE IX. — Impôt sur le revenu des valeurs étrangères et des valeurs des protectorats	97
CHAPITRE X. — Impôt sur les créances, dépôts et cautionnements	109

DEUXIÈME PARTIE

<i>Doubles impositions en matière d'impôts directs</i>	III
CHAPITRE PREMIER. — Impôt général sur le revenu ..	III
CHAPITRE II. — Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Patente	23
CHAPITRE III. — Impôt sur les traitements, pensions, rentes viagères, etc.	127

TROISIÈME PARTIE

<i>Doubles impositions en matière d'enregistrement et de timbre</i>	129
CHAPITRE PREMIER. — Enregistrement d'actes	129
CHAPITRE II. — Droits de mutation par décès	133
CHAPITRE III. — Timbre	141
CHAPITRE IV. — Taxe à la production	143
CONCLUSION	147
BIBLIOGRAPHIE	151

MAURICE LAVERGNE
IMPRIMEUR
289, RUE St-JACQUES
PARIS — 5.

